

Les "freak shows" La police entend nettoyer le Québec de ces spectacles

par Pierre Vallières

Les ministères québécois des Affaires sociales et de la Justice ont décidé hier de coordonner leur action afin de mettre un terme à la présentation de "freak shows" dans certains hôtels du Québec.

C'est la Sûreté du Québec qui maintenant dirige l'enquête à la grandeur du Québec et plus spécialement dans la région des Bois-Francs et des Cantons de l'est. Les corps policiers municipaux y participent également, en plus des propres enquêteurs du ministère des Affaires sociales.

Des porte-parole du ministère des Affaires sociales et de la Sûreté du Québec ont confirmé hier au JOUR leur intention de nettoyer le Québec de ces spectacles où l'on met en évidence la débilité ou la maladie mentale d'individus participant directement à un divertissement scandaleux et répugnant qualifié de "concours d'amateurs". On sait que de tels spectacles sont formellement interdits par la loi 88, laquelle loi autorise d'ailleurs les policiers à pénétrer dans tout lieu où elle a raison de croire qu'est présenté un "freak show".

Pendant de longues heures hier après-midi des procureurs du ministère de la Justice, du ministère des Affaires sociales et de la Sûreté du Québec ont établi un plan d'action conjoint afin de contrer la présentation des "freak shows" organisés par le "promoteur" Roger Dumais et dont LE JOUR a fait état dans ses éditions de vendredi et samedi, à la suite d'un spectacle présenté mercredi soir dernier au club Lido de l'Hôtel Roc d'Or de Drummondville.

Le même spectacle devait être présenté hier soir à l'Hôtel Lan-ki-bar de Victoriaville. Au moment de mettre sous presse, des enquêteurs de la SQ se trouvaient dans cette municipalité et un groupe de citoyens s'apprétaient à intervenir directement dans l'établissement. Mais on ignorait encore si le propriétaire, à la suite des articles du JOUR, ne déciderait pas finalement d'annuler la présentation du "freak show".

On sait, par contre, que le propriétaire du Roc d'Or de Drummondville, M. René Picard, a déclaré au JOUR vendredi que son établissement "continuerait

quand même" à présenter des "freak shows" à sa clientèle, les mercredis soirs.

Par ailleurs, selon certaines informations que nous n'avons pu encore confirmer, des "freak shows" seraient également présentés dans la région de la métropole. C'est dire que jusqu'à maintenant, la loi 88 n'a, à toutes fins pratiques, pas été appliquée. Mais si l'on se fie aux bribes d'informations obtenues hier de Québec, elle le sera désormais.

Intervention de l'AQDM

Entre-temps, l'Association du Québec pour les déficients mentaux vient d'adresser un télégramme au président de la Commission de contrôle d'alcool du Québec, Me Jacques Trahan, dans lequel elle réclame "la suspension immédiate du permis d'opération du club Lido de l'Hôtel Roc d'Or de Drummondville en autant que ce dernier ne respecte pas la loi 88 interdisant l'exploitation des déficients mentaux dans les spectacles à des fins de divertissement et de rentabilité commerciale".

Copies de ce télégramme ont été également adressées aux ministres des Affaires sociales et de la Justice, MM. Claude Forget et Gérard D. Lévesque, ainsi qu'aux directeurs généraux des ateliers protégés pour déficients mentaux.

Selon des travailleurs sociaux des Cantons de l'Est, les déficients mentaux exploités à des fins de spectacles auraient déjà séjourné dans des ateliers protégés de la région. Ces ateliers sont destinés à préparer l'intégration de déficients mentaux dans "un milieu de travail régulier". On y enseigne différents métiers, mais certes pas celui de "bêtes de cirques". Comme les déficients mentaux "montrés" en spectacle portent tous des surnoms, il est parfois difficile de retracer leur véritable identité et de retracer leur itinéraire depuis l'atelier protégé jusqu'au cabaret.

Détail curieux, l'atelier protégé de Drummondville est situé à proximité du Roc d'Or. On ne cache pas que la direction de cet atelier ait porté plainte contre les spectacles présentés à cet hôtel au vu et au su de tout le monde depuis plusieurs mois.

Métro et autobus: pas de reprise avant vendredi, au plus tôt

Les transports en commun montréalais (métro et autobus) demeureront paralysés au moins jusqu'à vendredi prochain et peut-être même plus tard.

Hier matin environ 1,000 des 3,400 chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro de la CTCUM dont c'est aujourd'hui la huitième journée de grève, se sont en effet prononcés en faveur d'une recommandation de leur exécutif syndical qui les invitait à poursuivre leur arrêt de travail jusqu'à jeudi matin.

D'ici là l'exécutif syndical s'est engagé à être présent aux nouvelles séances de médiation qui doivent débuter ce matin au bureau de M. Roger Pilote au ministère du Travail, rue Crémazie.

Du côté de la commission des transports on n'a enregistré aucune réaction à l'assemblée des grévistes d'hier matin.

A moins que la CTCUM ne présente de nouvelles offres salariales on peut s'attendre à ce que cet arrêt de travail se poursuive au-delà de la fin de semaine.

Les grévistes ont de leur côté donné mandat à leur exécutif de poursuivre les journées d'étude pour une autre dizaine de jours à partir de demain si cela est jugé nécessaire.

autres informations, page 3

La guerre du câble à Rimouski: on mobilise!

nos informations, page 4

Editorial Mieux, mais encore insatisfaisant

par Laurent Laplante
page 10



La ville de Leiria, au centre du Portugal, est le siège de troubles depuis deux jours. Les affrontements ont fait aujourd'hui un mort et un blessé. Nous voyons ici un manifestant jetant au feu une chaise provenant d'un local du Parti communiste mis à sac.

Il y aurait eu une tentative d'insurrection à Lisbonne

LISBONNE (d'après l'AFP et Reuter) — Alors qu'une personne a été tuée et une autre blessée hier soir au cours des incidents qui se sont produits à Leiria, pour la deuxième journée consécutive, devant la permanence du Parti communiste portugais, un front de soutien au général Vasco Gonçalves était créé hier matin à Lisbonne.

Selon la radio nationale portugaise, contrôlée par des militaires pro-communistes, la création de ce front a été décidée au cours d'une réunion entre représentants - non identifiés - du Mouvement des forces armées (MFA), du parti communiste et de sept organisations d'extrême gauche.

Les participants se sont prononcés, selon la radio, pour la formation d'un gouvernement d'union révolutionnaire.

En attendant, ils ont apporté leur caution au programme politique publié par le général Gonçalves à la fin de la semaine dernière.

Un secrétariat a été créé pour organiser "l'offensive contre la réaction et assurer la poursuite du processus révolutionnaire".

Par ailleurs, il y a eu, dans la nuit de samedi à dimanche au Portugal une tentative de "pronciamento", estimant la plupart des observateurs. Comment peut-on expliquer autrement qu'un communiqué publié à 7 heures et demi dimanche matin et qui annonçait à l'étonnement de tous, que le gouvernement Gonçalves était

maintenu en place, ait pu être annulé quelque douze heures plus tard? Comment peut-on également expliquer qu'un communiqué du cinquième bureau de l'état-major publié dans la soirée de dimanche ait pu, à son tour, être annulé quelques heures plus tard? Ce dernier communiqué plus précis que le premier, allait bien plus loin que celui-ci. Il mettait quasiment "hors la révolution" les signataires du "document des neuf", au profit d'un compromis Gonçalves.

D'autre part, on apprenait hier soir que le général Eurico Corvacho (proche de Gonçalves) reprendra demain ses fonctions de commandant de la zone militaire du Nord.

autres informations page 8

Le CLSC de Rosemont: un nid de patronage

-le PQ

par Guy Rochette

Selon le Parti québécois du comté de Gouin le Centre local de services communautaires (CLSC) de Rosemont n'est rien d'autre qu'un centre de patronage officiel du député libéral de Gouin, M. Jean M. Beauregard.

Le PQ a en effet accusé, hier, le député libéral Beauregard de népotisme. Selon les péquistes de Gouin, le conseil d'administration du CLSC-Rosemont ne serait qu'un conseil de la grande famille libérale. Cinq membres du conseil d'administration de ce CLSC, étaient, rapporte le PQ, organisateurs ou travailleurs d'élection pour le compte du député libéral Beauregard lors de l'élection d'octobre 1973.

Outre ce conseil de famille, le Parti québécois du comté de Gouin dénonce également les accointances politiques de trois permanents de ce CLSC. Eux aussi, dit le PQ étaient, en octobre 1973, des travailleurs d'é-

lection au service du député libéral Beauregard. La compétence professionnelle de ces trois permanents est de plus mise en doute par les porte-parole du PQ qui leur impute la res-

pensabilité du retard apporté par ce CLSC à donner des services à la population.

Autres informations, page 3



Ce qu'il faut savoir sur la livraison et la garantie

Si vous achetez une marchandise quelconque, il ne faut pas vérifier uniquement le prix et la qualité. Il faut aussi s'informer soigneusement de la garantie et, dans bien des cas, de la livraison. On trouvera quelques conseils utiles à ce sujet dans notre chronique hebdomadaire, en page 2.



Deux tonnes "d'herbe" de perdues

Les amateurs d'herbes, fines et autres, qui attendaient après la livraison des deux tonnes que contenait cet avion vont sans doute manquer d'approvisionnement dans les jours à venir. Le pilote de l'avion, en provenance de Colombie, a dû laisser là tout son "stuff", après avoir fait un atterrissage d'urgence à l'aéroport de Keystone Heights, en Floride. Le pilote a pris la fuite rapidement. En inspectant la cargaison, on a compris pourquoi...

Le ministère de la Justice enquête

Chambly: des acheteurs de terrains dénoncent 2 compagnies immobilières

par Louis Fournier

La section des fraudes et faillites du ministère québécois de la Justice enquête actuellement sur les activités présumées frauduleuses de deux sociétés immobilières, Urbana 2000 et Chambly Construction, dont le propriétaire est un certain Roger Vendetti.

Les deux compagnies — une troisième aussi serait impliquée dans cette affaire — vendait des terrains situés à Chambly, sur la Rive-Sud, dans un secteur où la municipalité ne peut assurer aucun des services requis en cas de construction domiciliaire.

L'enquête du ministère de la Justice, qui s'est

déjà traduite par la saisie de nombreux documents, fait suite à l'action d'un groupe d'une soixantaine de consommateurs qui, disent-ils, ont acheté des terrains "sous de fausses représentations". Plusieurs acheteurs ont même refusé d'honorer leurs paiements et sont sous le coup de poursuites de la part du vendeur.

Voilà près d'un an que ces consommateurs ont commencé à se regrouper, avec l'aide de l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la Rive-Sud. Ils se sont réunis à de multiples reprises en assemblée générale et aujourd'hui, à Longueuil, ils présenteront un dossier

complet sur cette affaire. Ils promettent de "démâcher tous les coupables."

Et la loi?

Aux dires des acheteurs frustrés, ce dossier démontre clairement les "trous" de l'actuel projet de loi No 6 intitulé "Loi sur la protection des acheteurs de maisons neuves et de terrains", qui sera étudié en commission parlementaire à l'automne. Ce projet avait été déposé à l'Assemblée nationale par l'ex-ministre des Consommateurs, coopératives et institutions financières, M. William Tetley.

Les consommateurs,

soutenus par l'ACEF, doivent réclamer aujourd'hui du nouveau ministre, Mme

Lise Bacon, que la future loi ait davantage de "dents".

Région de Québec

Les élèves échouent aux tests linguistiques

QUÉBEC (PC) — La majorité des élèves francophones de la région de Québec qui ont subi des tests linguistiques visant à déterminer s'ils avaient une connaissance suffisante de l'anglais pour recevoir l'enseignement dans cette langue ont échoué.

Un relevé effectué auprès de neuf commissions scolaires locales et régionales révèle que plus de 80 pour cent de ces élèves francophones, soit 74 sur un total de 90 candidats, n'ont pas obtenu une note suffisante pour faire leurs études primaires ou secondaires en anglais.

A la Commission des écoles catholiques de Québec (CECQ), 24 élèves francophones se sont présentés aux tests, prévus dans la Loi 22, mais les résultats ne sont pas encore connus. On signale toutefois

une diminution importante des transferts linguistiques à la CECQ.

Depuis 1970, quelque 120 élèves de langue française passaient chaque année au secteur anglophone.

En mai dernier, la commission scolaire avait reçu 52 demandes de transferts linguistiques mais de ce nombre, seulement 24 élèves se sont finalement présentés aux examens. Dans l'éventualité où tous les cas auraient réussi, le nombre des transferts ne pourrait être supérieur à 24 cette année.

Ces chiffres se tiennent pas compte de la réduction des transferts enregistrée dans certaines autres commissions scolaires qui ont adopté des règlements particuliers en vertu desquels il est interdit aux francophones de fréquenter l'école anglaise.

Camping à Ste-Agathe: \$600 pour la saison

Le coût de location d'un terrain pour roulottes, à Ste-Agathe, pour la saison d'hiver 1976 passera à \$600! Pourtant, l'hiver dernier, il n'en coûtait que \$225, plus \$25 pour le déneigement. Ainsi en a décidé la Corporation du Camping de Sainte-Agathe des Monts lors de la dernière assemblée de ses membres. D'autre part, la Corporation du camping ne s'engage pas à ouvrir le terrain pour la prochaine saison hivernale à moins

que cinquante sites ne soient loués au 1er septembre 1975. En augmentant ainsi le coût de location d'un site, la Corporation a-t-elle voulu en arriver à la fermeture d'un des campings les mieux aménagés au Québec?

au jour le jour

A MONTREAL

• Terre des Hommes: Kiosque international: à 16h30, orchestre de l'école Saint-Luc; à 20h00, orchestre de chambre Karenna. Place de la Joie: à 14h00 et 16h00, Le Vagabond; à 20h00, American Square Dance. Biosphère: à 16h00, concert d'orgue de Claude Dupras.

• Clinique de sang de la Croix-Rouge: Hôpital Saint-Jean de Dieu, Pavillon Notre-Dame du Rosaire, salle des loisirs, de 10h00 à 16h00.

• Assemblées d'information des grévistes de Pratt et Whitney (United Aircraft), à 13h00, à 15h00, à 17h00 et à 19h30, suivies du vote par scrutin secret, à la salle de l'Eglise Notre-Dame de Fatima, à Longueuil.

• Premier festival en plein air de musique et de théâtre yiddish, avec le concours d'artistes new-yorkais, à 20h00, au parc Mont-Royal sur la montagne.

• Séances gratuites de courts métrages présentées conjointement par le Service des sports et loisirs de la Ville de Montréal et l'Office National du Film, de 20h30 à 22h30, au théâtre de verdure du parc Lafontaine.

• Défilé annuel organisé par le Service de récréation de Ville Lasalle sous le thème de l'Année Internationale de la Femme.

• Premier Salon du meuble français à la Place Bonaventure.

les consommateurs

Des problèmes de livraison?

Il est toujours préférable que vous fassiez indiquer clairement la date de livraison, sur le contrat, quand vous achetez une marchandise quelconque.

Le vendeur devra respecter cette date de livraison, faute de quoi vous pourrez immédiatement faire annuler le contrat et vous faire rembourser.

En revanche, si vous avez acheté un bien sans date précise de livraison et que le vendeur ne vous fournit pas la marchandise, malgré vos demandes répétées, vous n'avez qu'une seule chose à faire: écrire au vendeur, de préfé-

rence par courrier recommandé, pour exiger la livraison dans un délai raisonnable (soit environ deux semaines). A défaut de quoi vous pourrez refuser toute livraison subséquente.

D'autre part, si vous avez déjà payé ou versé un acompte sur la marchandise, écrivez une lettre semblable en indiquant, de plus, qu'à défaut de livraison dans un délai raisonnable, vous engagerez une action en justice pour faire annuler le contrat et vous faire rembourser ce que vous avez déjà payé.

Tout sur les garanties

Si vous bénéficiez d'une garantie sur une marchandise, le contrat de vente doit clairement indiquer, dans des clauses distinctes et successives, les exclusions à cette garantie.

Ainsi, si la garantie n'indique pas clairement qu'une pièce de votre achat n'est pas garantie, elle est obligatoirement garantie.

Le marchand ou la personne responsable de la garantie doit réparer ou remplacer la pièce défectueuse.

Si l'on refuse cette réparation ou ce remplacement, vous pouvez vous adresser aux tribunaux pour forcer le respect de la garantie ou même pour faire annuler la vente et vous faire rembourser votre argent.

C'est la même chose pour la publicité de la marchandise que

vous achetez: toutes les garanties d'un commerçant, dans ses annonces publicitaires, font automatiquement partie du contrat de vente. Le marchand est obligé de respecter cette garantie.

Si c'est une personne autre que le marchand qui est responsable de la garantie, le commerçant doit indiquer clairement le nom et l'adresse de cette autre personne et l'adresse où la garantie peut être honorée.

La garantie doit être écrite dans la même langue que le contrat, c'est-à-dire en français — à moins que le consommateur n'exige l'anglais.

Lisez attentivement la garantie avant d'acheter quoi que ce soit. Exigez que les garanties verbales du vendeur soient inscrites sur le contrat.

Enfants, publicité et maladie...



(photo Antoine Désilets)

Les enfants, premières victimes de la publicité...

(d'après PC) — On ne dira jamais assez les méfaits de la publicité destinée aux enfants à la télévision.

Ainsi, le visionnement de messages publicitaires de médicaments pourrait être la cause de la fréquence de la maladie chez les enfants!

Cette révélation, elle est d'un professeur du Michigan State University aux Etats-Unis, Charles Atkin. Selon lui, plus les enfants voient de publicité télévisée, plus ils sont inquiets de devenir malades et il leur arriverait plus souvent de l'être bel et bien.

Selon le professeur Atkin, l'enfant américain voit au moins 10,000 messages publicitaires à la télévision chaque année.

L'inflation mène au divorce!

(d'après AP) — Un nombre croissant de Hollandais trouvent que la vie à deux est devenue trop chère et ils réclament le divorce. En 1974, 21,000 couples ont demandé à se séparer alors que la moyenne des quatre années précédentes avait été de 10,300.

Les sociologues conviennent que les problèmes économiques sont de plus en plus à l'origine de cet état de choses. Les maris

se plaignent qu'ils en ont assez de payer des comptes ou des loyers élevés et un nombre croissant d'entre eux trouvent qu'ils s'en sortent mieux seuls.

"De nombreux couples veulent vivre bien au-dessus de leurs moyens et contractent des dettes, déclare Mme Eva Van Dijk, sociologue à La Haye. Pour eux, le divorce est souvent la meilleure façon de s'en sortir".

Champagne: comment faire sauter le bouchon...

OTTAWA (PC) — Dans les vieux films d'Hollywood, le "jeune premier" savait toujours exactement comment faire sauter le bouchon de liège de la bouteille de champagne.

Mais comme les Canadiens ne boivent pas du champagne tous les jours, ils ne semblent pas avoir la même facilité, plusieurs héritant même du bouchon sans pouvoir boire une seule goutte du divin nectar.

En tout cas, le ministère fédéral de la Consommation semble prendre la chose très au sérieux puisque certains de ses responsables ont rencontré des représentants de l'Institut canadien du vin afin de mettre au point un texte

qui apparaîtra sur les étiquettes des bouteilles, et expliquant la façon de faire sauter le bouchon.

Présentement, les étiquettes sur les bouteilles de vin pétillant préviennent simplement le consommateur que le contenu de la bouteille est sous pression et qu'il faut faire attention en enlevant le bouchon.

Un porte-parole du ministère a expliqué qu'une bouteille de vin pétillant devrait être réfrigérée quelques heures avant d'être servie. Au moment d'enlever l'obturateur, placez une main sur le bouchon et utilisez l'autre pour défaire le fil, puis soulever doucement le bouchon.



La reproduction, grandeur nature, de la dalle de Palenque des Mayas est en vedette au pavillon "Le monde insolite" à Terre des Hommes.

La dalle, mesurant 12 pi. sur 7 pi., montre un dieu précolombien aux contrôles d'un vaisseau spatial, selon Erich Von Daniken, auteur du livre bien connu "Les chariots des dieux". Von Daniken, qui a collaboré à une partie du pavillon, y viendra au cours de la saison.

Parmi les autres pièces d'importance exposées dans le pavillon, on trouvera la copie d'un pétroglyphe indien de la côte Ouest sculpté en forme de soucoupe volante ainsi qu'un modèle à l'échelle de "l'engin".

ABONNEZ-VOUS PAR CAMELOTS!

Abonnements par camelots

(\$1.50 par semaine)		
Montréal	Rimouski	
Laval	723-5616	
Rive-sud		
St-Jean (Iberville)	Baie Comeau	Granby
331-8961	Hauterive	469-3580
332-3890	589-5017	
	Sept-Iles	
Sorel	962-5335	
742-3328		
	Hull	
Drummondville	Gatineau	
478-5730	Pointe-Gatineau	
	Touraine	
Québec	771-7894	
658-8920		
626-6925	Victoriaville	
	Arthabaska	
Chicoutimi	369-9343	
Alma		
Jonquière	St-Hyacinthe	
Kénogami	773-1951	
Arvida		
549-6427		

LE JOUR

LE JOUR est publié par la société SODEP INC. qui a son bureau principal au 387 Lebeau, Ville Saint-Laurent, Montréal 379. Lithographié par Journal Offset Inc. 254 Benjamin-Hudon, à Ville Saint-Laurent.

La Presse Canadienne et l'Agence France Presse sont autorisées à publier les informations du JOUR. Abonnement: édition quotidienne, livrée à domicile par porteur: \$1.50 par semaine; par la poste: \$60.00 par année \$32. par six mois et \$18.00 par trois mois. Edition du samedi: \$15.00. Tarif de l'abonnement servi par la poste aérienne sur demande. Courrier de deuxième classe: enregistrement numéro 3299. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

TELEPHONE: 331-8961 (lignes groupées)

Rédacteur en chef: Yves Michaud

Rédacteur en chef adjoint: Laurent Laplante

Editorialistes: Yves Michaud, Laurent Laplante, Jacques Parizeau.

Chef de pupitre: Roch Côté; adjoints: Jean-Noël Bilodeau, Henri Jalbert.

Politique: Jacques Guay, Evelyn Dumas, Guy Rochette, Jean Chartier, Pierre Sormany, Antoine K. Char, Jacques Keable.

Informations générales: Paule Beaugrand-Champagne, Alain Duhamel, Louis Fournier, Pierre Tanguay et Gisèle Tremblay.

Culture populaire: Jean-Marc Desjardins, Jean-Pierre Tadros, Bruno Dostie, Christian Nobert, Kathleen Francoeur, Pierre Vallières.

Photographie: Antoine Désilets, Claire Beaugrand-Champagne, Pierre Boisclair.

Caricature: Berthio

ADMINISTRATION

Président du conseil d'administration: Jacques Parizeau

Contrôleur: Jean-Pierre Nepveu

Comptable: Ginette Roy

Assistante comptable: Johanne Marier

Tirage: Michel Gagné, Roland Legault

Publicité: Directeur, publicité locale et nationale: Marcel Pinsonnault

Représentants: Jacqueline Avril, Jean-Normand Senay, Robert Pénin, Armand Lavigne, Francine Tremblay,

Carrières: Suzanne Asselin, Margot Reddy

Petites annonces et avis légaux: Hélène Lespérance

Le JOUR

Le PQ de Gouin réclame une enquête Le CLSC-Rosemont serait le “nid à patronage” du député

par Guy Rochette

Le Parti québécois du comté de Gouin a porté, hier, des accusations de népotisme à l'endroit du député libéral de ce comté, Jean M. Beauregard, et réclame la tenue d'une enquête sur l'administration du Centre local de services communautaires (CLSC) de Rosemont. Le PQ demande aussi la démission de trois permanents de ce CLSC.

Le Parti québécois du comté de Gouin a donc saisi, hier, le Conseil de la santé et des services sociaux du Montréal métropolitain de cette demande d'enquête. Le PQ veut qu'un enquêteur se penche sur tous les faits entourant la mise sur pied du CLSC-Rosemont. Les militants de Gouin espèrent également la collaboration du ministère des Affaires sociales pour que lumière soit faite dans cette affaire.

Le PQ de Gouin reprend ainsi à son compte des accusations qu'avait déjà formulées un groupe de citoyens des quartiers Rosemont et St-Edouard il y a deux semaines. Ces citoyens et le Parti québécois de Gouin accusent le député libéral de ce comté, M. Jean M. Beauregard, d'avoir “paqueté” le conseil d'administration de ce CLSC.

On apprend ainsi que le conseil d'administration du CLSC-Rosemont a un nombre impressionnant d'organismes politiques et de travailleurs d'élection du député libéral Jean M. Beauregard: Me Normand Désy, président du CLSC-

Rosemont était lors des élections d'octobre 1973, l'un des principaux organisateurs du député libéral Beauregard; M. Clément Patenaude, vice-président du CLSC, de même que sa fille Réjane et sa sœur Mme Raymonde Chevalier, toutes deux conseillers au CLSC, étaient respectivement, en octobre 1973, organisateur-en-chef et travailleur d'élection pour M. Beauregard; et M. Jean Longpré, également conseiller au CLSC-Rosemont, était en octobre 1973 un travailleur d'élection du député libéral de Gouin.

Le Parti québécois du comté de Gouin affirme aussi que trois de ces 5 personnes, membres du conseil d'administration du CLSC-Rosemont, habitent à l'extérieur des limites du territoire des servi par ce CLSC. Il s'agit du président, Me Normand Désy, du vice-président M. Clément Patenaude et de sa fille, conseiller au CLSC, Mlle Réjane Patenaude.

Selon les porte-parole du PQ, tous les membres du conseil d'administration, sauf M. Jean Longpré, ont été élus par une assemblée à laquelle la population des quartiers concernés, Rosemont et St-Edouard, n'avait pas été conviée. Ce qui fait dire aux péquistes de Gouin que ce conseil d'administration n'est pas représentatif de la population de ces quartiers, en plus de contrevenir à l'esprit de la loi 65 qui prévoit une large participation des “citoyens-usagers”.

Quant aux demandes de démission de trois permanents de ce CLSC, M. Michel Bourque, coordonnateur, M. Raymond Patenaude, également coordonnateur, et Mlle Danielle Bourque (sœur de Michel et fille du président d'élection de Gouin) animatrice, le PQ estime qu'en plus d'avoir des accointances politiques avec le député libéral Beauregard, leurs compétences professionnelles laissent à désirer.

Le Parti québécois de Gouin s'en prend à la compétence professionnelle de ces trois permanents en raison du retard apporté à la mise en service du CLSC-Rosemont.

CE CLSC existe depuis mai 1974 et a reçu à ce

jour \$175,000 (le Centre St-Vallier agit comme fiduciaire), mais n'est pas encore en mesure de fournir des services aux citoyens et, a pris un retard considérable sur l'échéancier prévu par le ministère.

Cette intervention du Parti québécois de Gouin vise, dit-on, à ce que le CLSC-Rosemont soit administré par des citoyens de ce quartier et offre des services à cette population le plus rapidement possible. Le PQ conclut en rappelant que “ce n'est sûrement pas d'un centre de patronage officiel du député libéral de Gouin dont la population a besoin mais d'un CLSC administré par les citoyens et vivant au grand jour.”

Le port de Montréal connaît son pire été

(PC) — Le président de l'Association des employeurs maritimes croit que le port de Montréal connaît actuellement le pire été de son histoire.

Les deux causes, selon M. Arnold Masters, sont la récession économique mondiale et la perte de confiance des compagnies, à cause de la grève des dockers.

Même si les relations de travail se sont améliorées depuis la grève de six semaines, qui s'est terminée le 5 juin, il reste à convaincre les compa-

gnies maritimes de revenir à Montréal, de dire M. Masters, au cours d'une interview.

Ces compagnies, a-t-il souligné, tracent des plans un an d'avance et il leur faut compter sur la stabilité des ports où elles prévoient envoyer leurs navires.

La Commission des ports nationaux, au début de l'année, a déjà annoncé un déficit de \$14.35 millions pour 1975, comptant Montréal pour le plus grand facteur des pertes parmi 15 ports du Canada.

Les industriels de Granby refusent de réduire leur consommation d'eau

Le maire en appelle à Québec

GRANBY (d'après la PC) — Après avoir échoué hier dans sa tentative de convaincre les industriels locaux de réduire leur consommation en eau, le maire de Granby, M. Paul O. Trépanier, a décidé d'en appeler au gouvernement québécois pour que ce dernier émette une ordonnance forçant les industries à réduire leur consommation quotidienne de 80% permettant ainsi à la ville de passer à travers la disette d'eau qu'elle subit présentement.

C'est devant le refus de la majorité des 140 industries de réduire volontairement leur consommation d'eau que M. Trépanier s'est résolu à s'adresser au ministère des Affaires municipales pour réclamer l'émission de l'ordonnance.

Par diverses mesures, Granby a déjà pu baisser de onze à huit millions de gallons la consommation quotidienne, mais si ce rythme se maintient, il n'y aura plus d'eau dès vendredi prochain.

L'intention du maire est de réduire à 5.5 millions de gallons la consommation quotidienne. L'industrie, actuellement, prend 52 pour cent de toute la consommation.

Si l'ordonnance est accordée, plusieurs industries devront fermer temporairement leurs portes, mettant à pied, par le fait même, quelque 5,000 ouvriers.

M. Trépanier a déjà demandé que ces chômeurs involontaires soient

payés au même salaire, durant la crise, qu'à devoir remettre les heures de travail par la suite.

Selon l'Office de planification et de développement du Québec, les 37,000 citoyens de Granby auraient suffisamment d'eau

pour 40 jours avec une consommation de 5.5 millions de gallons.

La pénurie est causée par la sécheresse qui sévit quelques semaines et qui a vidé le lac Boivin, source d'approvisionnement de Granby.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

FACULTE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

COURS DE FORMATION PERSONNELLE ET DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL

- Dynamique de la famille
- Économie I
- Psychologie sociale
- Éléments de sociologie
- Méthodologie sociologique
- Sociologie de la famille
- Les intérêts pratiques associés au loisir
- Psychologie de l'apprentissage
- Psychologie générale
- Psychologie du développement
- Principes de l'administration et de l'organisation
- Psychologie du travail
- Comptabilité industrielle
- Civilisation québécoise: le Québec d'hier, de 1608 à 1867
- Réalités sociales et problématique québécoise
- Approche multidisciplinaire d'un ou des événements-clés de l'histoire du Québec
- Le droit de la protection du consommateur
- Introduction à la publicité
- Initiation aux relations publiques

TRIMESTRE D'AUTOMNE 1975

On peut s'inscrire dès maintenant et jusqu'à la date d'ouverture du premier cours

Brochure sur demande

FACULTE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
3333, chemin Queen Mary
Tél.: 343-6090
343-6992 (après 17 heures).

les échos du jour

Que devient Matthias Rioux, l'ex-candidat du PQ dans Saint-Henri en 1973, depuis que la direction de CKAC-Télémedia l'a si gentiment remercié de ses services, malgré la grande qualité de la “ligne ouverte” qu'il animait? Il est un peu dans l'ombre, malgré sa participation à la page éditoriale de Montréal-Matin. On pourra néanmoins l'entendre à nouveau sur les ondes, à compter d'aujourd'hui et jusqu'à vendredi, au poste CKVL, où il remplacera l'animateur libéral Marc Trahan, à compter de 13h30. Le plus curieux, c'est que CKVL a déjà refusé à Matthias Rioux une émission régu-

• • •

Au ministère des Transports, à Québec, on a confirmé la construction, d'ici 5 ans, d'un nouveau pont qui enjambrera le Richelieu pour relier Beloeil à Saint-Hilaire, sur la route 116, l'ancienne route 9. Ce nouveau pont sera construit tout près de l'actuel et pourrait ainsi nécessiter l'expropriation d'une luxueuse résidence de \$150,000 que l'animateur Lucien “Frenchie” Jarraud vient de vendre à Me Marc Trahan.

• • •

Le leader libéral ontarien Robert Nixon a promis de congédier un fonctionnaire de cette province s'il devient premier ministre de l'Ontario à l'issue de scrutin général du 18 septembre prochain.

Lors d'une interview radiophonique, dimanche, le chef libéral a précisé que son premier geste serait de relever de ses fonctions Mme Judy LaMarsh, ex-ministre libéral fédéral, qui est payé \$250 par jour pour diriger les travaux de la commission royale d'enquête sur la violence à la télévision.

“Je crois que l'une des premières décisions que je prendrais serait d'écrire une lettre gentille à Judy l'informant que nous serions intéressés à obtenir son rapport intérimaire mais que... en ce qui nous concerne, elle est sans emploi.”



Photo LE JOUR: Antoine Desilets

On a beau espérer, les autobus ne viennent plus depuis huit jours... et il faudra s'y faire pour encore trois jours au moins.

Toujours pas d'autobus ni de métro

La grève continue...

par Pierre Tanguay

En ce huitième jour de la grève des 3,400 chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro de la CTCUM, les usagers des transports en commun montréalais ne peuvent compter que sur une seule et unique certitude: ils devront se passer d'autobus et de métro au moins jusqu'à vendredi prochain et ce en envisageant l'hypothèse optimiste.

Réunis en assemblée générale hier matin à l'auditorium Le Plateau, les grévistes ont en effet décidé, presque à l'unanimité, par un vote à main levée, de poursuivre leur arrêt de travail jusqu'à jeudi matin.

Ce matin-là vers 10 heures, ils se réuniront à nouveau pour entendre le rapport de leur exécutif sur les tentatives de négociations présentement en cours.

Dans l'éventualité d'une entente entre la CTCUM et les chauffeurs et opérateurs, il faudrait probablement attendre au lendemain (vendredi) avant de voir les véhicules de la CTCUM circuler à nouveau dans les rues de la métropole.

D'autres journées d'étude

En décidant de poursuivre leur arrêt de travail, les grévistes ne faisaient qu'appuyer la recommandation en ce sens de leur exécutif qui leur a par ailleurs demandé un nouveau mandat pour retourner négocier au bureau du médiateur provincial, M. Roger Pilotte, jusqu'à jeudi matin.

Les grévistes ont aussi donné carte blanche à leur exécutif lui permettant de poursuivre les “journées d'étude” pour une nouvelle période de dix jours, s'il s'avérait nécessaire de le faire après-demain.

Les grévistes espèrent par ce dernier vote mettre suffisamment de pression sur la CTCUM pour l'amener à présenter de nouvelles offres salariales.

On sait que l'exécutif syndical a attendu en vain vendredi dernier que la CTCUM et son président M. Lawrence Hanigan, lui présentent de nouvelles offres. Le chassé-croisé dans les bureaux montréalais du ministère du Travail n'a finalement pas donné de résultat concret, si ce n'est que la médiation de M. Ro-

ger Pilotte reprend ce matin.

Le président de la Fraternité des chauffeurs et opérateurs, M. Normand Hamelin, n'a pas jugé ces développements assez importants pour recommander un retour au travail, comme on l'espérait encore, hier matin, au début de la réunion du Plateau.

Il devait d'ailleurs ouvrir l'assemblée par ces mots peu équivoques: “Vous m'aviez mandaté pour aller négocier en précisant que s'il n'y avait pas de garanties supérieures, il n'y aurait pas de retour au travail. Eh bien il n'y a pas eu de garanties, il n'y aura donc pas de retour au travail”. Les applaudissements frénétiques des grévistes ne devaient plus laisser de doutes sur leur détermination à poursuivre la grève.

Si le conflit ne se règle pas d'ici la semaine prochaine on peut s'attendre à de graves complications du côté de la circulation dans les rues de la métropole. En effet, au flot régulier des travailleurs, qui envahissent chaque matin les rues, doit s'ajouter dans les jours qui viennent celui des étudiants qui retournent en classe.

L'économie n'est pas réservée aux économistes...

Faut-il attendre de subir directement les effets de l'inflation, de devenir chômeur, d'être en grève, ou encore de recevoir une augmentation de salaire pour s'intéresser à l'étude de l'économie, et en particulier à celle du Québec?

Pourtant, l'économie n'est pas réservée aux économistes. Comprendre l'économie et surtout notre économie n'est pas seulement profitable du point de vue de la culture générale, c'est essentiel si l'on veut élargir et améliorer le rôle qu'on désire exercer dans la société sur les plans professionnel, social, politique.

Un cours d'Initiation à l'économie du Québec est offert à tous les adultes, sans qu'il soit exigé un niveau d'études spécifique. Ce cours est livré à domicile ou presque. Les participants recevront, après leur inscription et durant leur cours des documents écrits mais aussi des

tableaux, des illustrations, des extraits d'articles de journaux et de livres ainsi que des disques reproduisant des témoignages et des interviews sur des questions économiques importantes. Les étudiants ne seront pas pour autant laissés à eux-mêmes. Un guide de travail leur permettra de se débrouiller dans les études et les recherches. De plus, ils profiteront de quelques ateliers organisés durant le cours pour rencontrer un animateur et d'autres étudiants de leur région. Ils pourront alors faire part des difficultés d'apprentissage, échanger des points de vue sur l'économie et discuter sur des questions présentées dans des documents audio-visuels, au cours des rencontres.

Le cours Initiation à l'économie du Québec n'a pas été préparé par un seul enseignant, mais par une équipe de professeurs universitaires et d'experts invités, assistés par des spécialistes d'autres disciplines (pédagogie, techniques audiovisuelles).

Les participants qui auront suivi avec succès ce cours se verront

décerner une attestation d'études correspondant à trois crédits. Initiation à l'économie du Québec est un cours offert conjointement par la Télé-université et la Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois, une autre constituante de l'Université du Québec.

Le cours INITIATION A L'ECONOMIE DU QUEBEC fait partie d'un programme appelé «Connaissance de l'homme et du milieu».

Pour de plus amples renseignements sur les cours de ce programme offerts par la Télé-université et la Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois, retournez ce coupon (ou un fac-similé) ou téléphonez à: Service de registration - Télé-université - 2875 boulevard Laurier, Sainte-Foy, Québec - G1V 2M3 Tél: 657-2990

Début du cours: le 25 octobre 1975



Université du Québec

Médiation spéciale à Télé-Métropole

(LE JOUR) — Nouveau développement dans le conflit de travail qui sévit à Télé-Métropole depuis le 12 mai dernier: M. Rolland Doucet, médiateur, a convoqué les deux parties à une séance spéciale de médiation ce matin, dans les bureaux du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre au port de Montréal.

Le syndicat, qui a reçu hier le télégramme conviant Télé-Métropole et le local 687 du Syndicat canadien de la fonction publique, a aussitôt déclaré espérer que la direction de Télé-Métropole profitera de cette médiation spéciale pour annoncer qu'elle a trouvé le temps de s'occuper du dossier de la négociation.

On sait que depuis le début de la grève des 304 employés de cette entreprise, il n'y a pas eu de négociations; le 28 juillet dernier, Télé-Métropole déclarait d'ailleurs publiquement qu'elle avait autre chose à faire que de s'occuper du dossier des négociations avec ses employés.

Ce soir, les grévistes tiendront une assemblée spéciale à 19 heures.

Cautionnement: \$2 millions

NEW YORK (Reuter) — Dominique Orsini, un des principaux organisateurs corses de la “filière française” (french connection) de l'héroïne, a été incarcéré hier à New York, après avoir été arrêté au Sénégal et conduit aux Etats-Unis.

Le juge fédéral Henry Bramwell a fixé la caution à \$2 millions et demi de dollars. Orsini s'est vu inculper pour avoir organisé un réseau de trafiquants qui avait importé illégalement aux Etats-Unis 150 kilos d'héroïne et de cocaïne depuis la France via l'Amérique latine entre 1969 et 1971.

québec



Les municipalités ne pourront plus verser d'argent aux caisses des partis politiques

par Norman Delisle

QUEBEC (PC) — Les municipalités du Québec viennent d'être officiellement averties qu'elles ne peuvent plus contribuer au financement des partis politiques provinciaux.

L'avertissement a été transmis dans le numéro de juillet de la revue "Municipalités 75", l'organe officiel du ministère des Affaires municipales du Québec.

Après une enquête auprès du service du contentieux du ministère et auprès de la Commission municipale du Québec, les rédacteurs de "Municipalités 75" résumant ainsi les opinions recueillies: "Les municipalités ne peuvent contribuer de quelque façon que ce soit au financement des partis politiques".

La revue rappelle que le ministre des Affaires municipales, M. Victor Goldbloom, avait promis à l'Assemblée nationale de faire valoir le point de vue de son ministère à ce sujet.

"Municipalités 75" cite d'abord l'opinion du directeur par intérim du contentieux du ministère, Me Jacques Lancôt.

Selon le juriste, "les municipalités n'ont de

pouvoirs que ceux qui leur sont expressément délégués par la Législature provinciale. Or aucune loi ne confère aux municipalités le pouvoir de participer au financement des partis politiques de quelque façon que ce soit, ni directement, ni indirectement".

"Par conséquent, toute telle participation est radicalement et absolument nulle", poursuit Me Lancôt.

Commission

Quant à la Commission municipale du Québec, elle émet une opinion identique.

"Les municipalités n'ont que les pouvoirs qui leur ont été délégués par la Législature et elles ne peuvent ni les étendre, ni les excéder".

"De toutes les dispositions législatives qui régissent présentement les municipalités, aucune ne permet de faire des dépenses à des fins politiques dans l'intérêt d'un parti, que celui-ci soit fédéral, provincial ou local."

Nuance

Une seule nuance s'impose cependant, compte tenu du contexte dans lequel évolue la société qué-

bécoise, note "Municipalités 75".

Il s'agit des dépenses encourues par une municipalité politique venue rencontrer les autorités municipales.

"Mais il en serait tout autrement si une municipalité voulait célébrer à grands frais l'anniversaire de naissance d'un ministre de la région ou du député du comté", explique l'organe officiel du ministère des Affaires municipales.

Sanctions

Un contribuable municipal qui a connaissance de la transgression de ces directives a deux recours, explique-t-on dans la revue.

Il peut faire annuler le geste très précis d'avoir dépensé des fonds publics pour des fins partisanes et exiger le remboursement des sommes versées.

Il peut même avoir recours à des injonctions pour empêcher les paiements illégaux.

Contributions

Notamment que depuis 1972, plusieurs cas de contributions de municipalités à la caisse électorale du Parti libéral du premier ministre Robert Bourassa avaient été signalés.

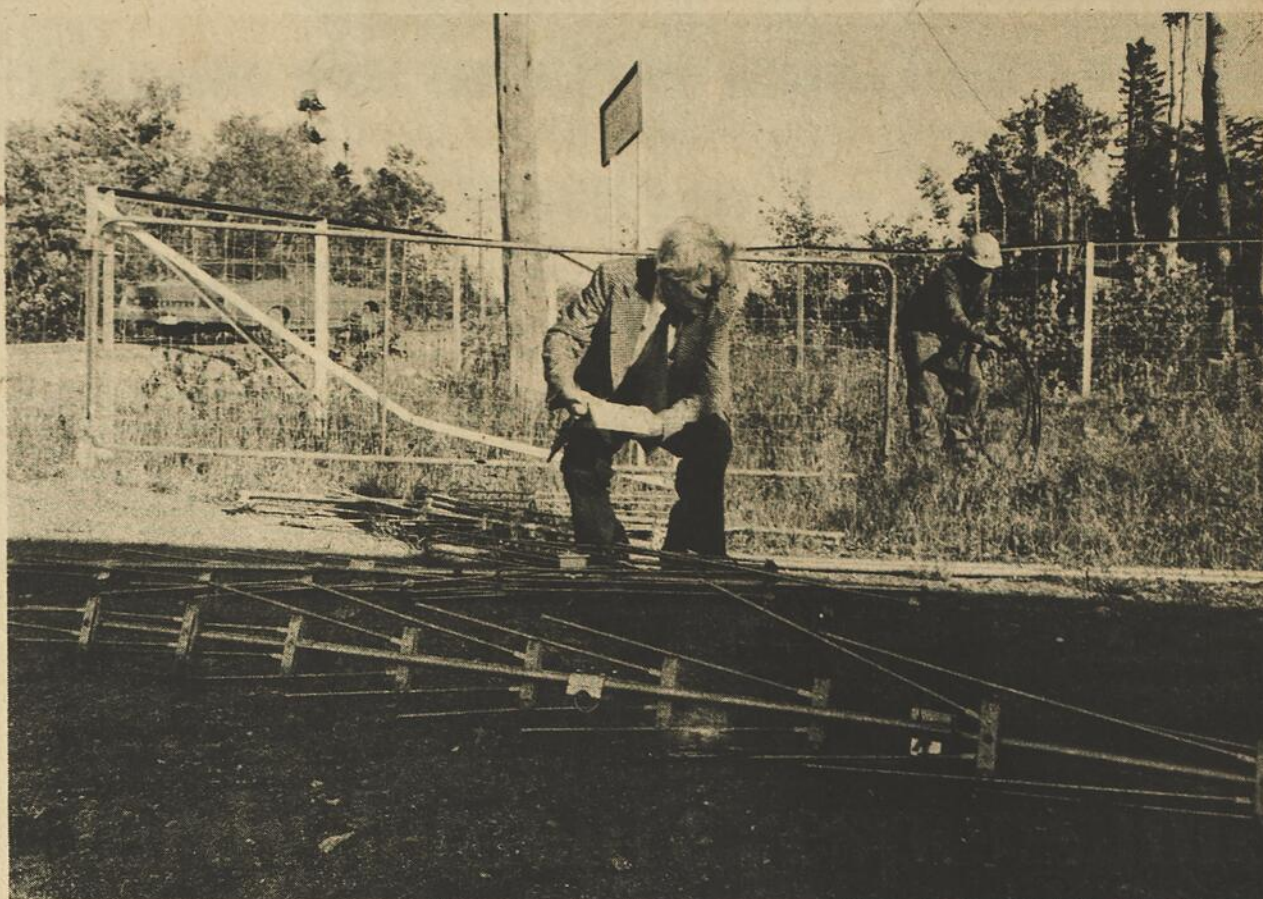
On avait rapporté que le trésorier du Parti libéral, M. Jean Morissette, avait même sollicité des contributions, notamment auprès de la municipalité d'Eardley, dans le comté de Pontiac. Cette dernière s'était sentie obligée d'acheter des billets pour un dîner-bénéfice à \$50 le couvert, au profit du Parti libéral.

Même situation à Saint-Césaire, dans les Cantons de l'Est, où le conseil municipal adoptait une résolution, le 11 mars 1975, pour l'achat de deux billets à \$50 le couvert pour un dîner des Libéraux.

En 1974, un journaliste avait même réussi à mettre la main sur une lettre du député libéral de Laurentides-Labelle, M. Roger Lapointe, qui remerciait le conseil municipal de Val-David d'une contribution de \$200 versée au Parti libéral.

Si l'on en croit les recommandations du numéro de juillet de "Municipalités 75", de telles pratiques seront désormais interdites.

Cette revue officielle du ministère des Affaires municipales est distribuée à tous les administrateurs municipaux du Québec.



Carnet de notes en mains, M. Yvon Pelletier, l'homme qui fait les saisies pour le fédéral à Rimouski, fait la liste du matériel saisi, au cours d'une journée de la semaine dernière. C'est un geste que M. Pelletier répète depuis quelque temps, et qu'on aura peut-être encore l'occasion de voir à Rimouski...

Pendant que les "fédéraux" s'absentent Câblodistribution de l'Est mobilise la population

par Jacques Guay
notre envoyé spécial

RIMOUSKI — C'est la drôle de guerre des nerfs à Rimouski. Câblodistribution de l'Est a décidé de mobiliser la population et convoque les citoyens de Rimouski à une assemblée spéciale à l'hôtel de ville jeudi soir prochain, tandis que les agents fédéraux brillent, momentanément, par leur absence au moment même où tous s'attendent à une offensive majeure.

S'agit-il d'un recul stratégique ou d'une trêve pour permettre "au chef" de négocier? Déjà il y a quelques jours, M. Denis Hardy a lancé l'idée d'un "moratoire".

Il semble, de toute manière, que désormais les décisions se prennent au sommet politique et on se demande, notamment, si le nouveau ministre des Communications, M. Hardy, se rendra jeudi à Rimouski.

Tous se souviennent que le 18 juin, son prédé-

cesseur, Jean-Paul L'Allier, se rendait à Mont-Joli pour apporter son soutien au câblodistributeur Raymond D'Auteuil, alors que le gouvernement commençait à effectuer les premières saisies.

Durant toute la soirée dimanche, les forces fédérales ont patrouillé les rues avant d'être prises en chasse par des partisans de Raymond D'Auteuil qui ont même réussi à coincer "le quatre roues Jimmy" dans un stationnement d'hôtel. Mais hier, les agents fédéraux ont cessé de paraître dans les rues. A moins que l'inspecteur-radio Joseph Rolland Yvon Pelletier et ses assistants aient changé de véhicule.

Mais de toute manière, M. Pelletier et ses acolytes étaient toujours à l'hôtel Saint-Louis en début de soirée hier.

Enfin, c'est Raymond D'Auteuil qui a repris l'initiative. Dans un communiqué remis aux journaux,

il a rappelé qu'il n'est pas dans l'illégalité et qu'il respecte une loi québécoise. "La Régie des services publics, souligne-t-il, nous ordonne de vous offrir le câble sous peine de sanction."

Ceux qui croient qu'il s'agit d'une guerre d'antenne, poursuit-il, sont dans l'erreur. Le gouvernement fédéral attaque tous les Québécois lorsqu'en saisissant des antennes, il essaie d'empêcher la population de Rimouski et de Mont-Joli de bénéficier de la câblodistribution. Le gouvernement fédéral, en prenant ces moyens, tente de m'empêcher de respecter un ordre du gouvernement québécois.

Plus tard, sur le canal communautaire, M. D'Auteuil a invité la population à nuire le plus possible aux actions des agents fédéraux et il a donné comme exemple de moyens d'action possibles, l'aventure survenue dimanche soir au "Jimmy".

Entretiens, le responsable de la télévision communautaire, M. Denis Bélanger, a demandé au bureau régional de l'Office national du film de fournir à Câblodistribution les films dont il dispose. On aurait, répète-t-on, défendu à cet organisme de venir en aide aux groupes qui ne respectent pas la juridiction que s'accorde Ottawa dans ce domaine.

D'autre part, à chaque soir désormais, Câblodistribution de l'Est diffuse une émission de nouvelles. Hier, les grévistes ont eu la vedette puisque le canal communautaire a présenté un reportage d'une vingtaine de minutes enregistré lors des manifestations de syndiqués de l'imprimerie Bellavance et des mécaniciens de garages, reportage qui a connu une grande popularité.

A chaque jour qui passe, Câblodistribution de l'Est s'enracine davantage chez les Rimouskois.

Hardy demeure responsable du dossier cinéma

QUEBEC (PC) — Le ministre des Communications, M. Denis Hardy, continuera à être responsable du dossier du cinéma au Québec.

Vincent est nommé organisateur

QUEBEC (PC) — L'ex-ministre de l'Agriculture unioniste, M. Clément Vincent vient d'être nommé directeur général et chef de l'organisation de l'Union nationale.

Cette nomination a été annoncée lundi par le chef de l'Union nationale et député de Johnson, M. Maurice Bellemare.

Dans un communiqué remis à la presse on précise que la nomination de l'ex-député de Nicolet à l'Assemblée nationale sera effective le 1er septembre.

Cette nomination, souligne la communication en provenance du seul représentant de l'Union nationale à la législature, s'inscrit dans le cadre de l'étape de restructuration entreprise au début de l'année en vue de compléter l'organisation politique des comités pour la prochaine campagne électorale.

C'est ce qu'annonce un communiqué, émis en fin d'après-midi lundi par le premier ministre, M. Robert Bourassa.

C'est M. Hardy qui avait parrainé le projet de loi sur le cinéma lors de son adoption, en juin dernier. M. Hardy était alors ministre des Affaires culturelles, mais il a cédé ce poste à M. Jean-Paul L'Al-

lier depuis ce temps, pour accepter le portefeuille des Communications.

Dans son communiqué, M. Bourassa précise que des amendements législatifs mineurs seront apportés au texte de loi pour permettre que le ministre des Communications puisse prendre en charge l'application de la loi sur le ciné-

ma au lieu de titulaire des Affaires culturelles.

Contesté au début tant par l'Opposition parlementaire que par le milieu cinématographique, le projet de loi sur le cinéma avait été unanimement adopté en juin par l'Assemblée nationale après que M. Hardy eut accepté de lui apporter des substantiels amendements.

Les avocats du gouvernement ne sont pas toujours à la hauteur de la Cour suprême

—Bora Laskin

QUEBEC (PC) — La Cour suprême du Canada est trop souvent prise pour un terrain d'expérimentation par des avocats sans expérience, a déclaré le juge en chef de cette cour, M. Bora Laskin, hier, lors de la rencontre annuelle du Barreau canadien qui a lieu présentement à Québec.

Le juge Laskin s'adressait ainsi à 2.100 avocats réunis pour un dîner donné en l'honneur du 100e anniversaire de la Cour suprême. Il a précisé que souvent ce sont des représentants du gouvernement qui ne sont pas à la hauteur.

M. Laskin a poursuivi que l'histoire des décisions de la Cour suprême doit prendre en considération la contribution des avocats qui, avec les juges, ont été les "défricheurs" dans l'évolution de cette institution.

"Alors que nous nous attendons toujours au meilleur, et nous l'obtenons souvent, il y a encore trop d'instances où l'on semble sonder le terrain pour trouver quelque chose de nouveau", a dit le juge en chef.

"Et la représentation

gouvernementale est aussi trop souvent de ce type, alors qu'elle devrait toujours être du plus haut calibre puisqu'il s'agit de thèmes d'intérêt public qui sont en cause lorsque le gouvernement est une des parties".

M. Laskin a ajouté que souvent on ne reconnaît pas aux avocats tout le mérite qu'ils ont pour certains jugements de cour et que, par contre, souvent les avocats préféreraient ne pas être nommés pour leur contribution, surtout lorsque leurs arguments sont tombés dans des oreilles de sourds.

Bell Canada ne veut plus donner le même service

MONTREAL (PC) — Parce qu'elle n'a pas obtenu les hausses de tarifs demandées, la société Bell Canada n'est plus en mesure, semble-t-il, de donner le même service qu'auparavant.

C'est ainsi qu'une famille qui vient de s'installer dans l'île Bizard s'est fait dire, lundi, qu'il lui faudrait attendre au mois de février prochain avant d'avoir le téléphone.

Selon M. Bob Duckett, gérant général de Bell dans la région de Montréal, cette réduction du service provient de la décision de la Commission canadienne des transports, qui a refusé à la compagnie les augmentations réclamées.

La CCT a coupé de

moitié la hausse de \$28 millions demandée par Bell Canada, ce qui fait que la société prétend qu'elle manque d'argent pour les investissements.

M. Duckett a expliqué qu'on ne pouvait plus acheter le nouvel équipement nécessaire pour répondre à la demande des abonnés récents.

"C'est ainsi, a souligné M. Duckett, qu'il va falloir maintenant de 60 à 90 jours pour faire transférer l'appareil de téléphone de la cuisine à la chambre, au lieu de deux jours comme avant."

En Ontario, le ministère des Consommateurs a menacé Bell Canada de poursuites judiciaires pour sa réduction du service.

Revenus

Le revenu net d'exploitation des 13 plus grandes compagnies de téléphone a été pour les premiers six mois de l'année en cours de 1.6 p.c. plus bas qu'il ne l'avait été pour la période correspondante l'an dernier, annonçait lundi Statistique Canada.

Il se situait à la fin de juin dernier à \$380.3 millions, au regard de \$386.6 millions à la fin de juin 1974.

Les recettes ont été de \$1.314 milliard, au regard de \$1.145 milliard pour le premier semestre de l'an dernier, une hausse de 14.8 p.c., et les dépenses d'exploitation ont été de \$933.6 millions, contre \$758.3 millions pour les six premiers mois de l'an dernier, une hausse de 23.1 p.c.

Le revenu total des 13 compagnies représentait 97 p.c. du revenu total

de toutes les compagnies de téléphone au Canada.

Bell Canada, qui est la plus grande de toutes les compagnies de téléphone, a annoncé récemment qu'il y aura de longs retards dans l'installation de téléphones à domicile dans certaines régions, parce que, a-t-elle expliqué, la Commission canadienne des transports a refusé de lui permettre de hausser convenablement le tarif téléphonique.

Les 13 compagnies employaient à la fin de juin 89.440 personnes, 918 de plus qu'un an auparavant.

Le nombre d'appareils de téléphone que l'on peut utiliser était à la fin de juin de 12.2 millions, une hausse de 5.2 p.c. par rapport à la fin de juin 1974. De ce nombre, 69.9 p.c. étaient des téléphones à domicile et 30.1 p.c., des téléphones d'affaires.

CARTES D'AFFAIRES RÉGION DE QUÉBEC

MARCEAU, CLERMONT & CROTEAU
AVOCATS

Suite 505

500 est Grande-Allée
Québec

Téléphone (418) 522-4061

André Marceau
Marcel Croteau

Micheline Clermont
Louis Chartrain

DR FERNAND ROY

MEDICINE GENERALE

4765 - 1ère avenue
Charlesbourg

Tél.: 623-9172

DOCTEUR JACQUES BOULAY
hématologue

Hôpital Saint-François-d'Assise

HUGUETTE VIGER
NOTAIRE

509 est, boulevard Charest
Québec G1K 3J2

Tél.: Bur.: 529-5701

LOUISE BEAULIEU
Opticien d'ordonnance

verres de contact
verres correcteurs
lunettes

355 DE LA COURONNE
(CARRE JACQUES-CARTIER)
525-4869



canada

Réouverture du dossier constitutionnel

Les propos de Bourassa ont eu peu d'échos à Ottawa

OTTAWA (PC) — Le premier ministre Trudeau étant actuellement en vacances, les propos du premier ministre Bourassa concernant la réouverture du dossier constitutionnel n'ont eu que peu d'échos hier dans la capitale canadienne, quoiqu'ils apparaissent à première vue entrer en contra-

diction avec la thèse fédérale.

Un porte-parole du bureau du premier ministre a déclaré que M. Trudeau prendra connaissance de la position exprimée dimanche dernier par son homologue québécois dès son retour de Frobisher Bay, en fin de semaine.

Il a par ailleurs rappelé que M. Trudeau s'est clairement prononcé sur la question le 7 août dernier, alors qu'il a déclaré au cours d'une conférence de presse ne pas être disposé à ouvrir le débat sur la question du partage des pouvoirs entre les différents ordres de gouvernement.

Pour sa part, le premier ministre Bourassa a affirmé qu'il n'est pas question pour le Québec d'ouvrir le dossier avant d'obtenir des garanties constitutionnelles sur son avenir culturel, notamment dans les domaines de la langue, de l'immigration et des communications.

Avant de partir en vacances au début du mois, M. Trudeau avait affirmé en réponse à un journaliste, qu'il n'est pas question d'ouvrir le dossier sans être convaincu au préalable qu'il y a possibilité de progrès.

"Je pense que la façon de réaliser ce progrès sera de discuter uniquement du problème du rapatriement et du problème de l'amendement constitutionnel.

"Mais si nous nous mettons à discuter de la division des pouvoirs entre les deux niveaux de gouver-

nement, nous allons recommencer la comédie des 50 dernières années où toutes sortes de gouvernements successifs, tant fédéraux que provinciaux, ont essayé de rapatrier la Constitution sans réussir à le faire."

C'est le premier ministre Trudeau, qui, en octobre dernier aux Communautés, a soulevé la question du rapatriement de la Constitution, indiquant que le moment est venu pour le Canada d'en finir avec cette situation anormale, suivant laquelle un pays indépendant doit en appeler à un pays étranger pour amender sa constitution.

Les télédiffuseurs s'interrogent sur la violence

par Jean-Pierre Tadros
envoyé spécial du JOUR

KINGSTON (Ontario) — Depuis dimanche soir à quelques pas des pénitenciers de Kingston, on s'interroge sur la violence à la télévision. Ce débat organisé par le Conseil de la radio-télévision canadienne (CRTC), se terminera aujourd'hui après que la soixantaine d'invités participants ait entendu seize exposés et participé à de nombreux échanges de points de vue.

Ce qui ne manque pas de surprendre, ce n'est pas que l'on s'intéresse à ce problème de la violence au petit écran, sujet à la mode depuis quelques temps; c'est plutôt la qualité des participants à ce colloque. Car toutes les chaînes canadiennes de télévision ont senti l'obligation de déléguer leur président ainsi que leurs principaux responsables des programmes. C'est dire l'importance que l'on semble vouloir accorder à ce problème de la violence à la télévision. Car comme l'a fait remarquer quelqu'un de malicieux, notre télévision canadienne pouvait difficilement esquiver une telle invitation du CRTC, puisque c'est ce dernier qui accorde (ou refuse) les permis d'exploitation; et que ce thème de la violence ne manquera pas d'occuper les futurs débats autour du renouvellement de ces permis.

Donc, Rolland Giguère était à Kingston, apparemment peu ébranlé par "sa grève". Ainsi, à Raymond David de Radio-Canada qui lui faisait remarquer en rigolant qu'il devrait faire bientôt le ménage au 10, Giguère lui a répondu tout aussi amusé qu'à Radio-Canada on avait déjà donné l'exemple avec "Rosa". Petite blague de télédiffuseurs en marge d'un colloque archi sérieux!

Radio-Canada est naturellement présent, et en force. Raymond David, vice-président et directeur de la radio-diffusion française et Lister Sinclair, vice-président en charge du développement

des politiques et des programmes, suivent de toute évidence avec beaucoup d'attention les débats. La Société d'Etat, plus que toute autre, aura à se montrer toujours aussi pointilleuse sur le sujet.

Les débats vont donc bon train. D'autant plus que tous les participants sont d'accord pour reconnaître que si la violence fait de plus en plus partie de notre télévision, cela ne veut pas dire qu'il soit facile d'en parler. Depuis dimanche, donc, on assiste à un affrontement épique où tout le monde accuse tout le monde de ne pas poser les bonnes questions, la bonne question. Mais on est entre gens du monde, et le débat continue serein. Aux prises les principaux conférenciers qui sont pour la plupart des professeurs d'université et un auditoire sceptique composé de gens de la télévision. Ces derniers, télédiffuseur de métier, n'ont pas manqué ainsi de s'élever contre l'obscurantisme de certains de ces chercheurs.

"Jusqu'à présent, a fait remarquer Tom Gault, vice-président de CTV, on n'a pas prêté assez d'attention aux professeurs et c'est dommage; car il se serait temps qu'on leur apprenne à savoir communiquer." Reconnaissances qu'il avait choisi ici une cible particulièrement vulnérable puisque l'exposé que venait de nous faire un docteur-professeur était particulièrement incompréhensible.

On a pendant ces débats surtout stigmatisé la violence à la télévision américaine dont s'alimente la télévision canadienne-anglaise. Et puis on s'est particulièrement penché sur les effets de la violence dans les programmes destinés aux enfants. Pour ce qui est de ce jeune auditoire, on est quand même arrivé à la conclusion qu'il y avait une relation de cause à effet entre le visionnement de programmes violents à la télévision et l'agressivité des enfants. Le débat se fixe maintenant sur la question du pourcentage: quel degré de responsabi-

lité doit supporter la télévision?

Un autre problème qui a attiré l'attention des participants a été celui de la violence dans les informations télévisées. Ce débat s'est particulièrement cristallisé autour de l'exposé de Denise Bombardier qui a fait remarquer que la violence dans les informations n'était pas présentée par les journalistes. "Elle nous vient de l'actualité, des souffrances et des tyrannies des hommes. Le FLQ, ce ne sont pas les journalistes québécois que l'on invente. Ce ne sont pas eux qui ont instauré la loi sur les mesures de guerre. La violence est l'aboutissement d'un manque de justice ou d'imagination. La violence n'est pas le fait des journalistes. Elle est le fait des pouvoirs. Pouvoir politique, pouvoir patronal, pouvoir syndical, pouvoir culturel."

Naturellement la responsabilité des journalistes ne disparaît pas pour autant. "Il faut bien admettre, reconnaît Denise Bombardier, que dans la présentation de l'information télévisée, l'utilisation gratuite de la violence est souvent inversement proportionnelle à la compétence des communicateurs. Mais dans une société comme la nôtre où l'on crie sur tous les toits que l'effort intellectuel n'est pas une valeur en soi, qu'apprendre des connaissances nouvelles doit se faire sans douleur, sans effort, comme fumer du pot, quel combat pour un journaliste que de tenter d'expliquer sans dramaturgie ce fait tardif qu'est la violence."

Ce colloque sur la violence à la télévision se terminera ce soir par un exposé du professeur Northrop Fryer qui tentera d'expliquer et surtout de résumer ces longs débats sur la violence. Mais M. Pierre Juneau, président du CRTC, a déjà avisé l'auditoire de ce colloque que les travaux de ces deux jours ne sauraient être qu'une étape dans l'étude entreprise par le Conseil sur ce délicat problème.



Frank Moore: il avait défait en 1972 un père de la Confédération, Joey Smallwood.

Le 16 septembre Elections à Terre-Neuve

SAINT-JEAN (PC) — Le premier ministre de la province de Terre-Neuve, M. Frank Moore, a déclenché des élections pour mardi, le 16 septembre prochain.

En annonçant l'élection lors d'une conférence de presse, tard lundi après-midi, M. Moore a dit que l'avenir de la province en dépendait. Il a précisé que son parti, les progressistes-conservateurs, avait passé les deux premières années de son mandat à faire raser et ensuite avait fait des plans pour l'avenir.

Il a dit aussi que son gouvernement avait imaginé une politique forestière qui ferait en sorte que les droits de coupe reviendraient à la province.

M. Moore a mis fin au règne de 23 ans des libéraux de M. Joey Smallwood aux élections du 24 mars 1972. Les progressistes-conservateurs avaient remporté 33 sièges, n'en laissant que huit aux libéraux et un au New Labrador Party.

A la dissolution du parlement, il y avait 32

progressistes - conservateurs et huit libéraux. Il y avait deux sièges vacants y compris celui du chef du New Labrador Party, M. Michael Martin, qui a donné sa démission en mars dernier.

La redistribution de la carte électorale fait qu'il y a maintenant 51 sièges plutôt que 42.

Pour la prochaine élection, il y aura quatre partis: les progressistes-conservateurs, les libéraux de M. Ed Roberts, les libéraux de la réforme, sous la direction de M. Smallwood, et les néo-démocrates.

M. Smallwood espère tirer profit de la tournée nationale qu'il a faite pour faire de la publicité pour les pêcheries de la province qui était en difficulté ces derniers temps, mais la conférence des premiers ministres provinciaux lui a soufflé son mérite récemment en appuyant la demande de M. Moore au gouvernement central de décréter une zone territoriale de 200 milles le long des côtes canadiennes.

Code postal

Le ministre des Postes réitère sa confiance

OTTAWA — Le ministre des Postes, M. Bryce Mackasey, a donné hier l'assurance à tous les hommes d'affaires du pays, ainsi qu'aux particuliers, que le ministère prendrait les mesures nécessaires pour que le courrier soit acheminé le plus rapidement possible.

Le ministre a fait cette déclaration après que la Chambre de commerce de Charlottetown (I.-P.-E.) eut révélé que certains hommes d'affaires de cette ville avaient été menacés d'un ralentissement dans la livraison du courrier par un représentant du syndicat des postiers, à moins qu'ils ne donnent leur appui à la cam-

pagne de boycottage du code postal.

"Nous n'avons aucune preuve à l'heure actuelle que cette campagne aurait eu des répercussions quelconques sur le service postal ou qu'elle aurait diminué de quelque façon l'emploi de code postal," a poursuivi le ministre. "Au contraire, nous avons des preuves indiquant que les Canadiens utilisent toujours davantage leur code postal."

"Nous avons un mécanisme permanent de négociation et de consultation avec nos employés et c'est à ce palier qu'il faut régler les conflits éventuels au sujet de la mécanisation et du code postal", a ajouté le ministre des Postes.

Les Ukrainiens veulent un ministère séparé du multiculturalisme

EDMONTON (PC) — La Ligue indépendante des Ukrainiens du Canada réclame la création d'un ministère séparé du multiculturalisme pour s'occuper "des besoins et aspirations d'environ un tiers de la population canadienne".

"La question est suffisamment importante pour exiger un ministre à plein temps", d'affirmer le Dr Leo Faryna, d'Edmonton, secrétaire de la ligue, qui commentait les assises de cinq jours qui se sont déroulées dans la capitale albertaine.

A l'heure actuelle, le multiculturalisme relève du ministre du Travail, M. John Munroe.

La ligue, forte de quelque 1.000 membres, est composée de l'Union des centres communautaires ukrainiens et de diverses institutions éducatives ukrainiennes et constitue le pendant laïque de l'Eglise orthodoxe ukrainienne, du Canada.

Le secrétaire parlementaire de M. Munroe, M. Mark MacGuigan, a déclaré aux délégués que le multiculturalisme permettrait au Canada de faire meilleure figure dans l'économie mondiale.

"A une époque où les sociétés multinationles, les syndicats multinationaux, les contrats et les échanges commerciaux

multilatéraux prolifèrent, la connaissance des langues et des cultures du monde... constitue une valeur nationale formidable."

Aussi, M. MacGuigan estime-t-il l'engagement doit être pris au Canada de poursuivre et de développer le multiculturalisme pour faire en sorte qu'il ne se perde pas avec la troisième ou quatrième génération.

La Ligue indépendante des Ukrainiens du Canada s'est également élevée contre l'acceptation, par la conférence d'Helsinki, de certaines frontières actuelles, affirmant qu'elles avaient été imposées par la force.

en bref

Une hausse de tarifs

SARNIA, Ontario (PC) — Le président de la Great Lakes Waterways Development Association a affirmé que si les propositions sont approuvées, les tarifs sur la Voie maritime du Saint-Laurent augmenteront d'au moins 25 pour cent.

M. Georges Franklin, dans une allocution prononcée devant les membres d'un club social, a ajouté que toute hausse de tarifs ne ferait qu'accélérer la pression inflationniste et pourrait provoquer une relocalisation des routes actuelles pour le transport des céréales et des minéraux ferreux.

"C'est penser à court terme que de favoriser des hausses de tarifs à notre époque, alors que le défi principal de la voie maritime, en cette période de récession, est de maintenir la viabilité d'une artère commerciale primordiale desservant le bien-être de notre pays."

Ces hausses de tarifs ont été suggérées par le président de la Voie maritime du Saint-Laurent, M. Paul Normandeau.

"M. Franklin a qualifié ces propositions de "données bureaucratiques.

Les fonctionnaires sont-ils responsables des décisions politiques?" a-t-il demandé. Il a ajouté qu'Ottawa crée des facilités de transport aérien, routier et ferroviaire aux dépens du contribuable, mais fait preuve de discrimination à l'endroit de la Voie maritime en imposant des tarifs et amendes.

"Le consommateur devra absorber ces hausses de tarifs par le biais d'augmentations des prix des produits manufacturiers et alimentaires."

Des comités de vigilance

TORONTO (PC) — Certains chefs de police du Canada craignent que la population ne prenne en mains le sort des meurtriers en créant des comités de vigilance, si le gouvernement fédéral continue à commuer automatiquement les peines capitales.

Un rapport en comité, qui sera soumis cette semaine à la réunion annuelle de l'Association des chefs de police du Canada, fait état de ces craintes en affirmant que "certains éléments de la société pourraient sérieusement songer à appliquer elles-mêmes la loi."

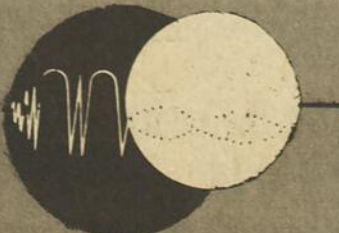
La peine capitale,

toujours commuée depuis 1962, est aujourd'hui restreinte aux meurtriers de policiers ou de gardiens de prison.

"La population s'inquiète aujourd'hui de toutes les formes d'assassinat et il ne fait pas de doute que l'émotion grandira à mesure que se multiplieront les meurtres".

L'Association réclame la restauration de la peine de mort pour toutes les formes de meurtre accomplis de sang-froid et avec préméditation.

CLINIQUE D'ÉPILEPSIE DE MONTRÉAL



L'épilepsie, un phénomène naturel qui peut se contrôler.

Tél: LAN-3000
822 est, Sherbrooke, Suite 400
Montréal, Québec



l'économie

Le prêt de \$12 millions garanti par les banques

Panartic Oils n'atteindra pas le seuil de rentabilité de sitôt

OTTAWA (PC) — Le gouvernement a investi \$66 millions dans Panartic Oils Ltd., société mixte d'exploration pétrolière et gazière dans l'Arctique, et il y a tout lieu de croire que ça va prendre un bon moment avant qu'il ne bénéficie de ce placement. Plus précisément, ça va prendre du temps avant que les contribuables canadiens, qui sont les vrais investisseurs dans cette entreprise, ne récoltent des fruits des \$66 millions qu'ils lui ont octroyés.

Ah, il y a de l'espoir, dit-on au ministère des Affaires du Nord, il y a de l'espoir, y précise-t-on, parce que Panartic a déjà fait quelques bonnes découvertes, mais, y ajoute-t-on, il est vraiment im-

possible de savoir quand nous en aurons pour notre argent.

Plus tôt ce mois-ci, le gouvernement a garanti un prêt de \$12 millions que la Banque Royale et la Banque de Montréal ont consenti à Panartic pour permettre à cette compagnie de poursuivre cette année son programme d'exploration. Il s'agit bien d'un prêt garanti par le gouvernement, non d'un investissement additionnel de \$12 millions de la part du gouvernement. Le gouvernement ne voulait pas accroître son investissement dans Panartic, parce que cela aurait accru le nombre de ses actions dans celle-ci. Le gouvernement détient déjà p.c. des actions dans Panartic.

Les propriétaires des 55 p.c. qui restent sont trente compagnies, un consortium de 30 compagnies privées qui sont ainsi majoritaires et qui veulent le rester.

Et le pipeline?

Panartic a découvert des champs gazéifères qui sont parmi les plus grands en Amérique du Nord. Le président de Panartic, Charles Hetherington, estime que les réserves de gaz naturel de cette compagnie se situent entre 10 et 15 trillions de pieds cubes.

Il n'est pas absolument sûr de ces chiffres.

Tant que nous ne serons pas certains que nos réserves se si-

tuent entre 15 et 25 trillions de pieds cubes, il sera impossible de songer à aménager un pipeline qui apportera dans le Sud le gaz naturel de l'Arctique, dit M. Hetherington.

L'exploration pétrolière est également prometteuse. Des découvertes que Panartic a faites à Bent Horn, sur Cameron Island, portent à croire qu'il s'y trouve plusieurs millions de barils de pétrole, déclare M. Hetherington.

Péto-Canada va éventuellement représenter le gouvernement dans Panartic. Péto-Canada étudie présentement la question du transport du gaz naturel de l'Arctique.

Durant les six premiers mois de 1975

L'excédent commercial US provenait d'Europe et d'Amérique Latine

WASHINGTON (AFP) — La forte augmentation de l'excédent commercial des

Etats-Unis pendant les six premiers mois de 1975 s'est effectuée principalement au détriment de l'Europe occidentale et de l'Amérique latine, indiquent les statistiques détaillées publiées par le département américain du Commerce.

Les exportations américaines ont dépassé les importations de plus de \$6 milliards pendant le premier semestre au lieu d'un milliard seulement pendant la période correspondante de 1974. L'excédent enregistré dans les échanges avec la Communauté économique européenne a représenté à lui seul la moitié du total: \$3,122 milliards au lieu de \$1,726 milliards en 1974. Les exportations américaines vers l'Europe des neuf ont modérément progressé, passant de \$11,153 à \$11,764 millions, mais les importations en provenance de ces pays ont diminué, tombant de \$9,427 millions à \$8,462 millions. La France est toutefois parvenue à limiter l'accroissement de son déficit avec les Etats-Unis, ses ventes sur le marché américain progressant contrairement à la tendance générale (\$1,122 millions au

lieu de \$1,019) tandis que ses achats passaient de \$1,467 à \$1,616 millions.

Amérique Latine

Les Etats-Unis ont d'autre part enregistré un excédent de \$1,827 millions dans leurs échanges avec l'Amérique latine alors qu'ils avaient subi un léger déficit de \$97 millions l'an dernier. Leurs exportations ont fortement augmenté, passant de \$6,695 millions à \$7,853 millions, tandis que leurs importations sont tombées de \$6,759 à \$6,026 millions, reflétant à la fois une diminution des arrivages de pétrole latino-américain et la hausse des cours de diverses matières premières, notamment le café.

Le Canada

Le déficit des Etats-Unis avec leur principal partenaire, le Canada, a d'autre part été pratiquement effacé pendant la période sous revue. Il s'est limité à \$23 millions au lieu

de \$980 millions pendant le premier semestre 1974. Les importations américaines ont à peine progressé (\$10,884 millions au lieu de \$10,669 millions) tandis que les exportations se sont nettement accrues (\$10,861 millions au lieu de \$9,689 millions).

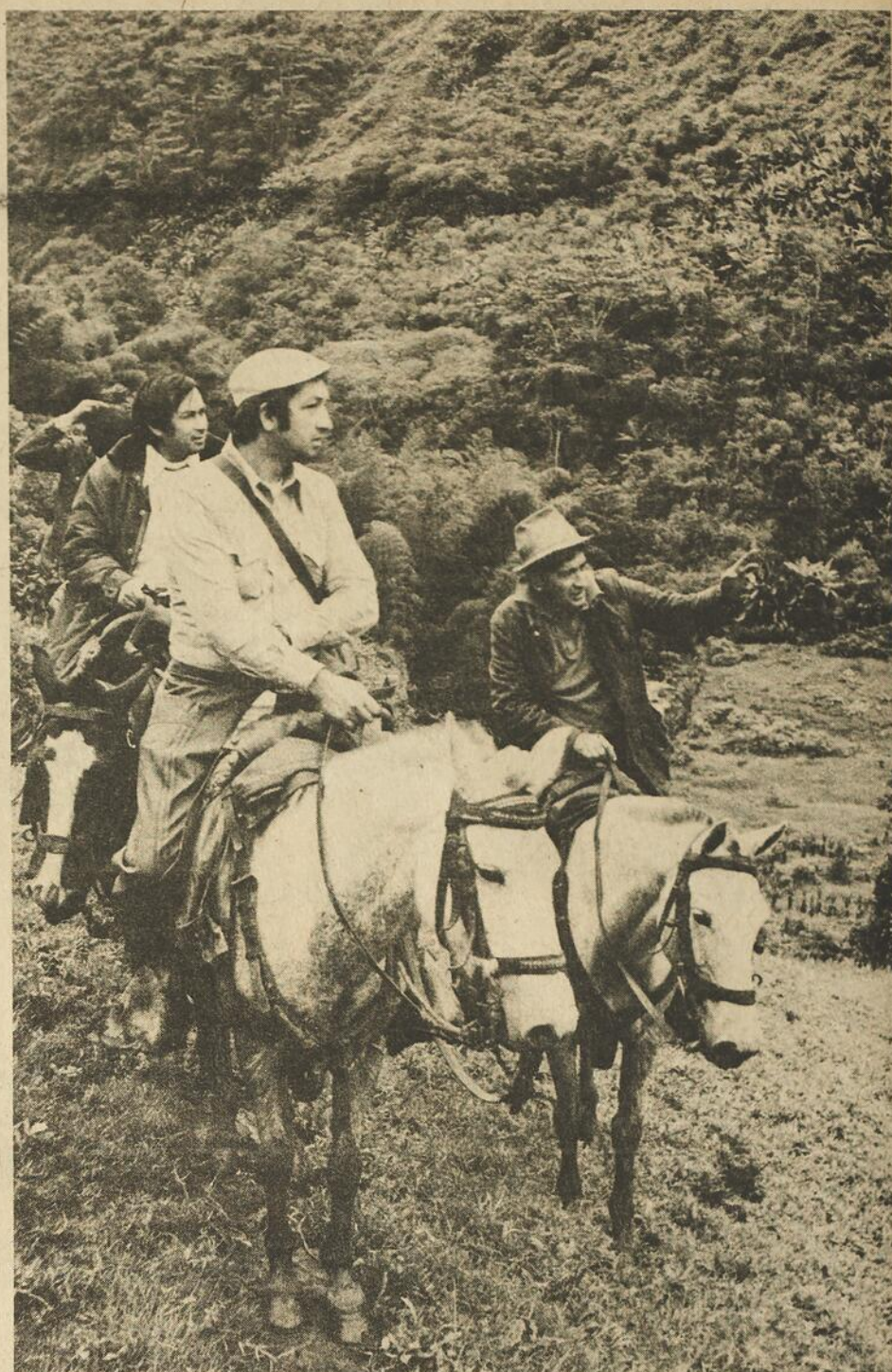
Les Etats-Unis ont enfin enregistré un excédent de \$1,354 millions au lieu de \$716 millions dans leurs échanges avec l'Asie. Leur déficit avec le Japon s'est aggravé (\$858 millions au lieu de \$944 millions) en raison à la fois d'une baisse des achats du Japon (\$4,945 millions en lieu de \$5,289 millions) et d'une augmentation de ses ventes (\$5,803 millions au lieu de \$5,383).

Cette détérioration a cependant été largement compensée par une amélioration dans les échanges avec la plupart des autres pays asiatiques et avec plusieurs des pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient. Par exemple, les échanges

avec l'Iran, dont les achats aux Etats-Unis ont pratiquement triplé (\$1,592 millions au lieu de \$581 millions), se sont soldés par un excédent de \$361 millions au lieu d'un déficit de \$488 millions l'an dernier.

L'ingénierie à dos d'âne

Sur la piste des matières premières qui alimenteront l'usine de la Cementos Selvaegre, un géologue du Groupe Surveyer Nenniger et Chênevert mène une équipe locale d'échantillonnage à travers les contreforts des Andes équatoriennes. Cette équipe recueille des échantillons de chaux et de glaise, matériaux de base pour la cimenterie de la Cementos Selvaegre qui est maintenant à l'étude dans les bureaux du Groupe SNC à Montréal. Ces échantillons seront étudiés afin de permettre le choix de l'équipement de ce projet de cimenterie d'une valeur de 40 millions de dollars.



L'Amérique Latine, site no 1 des réserves pétrolières mondiales

WASHINGTON (Reuters) — La plate-forme continentale de l'Argentine et celle des Caraïbes possèdent des réserves pétrolières deux fois supérieures à celles des Etats-Unis et pourraient fournir de l'énergie au reste du monde.

M. Bernardo Grossling, écrit que l'Amérique latine possède des réserves pétrolières deux fois supérieures à celles des Etats-Unis et pourrait fournir de l'énergie au reste du monde.

"L'Amérique latine possède 19 pour cent des

régions pétrolières du monde, mais elle ne produit que neuf pour cent du pétrole mondial. Il est évident que la région possède de bonnes perspectives de développement énergétique", ajoute-t-il.

Il estime que deux régions en particulier re-

celent de vastes quantités de pétrole semblables à celles du Moyen-Orient. Il s'agit des Caraïbes et de l'Argentine.

Le problème de l'Amérique latine, c'est que des explorations insuffisantes ont été faites pour évaluer ses ressources pétrolières. Même dans les pays où des recherches sérieuses sont faites - Argentine, Mexique et Venezuela - la densité de forage n'atteint que quatre pour cent de celle des Etats-Unis.

Le rapport souligne que seuls le Venezuela, l'Équateur, la Colombie, la Bolivie et Trinidad-Tobago produisent davantage de pétrole qu'ils n'en consomment.

Gulf n'acquerra pas Rockwell

WASHINGTON (AFP) — Les sociétés Gulf Oil, l'un des cinq grands de l'industrie pétrolière américaine, et Rockwell International, une grosse entreprise diversifiée, ont mis fin aux négociations qu'elles

avaient entamées en vue d'une éventuelle fusion.

La décision, qui a été annoncée par Gulf, résulte du fait que le président du conseil d'administration de Rockwell, M. Willard Rockwell, n'était plus intéressé

par une fusion complète mais souhaitait simplement un substantiel investissement, de l'ordre de 200 millions de dollars, de Gulf au sein de sa société.

Une telle solution ne correspondait pas aux objectifs de

Gulf qui cherche à diversifier ses activités en dehors du secteur pétrolier.

Gulf Oil, septième entreprise américaine, a réalisé l'an dernier, un chiffre d'affaires de 16,4 milliards de dollars. Rock-

well International (construction aérospatiale, électrique, presses d'imprimerie, etc...) s'est classé l'an dernier au trente-cinquième rang des sociétés américaines avec des ventes de 4,4 milliards de dollars.

bref économie

La Banque Mondiale et les pays sous-développés

Washington — Les pays en voie de développement ont été frappés par la chute des taux de croissance dans les pays industrialisés ainsi que d'une sérieuse baisse des prix de matières premières dont ils sont des exportateurs traditionnels. Telle est la principale conclusion du rapport annuel de la Banque Mondiale rendu public en fin de semaine.

Sous le seuil de croissance de 6 p.c.

Washington — Dans de nombreux pays en voie de développement, la croissance du PNB tombera bien en dessous du taux de 6 p.c. qui était l'objectif fixé pour la deuxième décennie du développement. Dans les pays les plus pauvres, le taux de croissance sera si faible que le revenu réel par habitant restera inchangé ou n'augmentera que très peu d'ici 1980.

Les barrières douanières des produits de base

Washington — Selon le rapport annuel de la Banque Mondiale, une simple élimination des barrières douanières dressées contre les produits de base en provenance du Tiers-Monde pourrait représenter la moitié de l'effort nécessaire pour atteindre le taux d'expansion souhaité de 6 p.c. Le rapport souligne aussi que les articles manufactu-

rés des pays pauvres pourraient augmenter de 15 p.c. par année entre 1976 et 1980 si le taux d'expansion des pays membres de l'OCDE était de 6 p.c. pendant la même période.

Second trimestre: Bénéfices de \$51 milliards

Washington — Au cours du second trimestre, les bénéfices des entreprises américaines ont augmenté de \$51 milliards. Cependant, ces bénéfices nets restent très inférieurs au chiffre de \$83.1 milliards enregistré au cours de la période correspondant l'année dernière.

Pour le département du Commerce, qui annonce ces résultats, la hausse reflète principalement une meilleure situation dans les industries de produits non durables, pétrole en particulier, et des résultats moins mauvais pour les compagnies automobiles, les compagnies aériennes et les chemins de fer.

Prévision de ventes aux E.-U. l'an prochain: 10 millions d'autos

Détroit — "Les ventes de nouvelles voitures pourraient dépasser aisément le 10 millions en 1976". C'est de loin la prévision la plus optimiste jamais faite par un porte-parole d'une compagnie d'automobiles. Malgré l'actuelle récession dans l'industrie de l'automobile, le président de

la General Motors qui est le plus grand constructeur d'automobiles aux Etats-Unis, M. Thomas Murphy, affirme que les ventes de l'an prochain atteindront le chiffre de dix millions par rapport à un estimé de 8.5 millions en 1975 même si GM reste ainsi passablement en-deçà du record des 11 millions de 1973.

Chute de consommation pétrolière en Europe

Bruxelles — Selon les experts de la commission européenne, la consommation du pétrole des "neuf" pourrait encore diminuer de 3 p.c. en 1975, après avoir déjà chuté de 6.7 p.c. l'an dernier. L'an prochain, en revanche, elle augmenterait de 1.6 p.c.

L'hôtellerie à Québec: \$73 millions

Québec — Selon le bureau de la statistique du Québec, les établissements hôteliers de la région administrative du Québec ont enregistré en 1973 des revenus de \$73 millions.

Le renversement de la balance commerciale en juillet

Ottawa — D'après Statistique Canada, en juillet 1975, le déficit de \$213 millions de la balance commerciale s'est renversé pour devenir un excédent de \$111 millions.

on peut vaincre le cancer

SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES
ACN-75-10141
pour 10h30 a.m.
heure de Montréal
Mardi, le 16 septembre 1975

Gentilly 2
FOURNITURE D'HUILE
COMBUSTIBLE A
CHAUFFAGE DE TYPE 2.

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans le document qui est disponible pour examen et peut être obtenu gratuitement, du lundi au vendredi inclusivement de 8h30 a.m. à 4h30 p.m. à l'endroit suivant:

HYDRO-QUEBEC
Bureau no 809
75 ouest, boul. Dorchester
Montréal, Qué. Canada
H2Z 1A4

Un dépôt de soumission au montant de DIX MILLE DOLLARS (\$10,000) chèque officiel d'une banque à charte du Canada ou chèque visé tiré sur une banque à charte du Canada ou sur une caisse populaire, payable à l'Hydro-Québec et remboursable sous conditions doit accompagner la soumission.

Dans le cas d'une soumission partielle, ledit dépôt doit être d'un montant d'au moins DIX POUR CENT (10%) de la somme totale de la soumission, toutes taxes incluses, jusqu'à concurrence du montant ci-dessus.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant leur principale place d'affaires au Québec et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de l'Hydro-Québec sont admises à soumissionner.

L'Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'une quelconque ou toutes les soumissions reçues.

Les cosecrétaires
M.-A. DEMERS-W.E. JOHNSON
Montréal, le 15 août 1975

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES
GPE-75-19173
pour 10h30 a.m.
heure de Montréal
le mardi 7 octobre 1975

Poste Langellier
Montréal

FOURNITURE ET MONTAGE
D'ELEMENTS BLINDES
A 315 KV, ISCLES A
L'HEXAFLUORURE LE
SOUFRE

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans le document qui est disponible pour examen et peut être obtenu contre un paiement NON REMBOURSABLE de \$25 pour chaque exemplaire complet, chèque visé ou mandat payable à l'Hydro-Québec, du lundi au vendredi inclusivement de 8h30 a.m. à 4h30 p.m. à l'endroit suivant:

Direction des Contrats
Bureau no 809
HYDRO-QUEBEC
75 ouest, boul. Dorchester
Montréal, Qué. Canada
H2Z 1A4

Un dépôt de soumission au montant de DEUX CENT MILLE DOLLARS (\$200,000), chèque officiel d'une banque à charte du Canada ou chèque visé tiré sur une banque à charte du Canada ou sur une caisse populaire, payable à l'Hydro-Québec, remboursable sous condition, doit accompagner la soumission.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant leur principale place d'affaires au Canada et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de l'Hydro-Québec sont admises à soumissionner.

L'Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'une quelconque ou toutes les soumissions reçues.

Les cosecrétaires
M.-A. DEMERS-W.E. JOHNSON
Montréal, le 12 août 1975

monde

L'Uruguay deux ans après le "coup d'Etat"

par Zelmar Michelini
de la Prensa latina

Il y a deux ans, le 27 juin, le parlement uruguayen était dissous par l'action conjointe du président Juan Maria Bordaberry et des Forces Armées.

Le gouvernement pensait mettre cette date à profit pour rehausser le deuxième anniversaire du coup d'Etat. L'année dernière, déjà à cette même époque, les principaux acteurs de l'action avaient fait allusion à l'événement devant l'opinion publique.

Cependant, il y a une grande différence entre les deux cérémonies: le 27 juin 1974, Bordaberry était le seul orateur et il fit allusion à toutes les forces ayant participé au coup d'Etat, tandis que cette année, il n'y a pas eu d'action unitaire.

Bordaberry a pris la parole au nom du gouvernement, mais les Forces Armées - qui ne se sentent plus aussi bien représentées par leur interprète d'antan - ont senti la nécessité de s'exprimer, elles aussi, publiquement.

Au-delà des considérations que l'on pourrait porter sur chacun des discours prononcés, le plus significatif est sans doute cette double présentation devant l'opinion publique, démonstrative des conséquences de la crise qui oppose, à la fin du mois de mai dernier, les militaires et le Président.

Le tandem Bordaberry-Forces Armées n'a plus la cohérence et l'affinité indissoluble d'autrefois, et maintenant chacun s'exprime pour son propre compte.

Bordaberry a pris la parole au nom du gouvernement qu'il désigne lui-même, directement. Mais, contrairement à l'année passée - où l'expectative était grande - les militaires étaient absents et il a été accordé peu d'importance à son discours.

seule possibilité était donc d'accourir au Sénat ou à la Chambre des Députés, lieu où la protestation populaire trouvait quelque écho.

Là, on pouvait accuser les militaires d'être des tortionnaires, dénoncer les affaires louches et la mauvaise administration, révéler que le pays était livré aux étrangers, prouver qu'il était subordonné à l'impérialisme parce que, précisément, au Parlement, un groupe de législateurs s'était engagé à sauvegarder un minimum de dignité.

Dans ces conditions, il fallait éliminer le Parlement afin que le gouvernement puisse continuer ses activités en toute impunité. Il fallait aussi satisfaire les exigences des Etats-Unis qui demandaient une plus grande adhésion à leurs principes économiques, ce qui était impossible tant que l'opinion publique aurait connaissance des faits.

En même temps, la présence d'un mouvement ouvrier organisé qui luttait pour sa libération économique et d'une Université combattive compromettait la vie même du gouvernement.

Il fallait donc réduire tout ce monde au silence et, de ce fait, le coup d'Etat fut une action de survie permettant aux forces de la réaction de garder la mainmise sur l'Uruguay et d'orienter sa politique comme elles l'entendaient.

Dans leurs discours respectifs, Bordaberry et les Forces Armées ont mis l'accent sur la politique internationale uruguayenne de ces deux dernières années.

C'est peut-être là l'aspect le plus significatif de cette célébration du deuxième anniversaire du coup d'Etat car l'Uruguay a précisément consolidé son amitié avec les dictatures les plus notoires et les plus sanglantes du continent durant cette période.



(Photo: Prensa latina)

Les forces armées uruguayennes veulent désormais s'exprimer publiquement.

De leur côté, les Forces Armées ont utilisé la radio et la télévision pour divulguer un "message aux citoyens", donnant ainsi à leur intervention une publicité qui contrastait remarquablement avec la faible diffusion donnée aux paroles de Bordaberry.

Un point commun, cependant, unit les deux discours: la déformation des faits. En effet, ils essayent tous de présenter la situation du pays comme étant très différente de celle qui existait avant le coup d'Etat.

Celui qui ignore tout de la réalité uruguayenne pourrait croire que le gouvernement de l'époque était en minorité, sans possibilité d'action et qu'il dirigeait le pays dans le respect de la légalité.

En fait, c'était tout le contraire: grâce à un pacte, il avait assuré sa majorité dans les deux chambres, il gouvernait par décret prenant des mesures immédiates de sécurité comme par exemple l'état de siège, et tous les jours, il violait la loi ouvertement.

Le gouvernement a ainsi fermé les journaux, arrêté des personnes sans base légale justifiant leur détention, persécuté des fonctionnaires et des institutions, fait la sourde oreille devant les mandats législatifs, fait pression arbitraire sur la justice et imposé un régime de terreur dans les rues.

Le Parlement était devenu le seul endroit où le peuple pouvait s'exprimer, puisque tout autre lieu de protestation ou contestation lui était interdite. La

Fidèles serviteurs de l'impérialisme, Bordaberry et les militaires se sont surtout préoccupés de nouer des liens avec Augusto Pinochet au Chili; Alfredo Stroessner au Paraguay; Hugo Banzer en Bolivie et avec le régime brésilien.

A souligner aussi qu'ils ont signé des accords culturels et commerciaux avec le régime raciste d'Afrique du Sud.

Tout cela, bien entendu, est un motif de "gloire" pour Bordaberry et les militaires.

Mais pas un mot n'a été prononcé, dans ces discours, sur les milliers de prisonniers et de torturés, sur les fonctionnaires persécutés, sur ceux qui ont dû émigrer, sur les journaux fermés et les travailleurs et syndicats harcelés.

Ils n'ont pas non plus parlé de la situation de misère qui règne dans le pays, du désastre, de la dette publique et de la dépendance totale vis-à-vis les Etats-Unis.

Mais le plus important, sur le plan interne, c'est la "ratification de la solitude" dans laquelle se trouve Bordaberry, que les militaires ont, de toute évidence, relégué à un deuxième plan.

Le coup d'Etat du 27 juin 1973 n'avait pas pour but de construire un nouvel Uruguay, mais tout simplement - et les circonstances actuelles en sont la preuve - de renforcer les classes sociales déjà puissantes et de soumettre le pays à l'impérialisme américain.

Le coup d'Etat du 27 juin 1973 n'avait pas pour but de construire un nouvel Uruguay, mais tout simplement - et les circonstances actuelles en sont la preuve - de renforcer les classes sociales déjà puissantes et de soumettre le pays à l'impérialisme américain.

Graves dissensions chez les militaires argentins

Y aura-t-il un putsch cette semaine?

Le "Parti péroniste authentique", au moment même où le parti officiel, qui tient son congrès à Buenos Aires, apparaît plus divisé que jamais, a demandé dimanche la démission de Maria Estela Peron, chef de l'Etat argentin, et l'organisation d'élections générales. Le Parti péroniste authenti-

BUENOS AIRES (d'après l'AP et l'AFP) — Les remous provoqués parmi les militaires par la désignation, par la présidente Isabel Peron, du colonel Vicente Damasco, comme ministre de l'Intérieur, se sont aggravés et l'on parlait, hier, de profondes dissensions.

D'après le journal de langue anglaise "Buenos Aires Herald", qui cite des milieux proches de l'armée, la crise est arrivée à un point critique, lorsque deux officiers, le général Jorge Videla, chef de l'état-major inter-armes, et le général Roberto Viola, commandant du deuxième corps d'armée, cantonné à Rosario, à 300 km au nord de Buenos Aires, ont réclamé le départ du général Alberto

Nuna Laplane, commandant de l'armée de terre, et du colonel Damasco.

Les généraux Videla et Viola; déclare le journal, ont adressé, au cours du week-end, un télégramme à toutes les unités militaires, demandant leur soutien pour obtenir la démission du général Laplane et du colonel Damasco.

La polémique a pour origine l'impression qu'ont eue les militaires d'être tenus à l'écart dans la nomination du colonel Damasco à la tête du ministère de l'Intérieur, un poste puissant qui contrôle la lutte contre le terrorisme.

Les militaires, dit-on, ont pris position contre

que, aile gauche du Parti justicialiste, qui avait fait sécession au début de l'année, souligne dans un communiqué que la crise politique que traverse l'Argentine "affecte non seulement le parti officiel et ses alliés du Front justicialiste, mais aussi tous les partis qui appuient un gouvernement discrédité".

cette nomination car ils ne veulent pas que l'armée paraisse s'immiscer directement dans les affaires, ont fait pression pour que le colonel Damasco démissionne de l'armée.

Historique

Le général Laplane a perdu le soutien de l'appareil militaire depuis qu'il a apporté son soutien au colonel Damasco, dans un communiqué publié il y a deux semaines, au début de l'affaire.

Selon d'autres milieux militaires, cependant, la plupart des commandants font "tout leur possible" pour maintenir la cohésion des militaires, alors que

la presse est pleine d'articles sur un éventuel putsch.

Y aura-t-il un putsch cette semaine en Argentine? demandait dimanche, dans son titre, le journal "La Opinion". Le journal ajoutait qu'il ne le pensait pas, mais lançait un appel aux chefs militaires pour qu'ils règlent leurs divergences.

Pendant ce temps, l'influence et l'autorité du gouvernement de Mme Peron continuent de se rétrécir, après deux mois de crises économique, politique et militaire, une intensification du terrorisme, des appels répétés en faveur du départ de la présidente et trois remaniements ministériels.

Nouvelle offensive contre Mme Gandhi

NOUVELLE DELHI (AP) — Arguant du fait que l'avenir de la démocratie indienne est en jeu, les avocats des opposants à Mme Gandhi, le premier ministre indien, ont demandé, hier, à la Cour suprême, d'invalidier un amendement constitutionnel qui a pour effet de "laver" celle-ci d'une condamnation pour prati-

ques électorales irrégulières.

C'est M. Shanti Bhusan, premier avocat du dirigeant socialiste Raj Narain qui, dès les premières heures de l'audience de la cour, a qualifié l'amendement en question d'anti-démocratique et de "totale-ment destructeur du concept même de loi".

Voté par le Parlement indien le 8 août dernier et ratifié par la majorité des Etats de la fédération le jour suivant, l'amendement a pour effet de déclarer nulle et non avenue la condamnation dont Mme Gandhi avait fait l'objet le 12 juin de cette année, et de retirer de la compétence de la Cour suprême tous les li-

tiges électoraux concernant le premier ministre.

Le résultat des audiences de la cour pourrait avoir une influence décisive sur l'avenir politique de Mme Gandhi, ainsi que sur les rapports entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir législatif en Inde.

carrières

JODOIN, LAMARRE, PRATTE, Architectes

recherche

DESSINATEUR SENIOR

- Minimum cinq (5) ans d'expérience
- Salaire à discuter

Téléphoner à: **Gérard Pratte**
526-9131

LA COMMISSION SCOLAIRE DES LAURENTIDES

requiert les services

D'ENSEIGNANTS

Enfance Inadaptée: (Ste-Marguerite, Ste-Agathe, Ste-Lucie, "élémentaire" Huberdeau).

Enseignement professionnel: (Ste-Agathe)
"Service à l'auto"

S.v.p. s'adresser à:

Mlle Denise Dinelle (326-0333)
Service du Personnel
Commission Scolaire des Laurentides
13, St-Antoine
Ste-Agathe-des-Monts, P.Q.



COLLÈGE DE THETFORD MINES PROFESSEURS

TECHNIQUES (SOINS INFIRMIERS PSYCHIATRIQUES)

Poste à temps plein
Poste disponible immédiatement

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Bacc. en nursing
- Expérience Pertinente

LES PERSONNES INTÉRESSÉES SONT PRIÉES DE FAIRE PARVENIR LEUR CURRICULUM VITAE ET LES DOCUMENTS ATTESTANT LEUR SCOLARITÉ ET LEUR EXPÉRIENCE A:

Monsieur Jean Dagnault,
Secrétaire Général,
Collège de Thetford Mines,
671 sud, boul. Smith
Thetford Mines, Qué... G6G-1N1



Concours ouvert également
aux femmes et aux hommes

LE POSTE DIRECTEUR DES SERVICES DU PERSONNEL

ATTRIBUTIONS:
Sous l'autorité du directeur général, le directeur des services du personnel planifie, organise, coordonne et évalue l'ensemble des activités relatives au recrutement et à la sélection du personnel, à son perfectionnement et à son évaluation de même qu'à l'application des conventions collectives et des ententes concernant les diverses catégories de personnel et, s'il y a lieu, à la négociation des contrats collectifs.
Il avise le directeur général et assiste les autres directeurs de services et les directeurs d'école pour toute question de gestion du personnel. Il évalue le personnel sous sa responsabilité. Il accomplit toute autre tâche que lui confie le directeur général. Il fait partie de l'équipe de gestion des cadres supérieurs.

QUALIFICATIONS:
Un diplôme universitaire avec expérience pertinente.

CONCOURS:
D.P. 01-75. Date limite pour l'inscription: le 1er septembre 1975. (cachet de la poste)

TRAITEMENT:
Selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation. (Commission scolaire de 7.000 élèves et plus): \$13.000 à \$22.000.

Toute personne intéressée devra faire parvenir son curriculum vitae à l'adresse suivante:

Commission scolaire de Ste-Foy
Concours D.P. 01-75
a/s Directeur général
1000, Avenue Joli-Bois
Sainte-Foy, G1V-3Z6

LE CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES C.L.S.C. des TROIS-SAUMONS

recherche les services de:

UN MÉDECIN

FONCTIONS:
— Il participe au sein d'une équipe multidisciplinaire aux programmes de prévention et de soins;
— Il collabore à la mise en œuvre et au développement des programmes d'intervention dans les domaines de la prévention médicale et des soins curatifs adaptés aux besoins de la population;
— Il participe à la dispensation des soins d'urgence de première ligne et des services externes généraux;
— Il consacre une partie de son temps à la prévention et à la promotion de la santé de la population.

EXIGENCES:
— Être médecin omnipraticien reconnu par la Corporation Professionnelle des Médecins du Québec;
— Avoir la capacité et l'intérêt de travailler au sein d'une équipe multidisciplinaire;

TRAITEMENT:
Selon les échelles de traitements de la politique salariale et administrative du ministère des Affaires sociales.

Les personnes intéressées à ce poste doivent faire parvenir leur demande écrite accompagnée d'un curriculum vitae complet au plus tard le 6 septembre 1975 à:

Le Directeur Général,
C.L.S.C. des Trois-Saumons
C.P. 250,
St-Jean Port-Joli, Québec
G0R 3G0

Castro est prêt à engager des pourparlers avec Washington

NEW YORK (AFP) — "M. Fidel Castro, à l'évidence, se prépare à engager des pourparlers diplomatiques avec les Etats-Unis", note M. James Reston, envoyé spécial du "New York Times", dans son carnet de voyage à La Havane publié hier. Le premier ministre cubain met actuellement en ordre ses objections et propres exigences pour répliquer aux requêtes

américaines de dédommagement des sociétés et particuliers américains établis à Cuba avant la révolution cubaine. Les Etats-Unis réclament plus à Cuba ce qui est ou fut exigé au près de l'ensemble des autres pays communistes depuis la seconde guerre mondiale, rappelle M. James Reston. Le journaliste du "New York Times" s'est longuement entretenu

avec M. Fidel Castro la semaine même où les Etats-Unis ont annoncé la levée partielle de leur embargo commercial appliqué à l'encontre de Cuba depuis quinze ans. Le dédommagement souhaité par les Etats-Unis est modeste à côté du coût de leur embargo pour Cuba. Si le gouvernement américain présente une facture, en retour il lui sera envoyé la note de son blocus,

a déclaré le premier ministre cubain à son interlocuteur. "M. Castro dit ceci très posément, comme s'il parlait d'un simple échange de factures de blanchisserie", écrit James Reston qui ajoute que Cuba pourrait aussi demander aux Etats-Unis une indemnité pour leur occupation d'un morceau de territoire cubain sur lequel est établie la base de Guantanamo.

monde

Le problème
israélien
à Lima

LIMA (d'après l'AFP) — Le chef de la délégation de l'OLP à la conférence des pays non alignés a exprimé dimanche l'espoir que ceux-ci demanderont à l'ONU l'expulsion d'Israël. Lors d'une brève conférence de presse, M. Farouk Koudumi a déclaré que l'organisation pour la libération de la Palestine a fait des démarches incessantes dans ce sens auprès du comité de coordination des pays non alignés.

Commentant les actuelles négociations de M. Henry Kissinger en Egypte et Israël, M. Farouk Koudumi a souligné qu'il est impossible de reconnaître un éventuel accord dans lequel interviendrait une puissance impérialiste et colonialiste.

Par ailleurs, Mme Nguyen Thi Binh, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Saïgon, a déclaré dimanche à Lima que le Sud-Vietnam s'opposera à l'entrée de la Corée du Sud et des Philippines dans le mouvement des pays non alignés. La Corée du Sud avait envoyé 60.000 soldats "participer à l'agression de l'impérialisme américain contre le peuple vietnamien", a déclaré Mme Nguyen Thi Binh. Elle "n'a donc rien en commun avec le mouvement des pays non alignés", a-t-elle affirmé.

Rumeurs et confusion
totales au Portugal

Le "Jornal Novo" (indépendant, proche de la confédération de l'Industrie) a donné hier après-midi la composition "probable" du nouveau gouvernement, présidé par le général Carlos Fabiao, chef d'état-major de l'armée de terre, qui selon lui, devra remplacer le gouvernement du général Vasco Gonçalves. Ce gouvernement, affirme le journal, comprendrait notamment deux vice-premiers ministres: le commandant Melo Antunes qui serait également ministre des Affaires étrangè-

LISBONNE (d'après l'AFP) — De "mini-coups d'Etat" en "pronunciamentos" chuchotés, la situation politique au Portugal demeure plongée dans une confusion totale. Hier après-midi, les rumeurs sur la démission forcée et imminente du premier ministre, le général Vasco Gonçalves, ont repris de plus belle.

A la direction du Parti socialiste, on tient cette démission pour certaine dans les 48 heures au plus tard. Le quotidien du soir "Jornal Novo" (indépendant) déclarait hier après-midi que le remplacement du général Vasco Gonçalves n'est plus qu'une question d'heures. Cette information a aussitôt provoqué un démenti formel du cabinet du premier ministre qui "assure que le cinquième gouvernement provisoire continue à être présidé par le général Vasco Gonçalves".

Selon ces rumeurs, le nouveau gouvernement serait présidé par le général Carlos Fabiao, chef d'état-major de l'armée de terre. Le commandant Melo Antunes - co-auteur du document des neuf - y retrouverait son portefeuille des Affaires étrangères, tandis que le commandant Vitor Alves (également

membre du groupe des neuf) deviendrait ministre de la Communication sociale (information). Trois socialistes, deux sociaux-démocrates (P.P.D.) et un communiste feraient aussi partie du nouveau gouvernement.

Par un paradoxe qui n'est qu'apparent, l'on pense donc sérieusement que le Parti communiste pourrait participer au nouveau gouvernement, ne fût-ce que pour y "surveiller" les militaires.

Au Portugal, les coups d'état y sont comme les courses de taureaux: on ne met pas à mort. Jusqu'à présent, les retournements de situation se sont passés en coulisse. On y joue une partie serrée, mais en se gardant de faire intervenir pour le moment les véritables forces respectives, comme les diffé-

res, et le commandant Vitor Crespo, tous deux signataires du "document des neuf". En outre, le général Otelo Saraiva de Carvalho, chef du COPCON, serait nommé chef d'état-major général des forces armées.

Le cabinet du premier ministre a formellement démenti ces informations et a affirmé que le général Vasco Gonçalves demeurerait chef du cinquième gouvernement provisoire.

rents régiments, divisés par des alliances contradictoires.

On peut noter que la gauche et l'extrême gauche paraissent extrêmement actives, la tendance dite "modérée" du commandant Melo Antunes, se cantonne dans un silence prudent. Bénéficiant du soutien de 80 p.c. de l'armée, cette tendance n'a nulle raison de précipiter les événements, elle préfère prendre le pouvoir "en douceur".

"La position du général Costa Gomes demeure, quant à elle, ambiguë. Du côté des "neuf" (signataires du document Antunes), on affirme qu'un pacte a été passé avec le président de la République pour le remplacement du premier ministre actuel et l'on attend qu'il "honore" sa promesse. Les "neuf" lui

avait adressé, affirme-t-on, un "ultimatum" qui a expiré hier soir et c'est pourquoi on attend la formation du nouveau gouvernement.

Enfin, la position du général Otelo Saraiva de Carvalho, chef du COPCON, suscite quelques interrogations. Tout au long de cette crise du week-end, le fringant général est resté remarquablement discret. S'étant peut-être trop rapproché du groupe des "neuf", il a fait machine arrière et depuis, il se tait.

Le directoire militaire s'est réuni hier après-midi avec les chefs d'état-major des trois armées. Les décisions qui y seront prises seront sans doute cruciales, mais personne ne se risque plus à Lisbonne à formuler de pronostic.

Selon "Al Ahram"

L'accord serait
prêt dès demain

Assad propose son plan

M. Kissinger aurait déclaré hier à ses interlocuteurs israéliens que "si Israël est prêt à restituer le Golan et revenir aux frontières du 4 juin 1967, la Syrie sera prête à faire la paix avec lui". Cette information a été donnée hier par la radio israélienne et elle a été confirmée par le "Haaretz" qui a publié une manchette à ce sujet.

Selon ce journal, le président Assad a proposé un règlement global et définitif du conflit avec Israël fondé sur la restitution du Golan. "C'est parce que je suis considéré comme l'ennemi le plus intrinsèque d'Israël que je peux me permettre aussi de proposer un accord de paix sans être considéré comme un traître" aurait dit le président syrien selon lequel "de nouveaux accords intérimaires pour des rectifications insignifiantes de la ligne séparant les deux adversaires ne l'intéressent pas".

LE CAIRE, (d'après l'AFP) — L'accord intérimaire pourrait être prêt demain et serait acceptable par les deux parties, écrit le quotidien "Al Ahram" dans son édition d'aujourd'hui.

Le journal, qui fait état des estimations "les plus optimistes", titre en manchette: "Kissinger sur le point de réaliser l'accord".

Citant des sources américaines membres dans la délégation qui accompagne le secrétaire d'Etat, "Al Ahram" rapporte que 90 pour cent du contenu de l'accord serait prêt et que, à moins de nouvelles difficultés inattendues, M. Kissinger mènera à bien sa mission au cours de son actuel séjour au Proche-Orient.

Citant toujours diverses sources américaines, le quotidien souligne

que l'accord portera notamment sur les points suivants:

- La présence d'une position ou station de contrôle électronique israélienne à Oum Khachib. Le nombre de techniciens israéliens sera à déterminer. Ils seront accompagnés d'un nombre réduit de civils américains. Une station semblable située à l'est de Bir Gifgafa, sera installée pour l'Egypte.

- Les troupes égyptiennes avanceront jusqu'à des positions situées au-delà de la zone tampon délimitée par le premier accord de désengagement.

- La ligne de retrait israélien se situera à l'est des cols de Giddi et de Mitla et se prolongera jusqu'au golfe de Suez, en passant au sud d'Abou Rodeis.

- Deux routes menant au nord d'Abou Zeineima seront empruntées, la première par les Israé-

liens pour assurer la liaison avec leurs troupes plus au sud, la seconde par les Egyptiens pour gagner Abou Rodeis.

- Israël aurait accepté le point de vue de l'Egypte concernant le renouvellement annuel du mandat des troupes de l'ONU, à condition que les Etats-Unis garantissent une durée minimum de trois ans.

- L'accord commencera d'être appliqué aussitôt après sa conclusion.

- L'accord comportera enfin un engagement de la part des Etats-Unis qu'Israël n'attaquera pas l'Egypte.

Selon "Al Ahram", citant les mêmes sources américaines, les négociations se sont déroulées devant des cartes d'Etat-major. Les dernières positions seraient déterminées compte tenu de la réponse apportée hier soir par M. Kissinger en Israël.

La dernière étape, indique le journal, serait celle de la formulation de l'accord sur le papier. A cette fin, M. Kissinger pourrait faire un quatrième aller-retour entre Alexandrie et Tel Aviv.

"Al Ahram" ajoute que le secrétaire d'Etat a laissé en Israël certains de ses collaborateurs chargés de mettre au point le texte de l'accord israélo-américain entrant dans le cadre du deuxième accord intérimaire sur le Sinaï.

La Corse dans l'incertitude

BASTIA, Corse (d'après l'AFP) — Une incertitude confinant au malaise régnait hier en Corse après les incidents au cours desquels deux gendarmes ont trouvé la mort, vendredi dernier, près d'Alaria, et la déclaration du premier ministre, M. Jacques Chirac, affirmant que les "coupables et leurs complices" seront recherchés et arrêtés.

Considérant que par "coupables", M. Chirac visait les militants de l'"action pour la renaissance de la Corse" (ARC), responsa-

bles des incidents de vendredi, chacun se demande comment seront définies les complicités. "Cela risque de faire du monde", entendait-on dire hier à Bastia. La question de savoir si le conseil des ministres décidera demain de dissoudre l'ARC suscite l'inquiétude tant dans le nord de l'île, où les autonomistes sont les plus nombreux et les plus influents, que dans le sud et la région d'Ajaccio. Car, pour les observateurs, dissoudre l'ARC reviendrait à faire rentrer dans la clandestini-

té les quelque sept mille adhérents que compte ce mouvement en Corse et à l'extérieur.

Quant au communiqué du ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, sur les circonstances dans lesquelles le commando d'Aleria a pu quitter les lieux après l'affrontement, il est généralement accueilli avec scepticisme. Nombreux sont ceux qui demeurent persuadés que les autonomistes ont pu sortir librement, en camion, les gendarmes s'étant écartés pour les laisser passer.

Et si New York
faisait faillite?

par Marie France Rouze
de l'AFP

NEW YORK — La ville de New York va-t-elle faire faillite? Les paris restent ouverts. En attendant, la presse new-yorkaise s'efforce d'imaginer ce qui se passera si - finalement - la ville fait banqueroute, catastrophe impensable partout sauf aux Etats-Unis.

Vendredi la "municipal assistance corporation", créée par l'Etat pour garantir les emprunts de New York et surnommée de façon rassurante "le grand mac", n'a réussi à placer que 175 millions de dollars sur une emprunt de 275. Les obligations portent pourtant un taux d'intérêt de 11-pc, montant record pour des titres exempts d'impôts. Les banques qui soumissionnaient l'emprunt ont dû absorber le reste.

Elles n'avaient guère le choix. New York avait immédiatement besoin de ces 275 millions notamment pour payer des salaires. Mais cet échec montre une fois de plus l'absence de confiance des investisseurs dans la ville. Cet emprunt fait partie d'une énorme bouée de secours de 960 millions de dollars rapidement bricolée par la municipalité, le "grand mac" et les banques pour que la ville puisse faire face à ses échéances les plus immédiates. L'échec de cet emprunt laisse mal augurer du sort des prochaines dettes à régler.

Déjà cet ensemble mal cousu de rallonges de prêts bancaires, d'emprunts, et d'avances diverses avait dû être rapidement mis sur pied parce que sur les trois emprunts d'un milliard de dollars chacun prévus cet été, le premier avait rencontré si peu d'enthousiasme qu'il était apparu inutile de lancer les deux autres.

S'il ne lui est pas possible de trouver un milliard de dollars de plus d'ici un mois environ, New York est promise à la faillite. Juridiquement, cela veut dire que ses créanciers - les banques principalement - hériteront du maire les dettes aussi bien que les ressources de la ville. Elles s'efforceront alors de faire rembourser par la ville ce qui leur est dû.

Pour ce faire, elles imposeront immédiatement les mesures d'économie les plus faciles, à savoir des licenciements massifs parmi les plus de 300.000 employés de la ville, et des réductions des dépenses de fonctionnement tels les achats d'essence, de matériel, etc...

Les ambulances, les voitures de police et les camions de pompiers s'arrêteront de circuler faute d'essence. De nouveaux licenciements d'éboueurs laisseront rapidement s'accumuler sur les trottoirs des milliers de tonnes d'ordure. Les policiers aux effectifs également réduits meneront une lutte perdue d'avance contre la violence des jeunes souvent en chômage, contre les vols, les vols et

les attaques à mains armées. Des effectifs réduits de pompiers devront faire face aux incendies. Or les quartiers les plus déshérités comme le Bronx connaissent déjà depuis quelques temps une recrudescence du nombre des incendies criminels.

New York ne serait pas la première ville à faire faillite. Cette aventure exceptionnelle pour une cité est déjà arrivée à d'autres. En 1931 la ville de Fall River, dans le Massachusetts, a fait banqueroute lorsque les industries textiles qui avaient fait sa richesse ont périclité. Fall River avait pris l'habitude de trop dépenser et n'a pas su s'arrêter lorsque ses beaux jours ont connu une fin. La ville a été déclarée en faillite, son sort remis entre les mains de la communauté financière qui s'est appliquée pendant les dix ans qui ont suivi à lui faire repayer ses dettes. Vidée de ses ressources, la ville exsangue ne compte plus que 96.000 habitants au lieu de 130.000 du temps de sa prospérité.

Grand-Rapids (Michigan), Asheville (Caroline du Nord), Akron (Ohio), et d'autres ont fait également faillite. Même Detroit, la capitale américaine et mondiale de l'automobile est ainsi tombée à l'époque de la grande dépression. Pendant des années, elle a dû, elle aussi, se battre pour payer ses dettes, jusqu'à ce que la Seconde Guerre mondiale lui apporte une prospérité sans précédent.

New York sera-t-elle la prochaine ville américaine à connaître ce sort humiliant? Bien que toutes les conditions soient déjà réunies pour une telle fin, la catastrophe prendrait de telles proportions dans l'une des plus grandes villes du monde que personne ne peut plus croire que le gouvernement fédéral la laissera arriver.

Washington ne pourra pas accepter de laisser New York s'écrouler sous les ordures, la violence et le feu, et le centre financier, économique culturel et artistique du pays basculer dans l'anarchie.

De toutes parts des voix s'élèvent pour demander que le gouvernement fédéral prenne en charge une partie des frais énormes qu'assume New York pour tenir son rôle. Elles demandent que dans l'immédiat Washington s'engage à garantir les emprunts de la ville.

Il semble déjà que la réserve fédérale, qui joue aux Etats-Unis le rôle de banque centrale, ait admis qu'un support financier à la grande métropole est nécessaire. Aucune décision dans ce sens n'a encore été prise. Elle irait à l'encontre de toutes les déclarations de l'administration sur la nécessité pour les villes de subvenir elles-mêmes à leurs propres besoins. Elle est pourtant l'unique solution.

Rhodésie

Les conversations dans
le "train de la paix"
ont frôlé l'impasse

CHUTES VICTORIA

(Reuter) — L'avenir de la Rhodésie et de la détenté en Afrique australe se joue à 120 mètres d'altitude, sur un pont de fer vieux de 60 ans qui sépare l'Afrique blanche du reste du continent. La première journée de la conférence des chutes Victoria s'est achevée sur une note pessimiste: un nationaliste du Zimbabwe a estimé que les conversations frolaient l'impasse, le ton du discours de M. Ian Smith a été très dur.

La conférence a tous les atouts pour devenir un événement historique: un chef de l'Etat, le président Kaunda, de Zambie, deux premiers ministres, John Vorster, d'Afrique du Sud, et Ian Smith, de Rhodésie, et des dirigeants nationalistes dont Mgr Abel Muzorewa, figure charismatique de l'ANC (Conseil national africain).

La petite histoire retiendra sans doute les caractéristiques du "train de la paix" aux cinq wagons sud-africains d'un blanc immaculé, le nom de l'hôtel de Livingston où sejourneront les délégués,

"l'hôtel de la fumée qui tonne" et l'arrivée de la délégation rhodésienne à la conférence avec une secrétaire blanche et un porteur noir chargé de tenir une machine à écrire.

Dialogue Kaunda-Vorster

A l'occasion de la conférence, M. Kaunda a mis les pieds en Rhodésie pour la première fois depuis la conférence des chutes Victoria qui avait décidé, en 1963, le démantèlement de l'ancienne fédération des Rhodésies et du Nyassaland. Une heure après le début des conversations, il a quitté le train pour aller converser avec M. Vorster. Les deux hommes sont les principaux artisans du dialogue amorcé il y a quelque mois.

Les deux hommes se sont déclarés satisfaits de leurs entretiens qui ont duré 90 minutes. "Les conversations ont été extrêmement utiles, vraiment très utiles", a déclaré le chef de l'Etat zambien.

A l'arrivée, lundi matin, du premier ministre

sud-africain, des Zambiens ont déployé une banderole optimiste sur laquelle on pouvait lire: "Vorster devient un grand homme aujourd'hui".

Dernière chance

Dans son discours d'ouverture de la conférence, Mgr Muzorewa a qualifié ces pourparlers de dernière chance pour éviter un bain de sang. Le leader nationaliste a souligné le caractère historique de ce jour pour tous les peuples d'Afrique australe et du reste du monde.

"Cette précieuse occasion nous donne la dernière chance d'éviter de verser encore du sang", a-t-il dit selon le texte du discours remis à la presse sur la rive zambienne. L'ANC croit qu'une solution honnête et authentique est possible si tous les participants font des efforts, a-t-il ajouté.

L'ANC refusera toute "temporisation, tergiversation et obstructionnisme sur la voie vers le pouvoir de la majorité. "Nous devenons de plus en plus impatients, a-t-il dit."

Il a ajouté que pour sa part, en dépit du fait que la loi lui reconnaît le droit d'introduire un recours en cassation même en cas de refus de son client, il ne le ferait pas.

Papadopoulos contre la grâce

ATHENES, (AFP) — M. Georges Papadopoulos, ancien président de la République, condamné à mort, ne saisira pas la cour de cassation d'un recours ni ne

signera une demande de grâce, a déclaré hier Me Karaynapoulos, avocat de l'ancien chef d'Etat.

Il a ajouté que pour

petites annonces

Nos bureaux sont ouverts du
lundi au vendredi de 10h. à 5h.

331-8961

MESSAGES... 50 MESSAGES DIVERS... 51 IMMEUBLES A VENDRE... 100

propriétés... 101
propriétés à revenus... 105
propriétés à la campagne... 108
maisons mobiles... 113
chalets... 120
fermes... 132
condomiums... 134
commerce... 144
terrains... 147
terres... 150
bureaux et locaux... 156

garages... 162 Hôtels-villégiatures... 165 LOCATION... 200

appartements... 202
appartements meublés... 207
logements à partager... 211
logements... 214
logements chauffés... 219
logements chauffés meublés... 222
logements demandés... 224
logements à sous-louer... 227
chambres... 229
chambres demandées... 231
magasins... 234
bureaux et locaux... 239
bureaux demandés... 241

garages... 275 entrepôts... 278 terrains... 280 divers... 288

MARCHANDISES... 300

ameublement... 302
antiquités... 305
articles de camping... 314
articles de sport... 318
instrument de musique... 319
photos et films... 333
machineries... 328
matériaux de construction... 330
effets de bureaux... 332
magasins restaurants... 333
tableaux et peintures... 335

livres... 337
artisans... 338
lingeries, fourrures, vêtements... 349
TV, stéréo-radios... 350
monnaies, timbres... 354
animaux à vendre... 359
achats animaux... 371
divers à vendre... 379
divers demandés... 380
équipements de ferme... 385

SERVICE... 400

peintre... 402
électricien... 405
plomber... 407
rembourner... 410
entrepreneur... 413
dentiste... 417

menuisier, ébéniste... 420
service domestique... 425
garderie d'enfants... 429
perdu et trouvé... 430
chauffage... 433
planche... 435
déménagement transport... 438
services divers... 440
lavage, nettoyage... 444
décoration... 450
impôts, tenu de livres... 455
portes et fenêtres... 459
tailleurs... 460

FINANCE... 500

associés demandés... 502
agents demandés... 505
occasions d'affaires... 508

administration... 520

AVIS DIVERS... 600

activités sociales... 602
voyages et transports... 605
vente de charité... 608
encas... 612
chasse à pêche... 620
divers... 628
avis légaux - appels d'offres - demandes de soumissions... 630
dixes... 634
merciement... 638
messe... 640

EDUCATION... 700

école... 701

cours de piano... 722 divers cours... 725

EMPLOIS... 800

service de personnel... 800
couple demandés... 807
hommes demandés... 810
femme-ille demandée... 820
hommes-femmes demandés... 830
agents vendeurs... 835
coiffeurs-coiffeuses demandés... 840
emplois demandés... 845

VEHICULE... 900

bateaux-yachts... 903
remorques-roulottes... 910
bicyclettes... 914

motocyclettes... 918

tracteurs... 922
équipement à neige... 928
moto-neige... 933
avions... 940
clique d'auto... 944
réparations... 955
pneus... 958
pièces, accessoires d'auto... 962
équipement de garage... 970
camions à vendre... 978
autobus... 985
déboisement, peinture... 989
autos... 990

50 MESSAGES

Intellectuelle désire amitié homme raffiné, 35-40 ans. Ecrire: Journal "Le Jour" 387 boul. Lebeau, Ville St-Laurent, C.P. 182.

Jeune veuve encore aiguillante désire faire connaissance avec monsieur spirituel dans quarantaine. Appeler Danielle 270-5775.

Léopold et Mado, 25 ans, de vie commune: production de 7 péquistes d'enfants. Bravo.

Bonne fête Danielle, ma petite mine d'or de l'Abitibi! Ton mineur de mari.

Jeune professionnel célibataire, généreux, humain, recherche femme possédant grâce et distinction. Ecrire à Gilles, 8501 Casgrain.

Jeune fille à la recherche d'un homme, 737-6686, Marie.

Danielle, je t'aime, Marc.

A la belle Thérèse, merci de ces vingt-cinq années d'émouvantement, Marcel.

Célibataire 34 ans demande fille au boutte, pour camper la dernière semaine d'août Jacques 332-1166.

Haitienne 24 ans désire correspondre avec hommes 24-30 ans pour échange idées - écrire 77 Bourdon, Port-Au-Prince, Haïti.



51 messages divers

Les Rhapsodes, chœur classique de Québec invité à venir chanter. Répétition lundi soir Université Laval. Renseignements: 681-3256.

Jeune homme responsable cherche "Communautés de base" et "Communes" pour partager expériences de vie. Appelez Ronald à 381-2990 après 5 hres P.M.

Tannée du traditionnel "Madame ou Mademoiselle?" tasses "Appelz-moi Made" \$1.75 chacune C.P. 601, Succ. "C", Mt.

Gardons la rubrique 51 libre et gratuite. C'est un instrument très valable de communication. Merci à l'équipe du Jour! Donnez-y la claque, Michel.

"Respect et responsabilité à double sens", ça dit quelque chose à quel'un?

A Pierre Bourgault: on t'aime bien mais ne touche pas à René. C'est pas en se divant qu'on peut espérer "aplatir" les libéraux. Michel de V. David.

René Lévesque, Lise Payette, Pierre Bourgault sur la même estrade, le même soir, nous parlant d'indépendance. Pourquoi pas? Michel Val David.

Cherche "lift" pour Cape Cod peut conduire vite Rose 842-4781 (chauffeur).

Poésie pour publier. Pas d'argent pour la publier moi-même. Si intéressé Rose 4635 Esplanade 842-4781.

1986 est de plus en plus proche. Il faut s'y préparer vite. Attention bonnes gens.

J.P. Ferland est "le leader". Ou est son pendant féminin? Suzanne Jacob? Claire St-Aubin? Autre?

Vous avez des s. Centre d'information et de référence pour les femmes: 3595 St-Urbain, 842-4781.

Scotter "Rose" voté le 7 août à Outremont. Marque Vespa Super 125. Si vous le voyez, Rose 842-4781.

Cherche compagnon ou compagne pour voyage vers Amérique du Sud, en bicyclette. Serge 661-1647.

L'évasion que tu cherches, c'est l'occasion de recherche de ton cheminement vers moi, Ecris-moi, Michel, B.P. 525 Val David.

Recherchons chansonniers, comédiens BTC pour spécialité au Café Le Braque (455-4685).

A besoin d'un manteau chat sauvage, 387-5928.

Montréal, 25 août 1955: naissance de Renée Clermont. Aujourd'hui dans LE JOUR demain le dictionnaire

Vente ou échange. Parti pris, nos 1-2-3 (1963) Volume 3 numéros 1-2 (1965). Tél.: 679-1704, Michel après 8 heures, p.m.

A Pierre Micheline Randonnée avec J.-Pierre et Line (bateau à voile) aucun trouble de transmission.

Suggérerais à tout vrai Québécois de lire "L'Éclaircie" d'Yves Beauchemin. Vous vous retrouverez.

Petit Jean est revenu. Céline ou Francine rencontrée au Manoir Lac Caché essaye de me rejoindre. C.P. 336.

Vive l'Acadie libre! Que peuvent faire vos frères Québécois pour aider votre cause?

Brigitte! Quand le vin est tiré il faut le boire - Michel B.P. 525 Val David.

Secrétariat national Les Terreneuviens rencontrés acceptent le Québec indépendant. Bravo! Salutations de Yaunck.

Arnobet, quand va-t-on visiter ta nouvelle maison. On va faire attention au ménage, Gaston.

Les coeurs jeunes sont réceptifs aux messages de la nature, de l'homme et de l'infini. Ils sont réceptifs à l'appel de notre pays bien-aimé le Québec. Nous sommes tous conviés à la créer, à l'inventer.

Bonjour à Pierrette et Lionel, les nouvelles se font rares. Claude.

...libre-échangeisme, machiavélisme, nationalisme océanographique, (ou!), planétologie Québécoise, radiodiffusion, scientologie. Documentation aussi requise... 642-7588.

Abécédaires, biographie, correspondance, dramaturgie, essais, futuristes, glossaires, histoires, incunables, journaux, karika... Acception tout cela. 642-7588.

...requerront aussi livres portant sur le travail, l'universalité, la versification, le "working class"... L'EQUILIBRE 642-7588.

Cela n'est pas la psychologie ni l'étude de la nature humaine qui fait que les hommes sont des hommes mais le développement historique d'une nation vis-à-vis ses réalités sociales culturelles, économiques et spirituelles. Jacqueline Dugas.

Je rêve d'une ville paradisiaque. La réalité est souvent près du rêve.

Chansonnier conteur cherche occasions de spectacle. 842-0625.

A l'édifice Health Protection (Federal) de Longueuil, (personnel 95% francophone) on transmet par intercom émissions radiophoniques langue anglaise seulement.

Pour accomplir de grandes choses, il faut vivre comme si nous ne devions jamais mourir.

Avant j'allais au Bingo. Maintenant je vais au Carrefour d'Education populaire. C'est le temps de l'inscrire. 935-8623.

Ascot (10) Gousse d'ail. Ça doit avoir un rapport avec le petit Filion. Salut Tartigou.

Mathieu.

Michel De Val David: exil probable Yukon fin septembre. Aimerais correspondre. Adresse bientôt Hélène de Montréal.

Le slogan du Parti Québécois aux prochaines élections: Bourrasa: Faut débarquer ça.

Activités artistiques gratuit, 30-31 août 1er septembre 580 rang des Ambroises, St-Léon, Maskinongé, 1-819 228-2571.

Christian le Fils et la mère Godard, invitations si nombreuses, me sens tête enfile comme libéral. Nous arrivons. Huguette et André.

Si vous avez l'adresse du service "Drive Away" à Paris, pourriez vous me la dire. Claude 331-3793, Mercil.

Salut Christian. Où en es-tu dans la démolition? Fais attention Marie.

Lise de Châteauguay: merci pour message. Reviens vite Les Laurentides attendent ta visite. Les montagnes soupirent. Michel.

As-tu de "Michel" chu tannée moé, montre-toi (c'est pas mon mari) salut Anne.

L'été récolte, l'hiver mange. Jean Provencher.

Se lever à six, dîner à dix, souper à six, coucher à dix, fait vivre dix fois dix. Jean Provencher.

Prenez votre analyse de personnalité à scientologie de Québec 781 boul. Charest est Québec, 524-1432.

Lisez la "Dianétique" la science moderne de la santé mentale par L. Ron Hubbard.

N'ayez plus peur de la mort. Rejoignez-vous. Lisez: Témoins de l'invisible, J. Prieur. Fayard.

Si les membres de l'Assemblée Nationale sont incapables de restreindre les ambitions des médecins les travailleurs s'empareront du pouvoir. Stella Vallée.

Le Sorcier! Ceux qui lisent le Jour auront le bonheur d'être les premiers accueillis: Nous, Pierre Gascon.

Gingras: bottin d'adresses et généalogie en préparation. Renseignements demandés sur cette famille. Raymond Gingras, 1180, rue Berthelot Québec 4.

Anita. Les farces plates de "Martine La torche ss" te font-elles autant rougir qu'avant? Ben.

Cri-cri sois patiente à tes 18 ans tu pourras peut-être m'accompagner au pitt. Ben.

Omer Martin, avec quelques livres en trop, tu risques de perdre gros. Marie.

Cher Michel L. Elise G. a-t-elle fini par céder à ton charme? Ben.

Publication gratuite sur la radio communautaire. Ecrire: Medium Media, Société Nouvelle, C.P. 6,100, Montréal, Québec.

Laurent Laplante un commentateur s.v.p. sur la lettre de Robert Giroux parue le 19 août. Le rêve fou de Desjardins. J'y crois. Merci. Mme Georgette Auger.

Bienvenue à tous les étudiants du cégep Montmorency. Votre association A.G.E.M.

Cherche compagnon ou compagne pour voyage vers Amérique du sud, en bicyclette. Serge 661-1647.

Il y a en chacun de nous un enfant sauvage, un rebelle merveilleux. C'est cela qui étouffe et qu'il faut libérer. Jean Provencher.

On devient ce que l'on voit en soi-même. Satprem. Jean Provencher.

Adoptez le calendrier "Pata-

physique. 1 Absow (début de la cent troisième année) dans 24 jours.

Bibliothèque communautaire en formation sollicite vos dons de livres de tous genres. PO Lafontaine ou 642-7588. Jean-Guy.

Oui artistes et intellectuels ne s'effraient point. Je ne leur demande pas de faire chrétiens ou catholique, je ne leur demande pas davantage de faire canadien Français. L. Groulx.

Livres Editions rencontres Time-Life - Classiques, modernes, 875-4311 Poste 1186 (JOUR) 849-7876 (soir.).

Travaillx pour le P.Q. dans les Laurentides inc. Mt-Laurier 623-4950. Labelle 686-2657. St-Jovite: 425-2471. Ste-Agathe: 326-6626. Donnez-y la claque! Michel, Val David.

N'en déplaise à Jean Chrétien il y a des fonctionnaires québécois épatants. Je veux remercier Monique Dion greffier à Montréal, pour son accueil et sa compétence.

Suggestion à étudier! Une édition anglaise spéciale du "jour" deux fois par année: 1er juillet et 17 mars.

Certains envient les vacances des enseignants. Vous viendrez voir les comptes de banque de 80% des professeurs après ces deux mois de chômage saisonnier.

Bonne fête à monsieur René Lévesque le 24 août, bonne santé, longue vie.

Bonne chance aux Pee-Wee "A" de St-Isaac en finale de baseball contre L.S.A.

Le grand schorche voudrait bien piéger mes lettres. (Je le reconnais par son code postal).

Claude, j'ai raté le dernier rendez-vous. Ce sera probablement pour le 5 septembre. Serge-André.

Merci Jean-Pierre pour les informations sur la Honda Civic j'ai bien apprécié. Serge-André.

Bravo pour les pilotes francophones. Le français dans les airs c'est ce qu'il faut. Lâchez-pas les gars un million de péquistes vous appuient.

McKay, McKaysey et compagnie boycottent le code postal. Et toi???

"Ceux qui ignorent leur histoire sont condamnés à la répéter" Lucien Sept-Illes.

Deux étudiants Pointe-aux-Trembles cherchent lift Université de Montréal, tarif à discuter, début septembre. Lise 645-1822.

Ne laissons pas les technocrates nous manipuler. La promotion de l'homme se fera par la sagesse et l'amour. Pensons d'abord à la protection des enfants: la base de la société.

On te souhaite joyeuse fête pour tes 3 ans, petit Nicolas, maman et daddy, nous t'embrassons fort.

Tante Gisèle et oncle Clément: votre blé d'Inde et votre hospitalité sont les meilleurs au monde. Loran et Diane.

Ohé les "lat" d'Asford-Martin remettez vos cassettes vierges au 310. Ça urge.

Sombre vilain n'as-tu pas honte d'utiliser le code postal. Parles-en à Periodica.

Dame aux goûts identiques, désire communiquer avec la personne qui demande compagne pour voyage à Cuba. Madame S.V., 502 d'Auvergne no 35, Longueuil.

Garçon dans la vingtaine aimerait rencontrer compagne. Pour partager sorties. Appelez Jacques 522-2432.

Une grange grise assise bien tranquille fait chauffer ses rhumatismes de bois sec au soleil.

Des enfants calmes pêchant au clair organe du soleil fondant sur l'eau de la rivière Lisse.

Je boycotte le code postal et toi tu m'aides.

Félicitations à Mad. Côté qui a trouvé l'emploi de ses rêves. Tout vient à point à qui sait attendre. La gagne.

101 propriétés à vendre

Chomedey, bungalow, 5 chambres jollement décoré, sous-sol fini, 1er hypothèque, 6 1/2%, résidentiel. 667-7341.

St-Hubert, 1385 Meunier, maison de ville, 8 1/2 pièces, garage, \$22.900. Hyp.: 8 1/4%. Construction 1972. Tél.: 678-4841.

Blainville cottage semi-décalé 4 chambres, très ensoleillé, terrain bien paysagé. Décor "actuel" 430-2611.

Magnifique maison, 3 étages, 10 pièces ch. central, dépendance habitable, grand terrain, style victorien, 658-5965.

Rawdon, grande maison 12 pièces, chauffage central bord de l'eau, terrain 100 x 100 \$12.000,00 259-7580 ou 526-1808.

113 propriétés demandées

Préoccupation: écologie. Cherchons campagne, maison habitable (maximum \$2.000) sur 1 acre, rayon 50 milles Montréal. 524-8552.

144 commerces à vendre

Restaurant épicerie, 3 pièces arrière, 6830 Chambord.

A vendre cause départ. Poterie, clients établis, revenu net: \$40.000 et plus. Aucun agent: 670-6686.

A louer un bureau tout équipé, pour une agence de voyage. Téléphone 382-7585.

147 terrains à vendre

Ville de Vaudreuil, voisin de 124 Chaignaud, 6.000' car., pour unifamiliale, duplex, \$7.000. 453-8699.

LOCATIONS

202 appartements à louer

Sous-sol, 3 1/2 à louer, 1er septembre. \$100. tout compris. 482-4367.

214 logements à louer

Hydro-Québec

Votre déménagement s'en vient...

Si le service d'électricité est à votre nom, avez-vous avisé l'Hydro-Québec?

Communiquez sans tarder avec le bureau le plus près de chez vous; c'est important.

224 logements demandés

Demande logement 3 pièces, haut, avec poêle et réfrigérateur si possible, dans l'est. 352-9493.

Cherche 1er septembre ou avant, 3 1/2, 4 chauffé, prix raisonnable, près transport, tranquille, références. Jour 876-8729.

Cherche à louer automne-hiver maison dans petit coin tranquille. Tél.: Robert 738-6620.

239 bureaux locaux à louer

St-Hubert, Cherrier, 2 grandes pièces rez-de-chaussée, idéal, no-taire ou comptable. Tél.: 527-9651.

275 garages à louer

Louera garage ou remise, Repentigny ou environs. Lundi au soir. 581-5561.

302 ameublement

Lit d'eau, pins ou finis merisier ou capitonnés, velours côtelé, ou borg, bingbags et coussins. DECOR PLUS, 1203 Crescent, 871-8008.

2 superbes plaques murales en céramique valeur de \$110, pour \$50. ou \$30, chacune. 279-5276.

Poêle électrique, Moffat 220, bonne condition, bas prix. 270-2806.

Petite cuisinière à vendre (220) automatique, moderne, parfait état. \$50. 381-3053.

Maison de pièce sur pièce à tenon démonteur, prix à discuter (127 ans). Très bon état. Tél.: 381-3053.

305 antiquités à vendre

Vieux bureaux pas chers, 6 modèles différents \$20. et plus. Appelle Liliane 295-2396.

316 articles sport

Bottines ski Trappeur, \$45.00, \$20.00 - ski fibre verre Rosignol, \$35.00 - ski Head standard \$35.00. Particulier: 279-5276.

330 matériaux de construction

Arborite \$16.50. Armoire de cuisine directement du manufacturier, vanité, Naohron, estimation 381-9485.

349 lingerie fourrure vêtements

Robe de marié avec voile à vendre. Grandeur: 9-11 ans. Tél.: 256-6901.

FOURRURE LESSARD & REHEL

Pour achat de vos fourrures épargnez de 50

Éditorial

Mieux, mais encore insatisfaisant

En mettant des conditions au rapatriement de la constitution, M. Bourassa a livré en fin de semaine une partie de ce qu'on attend de lui. En définissant mal ces conditions, M. Bourassa a prouvé une fois de plus qu'il comprend fort mal les problèmes que pose au Québec la vie dans un cadre confédératif.

Quand M. Trudeau exprime le désir de voir le Canada contrôler bientôt sa constitution, il touche en chacun une corde sensible. Nul ne sera assez bête pour le contredire sur ce point ou pour se lancer dans un éloge du colonialisme et de la dépendance. La force de cette affirmation induit cependant M. Trudeau en tentation de sophisme: puisque le rapatriement de la constitution est souhaitable, on devrait, d'après lui, consentir à n'importe quel sacrifice pour effectuer ce rapatriement. Fort heureusement, M. Bourassa ne semble pas d'humeur à avaler cette couleuvre.

Au cours du colloque libéral de la fin de semaine, M. Bourassa a donc établi d'utiles distinctions entre les avantages indéniables du rapatriement et les risques qu'un rapatriement brusqué ferait courir au Québec. Le premier ministre Bourassa, en effet, attache du prix à une emprise canadienne sur notre constitution, mais il signale que "ce qui est bon pour le Canada se doit aussi d'être bon pour le Québec". Il veut le rapatriement, mais il veut aussi que la constitution rapatriée grave dans le plus dur béton certains droits dont le Québec a vitalement besoin. Si l'on devait rapatrier la constitution sans accorder au Québec certaines garanties, on immolerait l'identité québécoise sur l'autel de la fierté canadienne.

Quand il parle cette langue, M. Bourassa se situe dans la foulée de ses prédécesseurs qui, tous, bon gré mal gré, ont distingué entre l'intérêt québécois et le plaidoyer canadien. On regrettera assurément que M. Bourassa en vienne si tard et si timidement à une version québécoise des faits, mais on en réjouira qu'un premier ministre québécois de plus se sente contraint d'épouser la cause québécoise.

Ce qui inquiète, c'est qu'au moment même où il se décide enfin à entrevoir le destin québécois, M. Bourassa en dénature la trajectoire. Pour la deuxième fois en quatre ans, M. Bourassa, parce qu'il croit comprendre enfin de quoi il est question, s'aventure à rédiger les exigences québécoises. Pour la deuxième fois, M. Bourassa révèle son incompréhension du problème et enferme le Québec dans

une négociation dont il ne peut rien attendre. M. Bourassa, à Victoria, s'est laissé enfermer dans une impasse. Aujourd'hui, il s'y dirige de lui-même.

En 1971, M. Bourassa avait eu le plus grand mal à s'extraire de l'étau de Victoria. Certes, il avait fini par accoucher d'un "non" tardif au projet Trudeau-Turner, mais il lui avait fallu, à la dernière minute, recourir à une assez mauvaise excuse: s'il refusait le mode de rapatriement proposé c'est qu'il ne garantissait pas au Québec le contrôle du secteur social. Par la suite, le gouvernement fédéral réussit à inventer, précisément dans ce secteur, une formule mitoyenne, et le Québec se trouve privé de son prétexte. C'est à peu près là, d'ailleurs, que nous en sommes: le gouvernement fédéral continue d'agresser le Québec de mille et une manières, mais le Québec ne peut même plus se plaindre des attitudes fédérales en matière sociale.

A la suite de cette expérience, M. Bourassa aurait dû comprendre dans quelle ornière le gouvernement fédéral maintiendra toujours la négociation avec le Québec. Ottawa consentira, à l'occasion, à jeter du lest. Pour amener le Québec à consentir au rapatriement de la constitution, on lui accordera le droit de se croire vraiment maître d'un secteur. Pendant que Québec se gargarisera de mots, le gouvernement fédéral, lui, usera largement de son "pouvoir universel de dépenser" et récupérera discrètement même ses plus récents cadeaux.

Le gouvernement fédéral poussera même l'outrecuidance jusqu'à se payer ostensiblement la tête des provinces. Ainsi après avoir arraché aux provinces un large contrôle du secteur social, Ottawa ne s'apprête-t-il pas à en garder la direction tout en se déchargeant sur les provinces des responsabilités financières? Après avoir obtenu des concessions des provinces en échange de grands avantages économiques, le gouvernement fédéral se prépare en somme à conserver le contrôle conquis tout en retournant aux provinces le fardeau fiscal. Du coup, Ottawa se retrouve à la tête de centaines de millions dont il peut se servir pour obtenir des provinces des concessions importantes dans de nouveaux secteurs. Et la roue tourne.

La stratégie fédérale est devenue si manifeste qu'on ne comprend pas M. Bourassa de définir en termes aussi imprudents nos

exigences culturelles. Certes, le Québec a besoin de garanties accrues en matière de communications et d'immigration. Cependant, M. Bourassa devrait savoir que le gouvernement fédéral est parfaitement prêt à ce montrer temporairement gentil dans ces deux secteurs, pour peu que le Québec consente enfin à ce rapatriement constitutionnel. M. Bourassa, surtout, devrait savoir qu'au lendemain du rapatriement le gouvernement fédéral n'aura aucune peine, grâce à son droit de dépenser ce qu'il veut où il le veut, à reprendre ce qu'il vient de céder, y compris les communications et l'immigration.

S'il est réjouissant d'entendre dans la bouche de M. Bourassa l'affirmation d'un destin proprement québécois, on éprouve donc la plus vive inquiétude en voyant M. Bourassa, une fois de plus, réduire les besoins québécois à une couple de dossiers. L'expérience a pourtant démontré éloquentement et douloureusement l'inefficacité d'une telle stratégie. D'une part, nul ne sait aujourd'hui, pas plus que les Pères de la Confédération ne le savaient en 1867, selon quelles lignes de force s'articulera l'avenir. Dans ce contexte, comment se cramponner à l'immigration plus qu'à l'énergie, aux communications plus qu'au développement urbain? D'autre part, quels que soient les secteurs obtenus par la négociation avec Ottawa, l'expérience révèle que le pouvoir central envahit, avant même que l'encre des accords soit sèche sur les parchemins, les territoires de son choix. Que je sache, l'éducation n'a pas encore fait l'objet d'une cession au pouvoir central et celui-ci dépense pourtant dans ce secteur des centaines de millions.

Aux exigences que M. Bourassa a formulées en fin de semaine, il faut, de toute évidence, ajouter une limite constitutionnelle au pouvoir fédéral de dépenser. En effet, tant et aussi longtemps qu'Ottawa pourra faire intervenir ses millions sur le front de son choix, nulle entente fédérale-provinciale n'aura la moindre chance de résister au temps. Il faudrait, en outre, s'assurer que l'arbitrage constitutionnel relèverait désormais d'une cour suprême entièrement renouvelée.

M. Bourassa a trouvé le bon ton: il lui reste à prononcer le bon discours.

Laurent Laplante

billet

Rien de nouveau sous le soleil

Tout le monde se rappelle cette page de notre histoire du Canada où Samuel de Champlain, peu après son arrivée, avait réuni les principaux chefs indigènes de l'époque dans une vaste prairie. Devant eux, il tira quelques coups de sa fameuse arquebuse, histoire d'impressionner ses nouveaux "amis" tout en leur apprenant de quel côté se situerait désormais la souveraineté en Amérique septentrionale. On raconte que les "Sauvages" furent très impressionnés par cette démonstration de force militaire et s'enfuirent à toutes jambes. Par la suite, faute d'avoir pu se mettre d'accord sur une politique d'immigration énergique, ils furent naturellement exterminés.

Tout le monde sait aussi que dans la plupart des anciennes colonies, en Afri-

que, aux Indes, dans certains pays arabes, etc., à chaque fois qu'il se produisait un grand rassemblement d'indigènes pour une raison quelconque, l'armée coloniale d'occupation adorait faire étalage de son savoir-faire: une belle charge de cavalerie qui soulève beaucoup de poussière, un beau défilé de blindés, quelques coups des plus gros canons faisaient l'affaire. Il fallait surtout que cela soit bruyant et que ça impressionne le bas-peuple. Les indigènes retournaient ensuite dans leurs villages pénétrés d'un sain respect pour les forces d'occupation et le calme régnait sur la contrée.

En 1975, organisez dans le beau pays du Saguenay un congrès de ce que vous voudrez: des hommes d'affaires, des professeurs, des agriculteurs, des ouvriers, des garagistes, etc.,

et ce sera le calme plat. Les pilotes de la base d'occupation voisine continueront à trinquer au mess. Mais concentrez en ce lieu les têtes dirigeantes et les "faiseurs d'opinion" de la plupart des minorités francophones du Canada, et bientôt vous verrez arriver en rase-mottes les machines à tuer volantes les plus sophistiquées et les plus bruyantes dont dispose la Royal Canadian Air Force. Les bredouilllements insignifiants de Bourassa sur sa souveraineté culturelle se perdent dans le tonnerre des intercepteurs. De retour dans son patelin, le délégué francophone saura exactement de quel côté se trouve la force donc la souveraineté tout court.

Nihil novi sub sole...

L. Naud
Deschambault
Cité Portneuf

QUERELLE INTÉRIÈRE



(en reprise)

vous avez la parole

Mouvement pour conserver la renommée de la rivière Matane

Les véritables pêcheurs sportifs se posent de multiples questions quant au sort de cette rivière. L'incurie administrative provinciale, régionale et locale est rendue à un point tel que la renommée de ce cours d'eau pourrait bien sombrer dans l'oubli.

Ce n'est pas la première fois que je parle des conditions de pêche dans cette rivière. Les seuls résultats obtenus furent la disparition des embarcations entre l'écluse et le pont ainsi que la pêche du haut du pont. Je déplorais la pêche à partir du pont parce que les braconniers s'en donnaient à cœur joie. Un administrateur me disait que la pêche à cet endroit constituait un attrait touristique. La pêche a cessé lorsqu'un policier a été happé par l'hameçon d'un pêcheur (drôle de saumon n'est-ce pas?).

Il existe trois principaux obstacles à la montée du saumon dans la rivière Matane: le premier, c'est la passe migratoire. Cette dernière n'a jamais bien fonctionné depuis qu'elle a été construite. On a voulu la construire en béton sans tenir compte de l'instinct du saumon. Dans cette passe migratoire, on a installé une grande glace (encore pour

attraction touristique) pour mieux voir le poisson. Soyons réalistes! n'est-il pas plus naturel de regarder le saumon dans le lit de la rivière, près du pont? Observez les agissements du saumon dans cette cage artificielle. Il semble exténué, fatigué et incertain s'il va poursuivre la montée ou rebrousse chemin; ce qui arrive dans bien des cas.

Pendant plusieurs jours de juillet, j'ai observé un groupe de quelques huit saumons qui ne cessaient d'aller et de revenir le long de l'écluse et lorsque la marée se retirait, ils redescendaient le courant plutôt que de gravir les échelons de la passe migratoire. Tous les pêcheurs expérimentés s'accordent à dire que cela est un obstacle à la montée du poisson et qu'il faudrait y remédier immédiatement. Je serais très curieux de savoir ce qu'en pense nos grands connaisseurs que sont les biologistes. Malgré la demande faite aux autorités par l'association de chasse et de pêche de Matane pour corriger la situation, rien n'a bougé. Je serais d'avis qu'il faudrait former un mouvement de masse de toutes les associations de la ville pour faire agir les responsables de cet état de

choses. Tant et aussi longtemps que l'on s'en remettra à des gens de la trempe de Gérard-D. Lévesque (rivière Nouvelle), il existe bien peu d'espoir de réussite. Ici, je m'adresse aux pêcheurs plus âgés et je pense que vous serez d'accord avec moi: Rappelons-nous des bonnes années 50 et 60 alors que le saumon n'était pas stoppé par des barrières métalliques. Hélas! jamais plus nous ne connaîtrons des joies aussi grandes que celles que nous avons éprouvées dans les captures du roi des poissons. On dirait que l'homme dans ce domaine, comme dans bien d'autres, se plaît à détruire ce que la nature a conçu ou bâti. Permettez-moi une petite anecdote: lorsque le gouvernement s'est préoccupé de notre rivière pour la première fois, nous avions une passe migratoire qui fonctionnait à merveille. Elle était construite en bois qui, avec les années, s'était recouverte de limon constituant un passage naturel pour le poisson. Après avoir fait poser une barrière métallique dans le but de compter les saumons, un fonctionnaire du gouvernement fit assécher la passe migratoire et peindre en blanc un espace pour mieux voir le saumon (attraction touristique).

Après avoir décrit un premier obstacle, il faut s'attaquer au deuxième qui se trouve à quelques deux milles de Matane. Cette entrave se situe à la sortie du sanctuaire. Trop longtemps, le saumon demeure emprisonné à cet endroit à cause du manque de volume d'eau sur les paliers de l'écluse. Combien de fois ai-je vu des saumons essayer de sauter cette écluse et ils en étaient incapables à cause d'un mince filet d'eau. Les pseudo-connaisseurs diront que c'est naturel de voir le saumon séjourner longtemps dans le sanctuaire. Je vous dirai que c'est faux et en voici la preuve: durant les années 60, le même phénomène se produisait et, comme guide de pêche, je constatais qu'il y avait peu de saumons dans les fosses. Je me suis rendu au sanctuaire et, à ma grande surprise, il y avait là près de deux cents saumons. Ils nageaient en rond et, en observant leurs agissements, j'ai vu des poissons retomber dans le sanctuaire après de multiples sauts, pour franchir l'écluse. J'ai demandé aux gardiens pourquoi ils n'augmentaient pas le volume d'eau. "Nous n'avons pas l'ordre de le faire", m'ont-ils dit. A la suite d'une telle réponse, je suis allé rencontrer

le garde-pêche en chef pour lui faire part de mes constatations. Il corrigea la situation et, quelques jours après, nous faisons bonne pêche dans les fosses en amont de cette écluse. Rappelez-vous Messieurs les responsables locaux que l'attraction principale dans la pêche au saumon, c'est d'abord et avant tout de le voir lutter lorsqu'il est happé par une mouche. Voilà l'attraction qui peut constituer une véritable attraction touristique; c'est cela que le professionnel comme l'amateur demande.

Enfin, j'en arrive à un troisième et le pire d'entre tous. Je suis sûr que vous l'avez deviné: "Le Braconnage". J'en ai parlé souvent dans le passé, mais les autorités sont demeurées en grande partie sourdes à mes remarques. Cette méthode éhontée de la capture du saumon est à la vogue sur la rivière Matane plus qu'elle ne l'a jamais été dans le passé. Tous les moyens sont bons: dynamite, filet, lancer léger, l'accrochage, etc. Inutile d'explicitier davantage et de vous raconter ce que j'ai vu sur la rivière lors de mes excursions de pêcheur et d'observateur. Tous les véritables pêcheurs sportifs que vous rencontrez sont exaspés

rés de cette situation dégoûtante. D'ailleurs, bon nombre de pêcheurs étrangers ont exprimé leur pensée dans les journaux contre cette forme de vandalisme.

Que font les responsables de la rivière dans une telle situation? Est-ce que le travail des gardes-pêche ne consiste qu'à regarder le permis de pêche et à le signer? Il ne faut pas se contenter d'une patrouille en hélicoptère. Nous savons tous que les pires braconniers travaillent la nuit; c'est alors qu'il faut essayer de contrecarrer leur action. Lorsque vous allez pêcher le matin et que vous voyez des saumons de vingt livres morts emportés par le courant: cela vous donne la nausée.

Permettez en terminant, que je demande à toutes les honnêtes gens de notre région et d'ailleurs de revendiquer l'aide nécessaire et indispensable pour conserver la renommée de notre rivière. Nous en avons besoin pour le sport et notre industrie touristique. Seule, une vitalité collective peut sauver ce beau patrimoine.

Lucien Fallu,
Président du Comité de saumon
Matane

le fond des choses

Point de vue de femmes démographes...

Chaque femme doit trouver la meilleure solution possible pour son propre cas

En tant que démographes et en tant que femmes, nous sommes restées stupéfaites devant les affirmations de Monsieur Jean-Morse Chevrier dans son article "L'avortement est et demeurera toujours une solution extrême de désespoir" (Le Jour, 11 août 1975), étant donné les déclarations aussi erronées et les opinions "subtilement" chauvines qu'il y manifestait. Voici pourquoi.

Soulignons d'abord rapidement, puisque ce n'est pas le but spécifique de notre propos, qu'en écrivant que l'avortement consiste en "la mise à mort d'être humains", Monsieur Chevrier ne donne que son opinion personnelle puisque la médecine et la biologie actuelles ne peuvent rien affirmer quant au début de la vie humaine (1). Attardons-nous plus longuement sur les arguments démographiques.

Pour ce qui est de la relation entre taux de natalité et avortement, précisons qu'il y a sûrement une relation entre les deux phénomènes dans les pays où l'avortement, légalisé ou non, représente un moyen contraceptif généralisé et reconnu. C'est précisément le cas des pays de l'Est, exemple rapporté si peu subtilement par Monsieur Chevrier. Citons pour lui répondre quelques lignes de Monsieur Roland Pressat, professeur au département de démographie de l'Université de Montréal: "L'incidence des législations libérales (en matière d'avortement) sur le niveau de fécondité apparaît finalement très variable selon les pays, le contexte politique et social étant un facteur de différenciation beaucoup plus important". (2) A ce sujet, Monsieur Pressat aime aussi à souligner qu'en Angleterre, tant que l'avortement a pris une importance croissante, la natalité est restée stationnaire; puis, la fréquence des avortements se stabilis-

sant, on a assisté curieusement à une chute de la natalité...

Changement politique

On reconnaît ainsi qu'un changement de politique en matière d'avortement peut avoir temporairement des effets importants mais ils sont compensés à plus ou moins long terme par la contraception. Dans un pays où la contraception est assez répandue sans être nécessairement toujours efficace, l'avortement apparaît comme solution de deuxième ordre mais doit demeurer possible pour chaque femme. On peut donc penser qu'au Québec l'avortement n'est et ne serait en aucun cas, même s'il était sur demande, un facteur de première influence sur la natalité, puisque le taux de natalité est déjà assez bas (14.2% en 1973) et que cette baisse s'explique plus par la volonté des gens d'avoir moins d'enfants que par le recours à l'avortement. Ajoutons aussi en terminant les considérations démographiques, qu'il est ridicule d'imputer à la propagande impérialiste américaine la montée du mouvement en faveur de l'avortement au Canada et au Québec. Dans tous les pays industrialisés, on constate une concurrence entre le nombre d'enfants souhaités et le maintien du niveau de vie, quelle que soit l'incidence de l'avortement. D'ailleurs, un faible taux de natalité n'est pas effrayant en soi, il peut le paraître cependant par ses implications dans la redéfinition qu'il exige des structures sociales.

Quant à l'explication de Monsieur Chevrier sur la non-utilisation de contraceptifs et l'avortement, elle nous apparaît trop facile et très simpliste.

Mentionnons d'abord que la contraception n'est pas encore accessible à toutes les femmes, et même si elle l'était, les moyens actuellement

proposés sont loin d'être idéaux. La pilule cause des effets physiologiques et psychologiques sévères chez plusieurs femmes (on aurait cru un psychologue renseigné sur la question) et le stérilet est aussi source de rejets et d'infections assez répandues. Comme ce sont les deux moyens les plus efficaces actuellement disponibles (à noter qu'ils ne s'adressent qu'aux femmes), on ne peut se surprendre que plusieurs femmes qui se font avorter ne les utilisent pas. C'est d'ailleurs à elles de décider de la façon la plus appropriée, compte tenu de leur état physique et psychologique, du moyen d'éviter d'avoir des enfants non désirés. A moins que victimes du plaisir de la chair, elles doivent en payer le prix...

Qualité de la vie

Passons maintenant aux droits et à la qualité de la vie des femmes, puisqu'ils semblent si chers à Monsieur Chevrier. Lorsqu'il mentionne que la légalisation de l'avortement ne contribuera pas à accroître ses droits, nous ne voyons là qu'une opinion et en telle matière sur les droits de la femme, nous croyons que nous sommes mieux placées pour les réclamer et les défendre. Si ce sont des hommes qui ont "soulevé systématiquement la question de l'avortement au Canada", nous croyons savoir que c'est sous pression de groupes de femmes, qui ne sont pas encore très bien représentées au parlement canadien pour pouvoir le faire. Informons aussi Monsieur Chevrier qu'un des principaux députés qui s'est débattu pour que le gouvernement canadien légifère sur l'avortement est Grace McNis, alors députée de Vancouver Kingsway, qui est, à n'en pas douter, de sexe féminin.

Nous voulons aussi reprendre l'auteur de l'article lorsqu'il souligne

les difficultés qu'occasionne souvent pour la mère la naissance de l'enfant". Nous sommes d'accord avec lui sur le fait que c'est précisément la femme qui devra en souffrir; cependant, ce n'est pas la naissance qui présente des difficultés (celles-ci, les femmes ont toujours su les assumer) mais plutôt le problème que pose quotidiennement un enfant non voulu, surtout dans une société où il faut se battre pour que la femme ait un autre rôle reconnu qu'uniquement celui de mère et qu'on le lui refuse à tout instant (discrimination dans les emplois et salaires, problèmes de garde-rie, congés de maternité insuffisamment longs et défrayés par l'assurance-chômage et l'assurance-maladie...).

Ajoutons aussi qu'en termes de pression, on ne veut ni doit obliger personne à pratiquer un avortement ou une femme à se faire avorter. Cependant on exige le droit à l'avortement et ainsi le droit qu'une femme qui a décidé de se faire avorter puisse le faire dans les meilleures conditions possibles et par quelqu'un qui, évidemment, consent à lui procurer cette assistance médicale. Nous sommes d'ailleurs fort surprises qu'on invoque les pressions exercées sur le personnel hospitalier pour qu'on procure l'avortement puisque, d'une part, les hôpitaux sont tenus par la loi de pratiquer l'avortement dans les cas où la vie et la santé de la mère sont en danger (ce qui est d'ailleurs très restrictif et inégalement appliqué) et d'autre part, plus de 300 médecins, au Québec seulement, déclarent officiellement être obligés d'opérer dans l'illégalité compte tenu des pressions contre l'avortement et ne répugneraient certainement pas à procurer cet acte si la loi était mieux appliquée ou plus libérale.

D'ailleurs, n'est-ce pas opprimer les femmes que de dire, comme le fait Monsieur Chevrier, si la femme "désire contrôler le taux de naissance qu'elle le fasse par la contraception; si elle se voit dans l'impossibilité de garder l'enfant, qu'elle le confie à des parents adoptifs". Nous achevons notre propos sur ces paroles mesquines de l'auteur en lui rappelant que chaque femme a le droit de trouver la meilleure solution possible pour son cas et que ceci implique que toutes les possibilités lui soient offertes. Nous invitons aussi médecins et psychologues à corriger les déclarations de Monsieur Chevrier sur les conséquences physiologiques et psychologiques de l'avortement et des enfants non désirés, car on y trouve aussi beaucoup d'erreurs de mauvaise foi.

En terminant, nous donnons tout notre appui au mouvement pour la contraception et l'avortement libres et gratuits.

Carmen Bellerose
Francine Bernèche
Denise Desrosiers
Aline Emond
Lyse Frenette
Louise Normandeau
Maria Segovia Cuevas

1. La société québécoise face à l'avortement, Ligue des droits de l'homme, Éditions Leméac, Ottawa, 1974, p. 73.
2. Contraception, avortement, démographie, in Sciences et Avenir, La Terre malade de la population, Janvier 1975.



(Photo Michel Giroux)

Ce n'est pas la naissance qui présente des difficultés mais plutôt le problème que pose quotidiennement un enfant non voulu, surtout dans une société où il faut se battre pour que la femme ait un autre rôle reconnu qu'uniquement celui de mère...

René Lévesque

Le premier testament de Galbraith (1)

John Kenneth Galbraith est l'un des économistes les plus réputés de notre époque. Cet ancien "p'tit gars" de l'Ontario rural, ayant secoué très jeune la poussière de ses souliers, a fait toute sa vie aux États-Unis. Et, ma foi, c'est toute une vie. Non seulement sa pensée économique a-t-elle atteint le plus vaste public, sans aucun doute, qu'on soit jamais parvenu à attirer à ce sujet qui n'est pas censé briller particulièrement par le sex-appeal. Mais Galbraith a réussi, par-dessus le marché, une très riche carrière d'enseignant, entrecoupée de fécondes "sabbatiques" qui lui ont permis de tenir des rôles aussi divers que ceux de conseiller politique, d'ambassadeur en Inde et de vedette de la "Nouvelle Société", membre en règle du fameux clan Kennedy à ses heures de gloire. C'est peut-être cet éparpillement trop enviable qui a suscité, chez certains de ses pairs, une sorte de dédain officiel pour ses ouvrages qui, s'ils n'ont pas révolutionné cet art-science qu'est l'économie, ont par ailleurs le mérite incalculable d'en parler toujours avec clarté et, surtout, avec une perception d'humanisme à qui sa spécialité n'a pas fait oublier l'ensemble de la condition humaine. Voilà probablement, au fait, ce qu'on lui pardonne le plus difficilement dans les milieux chagrins, cette ample chaleur de la vision qui, même en donnant aux questions économiques toute leur place, et qui est énorme, se refuse à en faire cet absolu, cet alphaméga de la société qu'y voient des gens de moindre envergure. De plus, et voilà bien le pire, Galbraith est un écrivain d'une rare élégance, doublé d'un humoriste souvent féroce — surtout lorsqu'il parle de bon nombre de ses savants confrères!... Or, à la fin du printemps, Galbraith décidait de prendre sa retraite comme professeur, quittant la chaire d'économie qu'entre ses plongées dans la vie publique il occupait à Harvard, qui est pour ainsi dire le navire-amiral de la grande flotte universitaire américaine. Et à quoi donc un écrivain emploierait-il sa retraite, si ce n'est à écrire?...

L'inflation et la "gauche démocratique"

C'est à New Republic (16-23 août 75), l'une des plus anciennes et prestigieuses publications "social-démocrates" des États-Unis, qu'il vient de confier ses tout premiers propos de retraité. Plutôt bref, cet article vise à indiquer ses plus urgentes missions à la "gauche démocratique", qu'elle soit américaine ou de n'importe où en Occident. Il est comme toujours marqué au coin de cette limpidité qui sait rendre accessibles les sujets les plus complexes. En quelques feuillets d'une extraordinaire densité, Galbraith y donne d'abord son verdict sur la grande priorité qu'est la lutte à l'inflation, puis une feuille de route tout aussi claire et concise touchant la façon de bien développer — et administrer — ce morceau essentiel d'une société vraiment démocratique: le secteur public de l'économie. Voyons pour commencer ce qu'il trouve à dire au sujet de l'inflation et de son revers apparemment fatal, la récession et le chômage, ce cercle vicieux que, "pas plus que ceux de droite, les hommes de gauche n'ont encore trouvé le moyen de rompre par une politique où l'on puisse marier une convenable stabilité des prix avec un convenable maintien de l'emploi le plus plein possible." Avec la sérénité que lui permet son âge aussi bien que sa vaste expérience, et le franc-parler de l'auteur à succès qui n'a besoin de personne, voici l'ordonnance que Galbraith nous suggère: "Le premier pas concret vers cette stabilité sans chômage excessif, ce doit être une vigoureuse compression des augmentations de revenus. Il faut qu'elles cessent au plus tôt de dépasser dangereusement les moyens qu'a la société globale d'y répondre. Cependant, jamais le monde syndical n'acceptera de se serrer la ceinture à moins que les classes moyennes supérieures ainsi que les riches ne soient sérieusement tenus à en faire autant, si bien vus que soient dans les beaux salons les pieux arguments qui prétendent le contraire... De là ce pilier indispensable de la seule politique sensée pour des démocrates vraiment progressistes: en même temps qu'on doit faire accepter aux syndicats d'ajuster leurs demandes à ce que peuvent fournir les gains de productivité, l'équité la plus élémentaire exige que les appétits des groupes à hauts revenus soient soumis à des compressions plus sévères encore, afin que l'ensemble des augmentations cesse de dépasser la capacité globale de l'économie. Partout où le contrôle des marchés est largement aux mains des grands pouvoirs corporatifs, cela signifie évidemment qu'il faut instaurer le contrôle des prix de même que celui des profits. Et cela signifie aussi, de manière encore plus impérative, un régime d'impôts sur le revenu qui soit efficace et vigoureusement progressif. Car si la nécessité d'une sérieuse modulation salariale est désormais acceptée de façon générale comme un facteur clé de toute stabilisation réussie, il est loin d'en aller de même dès qu'on parle de comprimer les revenus annuels des gros bonnets, les profits ou les rentes de propriété, et de hausser comme il se doit les taxes qui les frappent. Pourtant, aucune stratégie de stabilisation n'est possible — ni certes acceptable pour une gauche démocratique digne de ce nom — si elle prétend s'en tenir à la seule compression des petits ou moyens salaires..." Après quoi, tout aussi nettement, Galbraith termine en mettant ses interlocuteurs en garde: "Il faut qu'ils évitent particulièrement de se laisser brouiller par ces économistes du statu quo, quelles que soient par ailleurs leurs prétentions idéologiques, qui vont sans cesse concoctant de magiques formules fiscales ou monétaires supposément capables d'enrayer l'inflation et de maintenir le plein emploi, tout en laissant au soi-disant libre jeu du marché le sort des prix et des revenus..." Ce genre de foutaise ressemble en effet énormément à celles qui émanent à jet plus ou moins continu d'Ottawa, de sa succursale québécoise et de leurs vrais patrons des milieux financiers. Alors que la recette sans équivoque et fort probablement sans réplique de Galbraith, on l'aura peut-être remarqué, diffère fort peu de celle que le PQ, et M. Jacques Parizeau tout spécialement, ont tâché de faire entendre à maintes reprises depuis que l'inflation s'est mise à nous dévorer.

vous avez la parole

Un règlement qui n'a pas le sens de la justice...

M. Claude-E. Forget

Ministre des Affaires sociales

Qui a mené la grande vie ne paie pas un cent mais qui a ménagé ses écus doit contribuer au prix fort; telle est la conséquence horrifiante de votre Règlement 75-216, paru dans la Gazette Officielle du onze juin, pages 2751 et suivantes.

Ainsi, un ancien curé est sans le sou parce qu'il s'est baladé en autombolles neuves de vingt-sept à soixante-seize ans, s'est gavé de filet mignon quotidiennement, s'est imbibé de vingt-six onces de Paarl Brandy chaque soir et passait trois longs mois en Floride chaque hiver; providentiellement cardiaque, il recevra des attentions très particulières dans un de vos centres hospitaliers de soins prolongés sans avoir à payer absolument rien.

En revanche, une veuve sans enfants s'est, de seize à quatre-vingt-cinq ans, thésaurisé de l'argent "pour ses vieux jours" en marchant tous les jours à pied, en avalant des "beans" six soirs par semaine, en ne buvant jamais rien de plus fort que du Ginger Ale Bull's Head, et en ne voyageant que chez Eaton's de Montréal; exécrablement aveugle, et tassée dans un de vos centres hospitaliers de soins prolongés, elle reçoit mensuellement cent vingt-trois dollars du fédéral, cinquante-et-un dollars de la pension de son feu-mari, et cent quarante-six dollars d'intérêts sur des obligations. Sur son trois cent vingt dollars, vous lui laissez une allocation stupide de quarante-cinq dollars et vous décrêtez, sans que cela ait été voté à l'Assemblée nationale, qu'elle doit à l'hôpital cinquante pour cent des

deux cent soixante-quinze dollars restants, soit cent trente-sept dollars et cinquante cents...

Et c'est loin d'être fini! Comme cette veuve qui a gratté possède un avoir liquide de vingt-sept mille huit cent vingt-cinq dollars, vous lui laissez sur ses propres économies un plaisantin quinze cents dollars et ainsi elle doit verser mensuellement à l'hôpital un demi de de pour cent de vingt-six mille trois cent vingt-cinq dollars, soit, en plus du susdit, cent trente-et-un dollars et soixante-deux cents. Pour le curé qui s'est bourré, tout est gratuit; mais pour la veuve qui s'est privée toute sa vie, le centre hospitalier de soins prolongés coûte donc mensuellement le total de deux cent soixante-neuf dollars et douze cents... en attendant que sur les économies de sa vie entière il ne lui reste plus un sou!

Monsieur le ministre, je calcule tout cela en consultant votre règlement 75-216, qui n'a jamais été soumis à une commission parlementaire, et votre autoritaire communiqué de presse du vingt-sept juin (annexe, Exemple II). Conséquemment, comme prêtre, je prie quotidiennement à ma messe le Dieu infiniment juste, par la médiation de son Fils crucifié injustement, de vous faire souffrir dix années de votre vieillesse dans un centre hospitalier de soins prolongés, avec la charitable intention que vous y ayez amplement le temps d'y acquiescer un milligramme du sens de la justice.

Armand Croteau
Montréal

Le Québec en 110 comtés

Deux comtés semblables

La métropole des Cantons de l'est est partagée entre deux comtés. La majeure partie de la ville forme le comté qui porte son nom alors que le reste appartient au comté semi-urbain de St-François. Sherbrooke est un centre éducatif, industriel et commercial dont la population a augmenté de 21% entre 1961 et 1971 ce qui indique une situation économique assez bonne contrairement à la plupart des villes de province.

Sherbrooke: L'élimination des tiers-partis

Le comté de Sherbrooke correspond à la partie de la ville située à l'ouest de la rivière St-François. Sa population est francophone à 89%.

Le député libéral a été avec 52% des voix contre 31% au candidat péquiste (35% du vote francophone). Il est à remarquer que ce dernier pourcentage correspond aux résultats de Québec et de Hull, les deux autres grandes villes de province. Ce résultat est d'autant plus intéressant qu'il limite l'UN et le PC à 6% et 11% du vote respectivement, ce qui n'est pas le cas à Victoriaville, Granby ou Drummondville, d'autres villes de la même région. Ce comté sera certainement à surveiller aux prochaines élections.

St-François: Des anglophones éclairés

Le comté de St-François est un comté semi-urbain qui comprend la partie de la ville de Sherbrooke

située à l'est de la rivière St-François et la région immédiate au sud-est. C'est un comté francophone à 85%. Le candidat libéral a remporté la victoire avec 53% des voix contre 29% au PQ (34% du vote francophone). Le PC et l'UN suivent avec 12% et 5% respectivement. On voit donc que l'électorat de ce comté se comporte comme celui du comté de Sherbrooke.

A Sherbrooke et Fleurimont (Ascot-Nord), ce qui représente 68% des votes valides du comté, l'écart entre le PL (48% du vote) et le PQ (33% du vote) est réduit à 15%. A l'est dans la région semi-agricole d'Ascot-Corner, une fièvre créditiste de 23% du vote recule le PQ à 23% du vote. On retrouve là un événement bien régulier partout au Québec: la faiblesse du PQ en milieu rural. Un peu plus au sud, à Lennoxville la population n'est francophone qu'à 46%. Évidemment le vote

libéral est propulsé à 68% mais le vote péquiste de 21% représente un vote de 46% chez les francophones! La région abritant un cegep et une université anglophones, il serait prudent de faire l'hypothèse qu'un pourcentage significatif des anglophones (10% environ) a voté pour le parti indépendantiste. Pour une fois l'éducation sert à quelque chose au Québec! Au sud du comté nous entrons dans la région agricole autour de Waterville. Comme à Ascot-Corner, un vote créditiste de 18% s'avère néfaste au PQ qui recule à 16% (20% du vote francophone). Les 22% d'anglophones assurent au parti libéral 60% des voix. Encore une fois le parti créditiste sert à diviser le vote francophone sous l'oeil amusé des anglophones et de leurs valets libéraux. Il faut croire qu'à une dizaine de milles de Sherbrooke, on est déjà en pleine campagne!

Qu'est-ce qui arrive?

A retenir

Télévision

Réseau-Soleil (R.C.) à 13h 35: De Rouyn. "Une vraie fée avec des bouts de tissus". Mme Labelle et son mari, un magicien du bricolage et de l'invention. Le programme inédit des terrains de jeux de Rouyn-Noranda: pendant deux jours les jeunes vivent dans la nature.

Allez hop! (R.Q.) à 20h: Le jogging est-il un sport ou un simple exercice de conditionnement physique?

Témoignages (R.C.) à 20h 30: "A chacun sa leçon". Une jeune femme séduisante reçoit avec retenue les propos galants d'un Casanova, ami de son mari, et finit par accepter un rendez-vous dans un restaurant, le mari surprend la conversation téléphonique et se propose de donner à chacun une leçon. Avec Elisabeth Lesieur, Ronald France et Jacques Godin.

Divers pour l'été (R.Q.) à 21h30: Le Festival "Animation Centre-ville" à Rouyn, la troupe du "Théâtre Moins un" et le Carrefour des Arts de Shawinigan.

Document (R.C.) à 21h30: Tour d'horizon politique et social de l'Amérique latine.

Rencontres (R.C.) à 23h: Maryvonne Kendergi, musicienne et professeur à la faculté de musique de l'Université de Montréal, présidente et membre fondateur de la Société de musique contemporaine du Québec.

Les joueurs (R.C.) à 23h 30: "Les machines à faire

peur". Rendez-vous des amateurs de frissons, les parcs d'attractions constituent une source de défoulement.

Cinéma (R.C.) à minuit: "La loutre". Drame policier réalisé par Joseph Lisbona, avec Jean Richard, Dany Robin et Magali Noël. Malheureux en ménage, un homme rêve chaque nuit qu'il assassine sa femme. Il se rend chez un psychiatre où il retrouve un amour de jeunesse. Il décide alors de tuer son épouse et, après s'être préparé un alibi, met son projet à exécution... du moins, il le croit. (France 1965)

Radio

Présent édition québécoise (CBF 690) à 9h05: Conflit entre les médecins et les pharmaciens de la région d'Amqui. Guyenne, une paroisse marginale en voie de fermeture.

A l'antenne (CBF 690) à 9h31: Colette Devlin reçoit Claude Trenet, Germano Rocha et Michèle Gréco.

Carnet des arts (CBF 690) à 12h20: Jean Sarrazin s'entretient avec madame Vicki Larose, directrice du Musée de la Société historique du comté d'Argenteuil.

Cinéma

Au cinéma 2001, deux films avec les Rolling Stones: "Gimme Shelter", à 19h et "Ladies and Gentlemen: The Rolling Stones", à 21h30. Au grand cinéma de la Place Ville-Marie, un film qu'il faut voir absolument: "Nashville". Une talentueuse critique de la société américaine à travers ses institutions les plus chères.

Variétés

Au Patriote de Ste-Agathe: Yvon Deschamps avec un tout nouveau spectacle.



A la Butte à Mathieu de Val David, Claude Léveillé poursuit son spectacle jusqu'au 1er septembre avec ses musiciens: Richard McClisch à la guitare six cordes, Michel Lefrançois à la guitare 12 cordes et à l'éminent, Réjean Emond à la batterie, Florient Richard à la contre basse et André Vincelli au clavier.

où irons-nous?

Cinéma

ARLEQUIN: 1004 Ste-Catherine E., 288-2943. "La contesse nue" à 2.35, 6.05 et 9.35. "Clinique diabolique" à 1.00, 4.30 et 8.00.

ATWATER 1: Plaza Alexis Nihon (Niveau du métro) 935-4246. "Dragon Files" à 2.35, 3.15, 5.15, 7.15, 9.15.

ATWATER 11: Plaza Alexis Nihon (étage mode) 931-3313. "Funny Lady" à 7.00, 9.30.

AVENUE: 1224 Greene Av., Westmount 937-2747. "Hennessy" à 1.20, 3.15, 5.10, 7.10 et 9.15.

BERRI: 1280 St-Denis, 878-2424. "La tour infernale" à 1.25, 4.50, 8.15.

CANADIEN: 1200 Ste-Catherine E. 523-5180. "Chair pour Frankenstein" à 1.00, 2.45, 4.30, 6.15, 8.00, 9.45.

CHAMPLAIN: 1815 Ste-Catherine E. 524-1685. "Plein la gueule" à 1.00, 5.15, 9.30 et "Le flambeur" à 3.10 et 7.30.

CHATEAU 1: 6956 St-Denis 271-4400. "Fraulein en uniforme" et "Des filles qui rient après l'amour".

CINE-CENTRE 1: 539 Ste-Catherine, 845-2000. "The wind and the lion" à 12.50, 2.55, 5.05, 7.10, 9.20.

CINE-CENTRE 11: "Once is not enough" à 12.15, 2.25, 4.40, 6.50, 9.00.

CINEMA 2001: 855 Décarie, 277-2001. "Gimme Shelter" à 7.00. "Ladies and Gentlemen: The Rolling Stones" à 9.30.

CINEMA 7e ART: 3180 Bélanger est. 722-0302. "Jeremiah Johnson" et "Qu'est-ce que ça veut dire" sur semaine à 7.30 et 9.35.

CINEMA LE PIERROT: 1590 St-Denis, 845-3222. "Le mouton enragé" à 1.00, 3.10, 5.20, 7.30, 9.40.

CLAREMONT: 5083 Sherbrooke O., "Once is not enough" à 12.30, 2.45, 4.50, 7.00, 9.10.

CREMAZIE: 8610 St-Denis, 388-4210. "Tremblement de terre" à sam et dim: 12.15, 2.25, 4.45, 7.00 et 9.30, sur semaine: 7.30, 9.30.

DAUPHIN: (McLaren) 2396 E., Beaubien, 721-6060. "Chinatown" à sam et dim: 2.30, 5.00, 7.15, 9.30, Lun. au vend: 7.15, et 9.30.

DAUPHIN: (Renoir) 2396 E., Beaubien, 721-6060. "Lenny" à sam et dim: 1.00, 3.10, 5.10, 7.30, 9.30, Lun. au vend: 7.30 et 9.30.

FLEUR DE LYS: 858 Ste-Catherine E., 288-3303. "Zig Zag" à 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.

GREENFIELD 1: 519 Boul. Taschereau, 671-6129. "Jaws" à sam et dim: 12.15, 2.25, 4.45, 7.00, 9.15; semaine: 7.00.

JEAN-TALON: 4225 Jean-Talon E., 724-7000. "Les fous du stade" à dim: 1.00, 4.05, 7.10, 10.15. Sur semaine: 7.10, 10.15. "Les Charlots font l'Espagne" à dim: 2.30, 5.35, 8.45; sur semaine: 8.45.

KENT: 6100 Sherbrooke O., 489-9707. "Jaws" à 12.15.

2.25, 4.45, 7.00, 9.15; semaine: 7.00.

LOEWS: 954 Ste-Catherine O., 866-5851. "Jaws" à 12.15, 2.25, 4.45, 7.00, 9.15. Samedi, dernier spectacle à 11h30.

MERCIER: 4260 Ste-Catherine, 255-6224. "Au rendez-vous de la mort joyeuse" à sam et dim: 2.40, 6.20, et 10.00, lun. au ven: 8.00.

MONKLAND: 5505 av. Monkland, 484-3570. "Reincarnation of Peter Proud" à 2.40, 6.15, 9.55. "Happy Hooker" à 12.55, 4.30, 8.10.

OUTREMO: 1248 Bernard O., 277-4145. à 6.00: "Cris et chuchotements" à 8.00: "La femme de Jean" et à 10.00: "Love".

PALACE: 688 Ste-Catherine O., 866-6999. "Walking tall, part II" à 12.50, 3.00, 5.10, 7.20, 9.30. Samedi dernier spectacle à 11.30.

PARC (Verdun): 720 av. de l'Inde, 768-2509. Vendredi: "Yas pas de mal à se faire du plaisir" à 6.25, 9.35. "Sexe à crédit" à 8.00. Fin de semaine: "Yas pas de mal à se faire du plaisir" à 12.15, 3.20, 6.25, 9.35. "Sexe à crédit" à 1.45, 4.55, 8.00.

PLACE DU CANADA: Entrée Via Hôtel Château Champlain, 861-4595. "Blue Water While Death" sur sem: 1.15, 3.15, 5.15, 7.15, 9.15.

PLACE VILLE-MARIE GRAND: 777 Dorchester O. 866-2644. "Mandingo" à 12.10, 2.20, 4.30, 6.45, 9.00.

RIVOLI: 11, 7606 St-Denis, 277-4129. "La gifle" à 1.20, 5.20, 9.20. "Vincent, François, Paul et les autres" à 3.10, 7.15.

SNOWDON: 5225, boul. Décarie, 482-1322. "One of our dinosaurs is missing" à 12.30, 3.35, 6.40, 9.25, et "Cinderella" à 2.15, 5.20 et 8.15.

SEVILLE: 2155 Ste-Catherine O., 931-1139. "Roller Ball" à vendredi, samedi, dimanche: 1.30, 3.50, 6.10, lundi au jeudi: 2.00, 4.20, 6.40, 9.00.

ST-DENIS: 1694 St-Denis, 849-4211. "Les fous du stade" à 2.55, 6.25 et 9.55 et "Les 2 filleuls du parrain" à 1.20, 4.50 et 8.20.

VAN HORNE: 6150 Côte des Neiges, 731-8423. "Mandingo" à 12.20, 2.35, 4.50, 7.05, 9.25.

VENDOME: Place Victoria, 878-1451. "Hot Parts" à 12.15, 2.15, 4.15, 6.15, 8.15, 10.20. "Old Borrowed and Blue" à 1.15, 3.15, 5.15, 7.15, 9.20.

VERSAILLER: 7255 Sherbrooke (SALON BLEU): "Rollerball" à sam et dim: 2.00, 4.20, 6.40 et 9.00. Sur sem: 6.40.

(SALON ROUGE): "L'homme qui voulait violer le monde entier" et "Vla que les nonnes dansent le tango".

VERDUN: 3841 rue Wellington, 768-2092. "Le voyage fantastique de Sinbad" à sam.

et dim: 2.20, 6.00, 9.40, lun. au ven: 8.00. "La grande Jacob" à sam. - dim. 12.30, 4.00 et 8.00. Lun. - ven: 6.10, 9.40.

VILLERAY: 8042 St-Denis, 338-5577. "Au rendez-vous de la mort joyeuse" à sam et dim: 2.40, 6.20, 10.00, lun. au ven: 8.00.

WESTMOUNT SQUARE: "The Wind and the Lion" à 12.30, 2.35, 4.40, 6.50, 9.00.

YORK: "Return of the Pink Panther" à 12.45, 2.50, 4.50, 7.00 et 9.15.

CINE-PARC ODEON (route 20, sortie 60) 655-0692: Ecran n° 1: "Plein la gueule" et "Sept minutes pour mourir". Ecran n° 2: "Le nouvel amour de Coccinelle" et "Quatre bassets pour un Danois".

CINE-PARC ST-JEROME: Auroroute des Laurentides (sortie 27 ouest, rue St-Nicholas) "La tour infernale" et "Police puissance sept".

VIDEOGRAPHE: 1604 rue St-Denis, 842-9786. "Publité au boutte" de Gilles Desnoyer et Pierre Leblanc, film de 20 minutes. Tous les jours de la semaine à 8.00, entrée libre. Jusqu'à 22.00 inclusivement.

CONSERVATOIRE D'ART CINÉMATOGRAPHIQUE: 1455 boulevard de Maisonneuve, 879-4348. Relâche jusqu'au 6 septembre.

CENTRE D'ESSAI DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL: 2332 boulevard Édouard-Montpetit. "La garde montée ou un épisode dans la vie canadienne de Don Quixote", de Jean-Claude de Magnier. Du 4 juillet au 17 août. Du mardi au samedi à 21.00. Entrée libre.

MAISON DES ARTS LA SAUVAGE: 160 est, rue Notre-Dame (près de la Place Jacques-Cartier) 276-2386, 279-3278. Le groupe "Les Voyages" présente: "Les Voyages" de Michel Garneau, les jeudis, vendredis et samedis à 21.00 jusqu'au 30 août.

THEATRE BEAUMONT - ST-MICHEL: (St-Michel de Bellechasse): "Le canard à l'orange" de William Douglas Home, avec Hélène Loiselle, Anne Villeneuve, Lenie Scottie, Jean-Marie Lemieux et Jean Leclerc.

STUDIO THEATRE DE STE-SOPHIE: (514) 436-1304. "Les tourtereaux" de Jean-Claude Germain.

TNM: "Citrouille" de Jean Barbeau, avec Lise et Jean-Marie Da Silva. Les jeudis, vendredis, samedi et dimanche à 21h00 (514) 861-0563.

THEATRE DE L'ESCALE: St-Marc-sur-le-Richelieu, 584-2226. "L'été s'appelle Julie", de Marc Dubé. Sur semaine: 21.00.

THEATRE DES PRAIRIES: Notre-Dame-des-Prairies, Joliette. 756-0559. "La libellule" d'Aldo Nicolai. Sur semaine: 21.00; samedi: 20.00 et 22.30, dimanche: 20.00. Relâche dimanche et lundi.

THEATRE DE SUN VALLEY: Val-Morin, 229-3511 ou 435-5841. "O mes alex" de José-André Lecour, sur semaine: 20.00, samedi: 20.00 et 22.30, dimanche: 20.00. Relâche le lundi.

THEATRE MOINS-UN: pavillon Lafontaine, 1301 Sherbrooke Est, Ben-Ur, de Jean Barbeau, avec mise en scène originale de Guy Beaulieu, les jeudis, vendredis et samedi à 20.30, relâche le reste de la semaine. Jusqu'au 30 août.

PATRIOTE DE STE-AGATHE: Yvon Deschamps. Tous les soirs à 21h00. Le samedi, 20h et 23h. Relâche le lundi.

CAFE CAMPUS: coin Queen Mary et Decelles: Relâche.

HOTEL REINE-ELIZABETH: salle Bonaventure: "Les Goldiggers" à 21h30 et 23h00 samedi et 21h30 et minuit le samedi.

RESTAURANT VALENTIN: 291 ouest rue Mont-Royal, 849-1371. Daphne Davis, à 22h00 et minuit.

CAFE "LE CAVEAU": 259 Jean-Milot, Lasalle, 364-2522. Yves Alix, chansonnier-conteur.

CAFE CAMPUS: coin Queen Mary et Decelles: Relâche.

HOTEL REINE-ELIZABETH: salle Bonaventure: "Les Goldiggers" à 21h30 et 23h00 samedi et 21h30 et minuit le samedi.

RESTAURANT VALENTIN: 291 ouest rue Mont-Royal, 849-1371. Daphne Davis, à 22h00 et minuit.

CAFE "LE CAVEAU": 259 Jean-Milot, Lasalle, 364-2522. Yves Alix, chansonnier-conteur.

CAFE CAMPUS: coin Queen Mary et Decelles: Relâche.

HOTEL REINE-ELIZABETH: salle Bonaventure: "Les Goldiggers" à 21h30 et 23h00 samedi et 21h30 et minuit le samedi.

RESTAURANT VALENTIN: 291 ouest rue Mont-Royal, 849-1371. Daphne Davis, à 22h00 et minuit.

CAFE "LE CAVEAU": 259 Jean-Milot, Lasalle, 364-2522. Yves Alix, chansonnier-conteur.

CAFE CAMPUS: coin Queen Mary et Decelles: Relâche.

HOTEL REINE-ELIZABETH: salle Bonaventure: "Les Goldiggers" à 21h30 et 23h00 samedi et 21h30 et minuit le samedi.

RESTAURANT VALENTIN: 291 ouest rue Mont-Royal, 849-1371. Daphne Davis, à 22h00 et minuit.

CAFE "LE CAVEAU": 259 Jean-Milot, Lasalle, 364-2522. Yves Alix, chansonnier-conteur.

Vos communiqués

Tous les communiqués pour spectacles, projections de films, activités sociales et sportives, fêtes populaires etc., à travers le Québec, doivent parvenir au plus tard le mercredi, à l'attention de Katou, 387 Lebeau, 331-8961 poste 66.

Les bandes dessinées québécoises

JAUNES D'OEUF

Tanguay est en vacances. Voici quelques bandes en reprise.



lunambule par tibo



le sombre vilain



matinée

9.00
(13) Pay Cards/Jeu
(22) Good Morning New England/Information (90min)
12 Kareen's Yoga

9.30
6 Mr. Pip/Enfant
7 Informa 7
12 The Community/Information

9.55
10 Bienvenue-CFTM

10.00
6 Mon Ami/Enfant
7 Les Bouts de Chou/Enfant
12 The Lively Woman

10.15
6 The Friendly Giant
Enfant

10.30
6 Mr. Dressup/Enfant
12 Magistrate's Court

10.45
2 (9) 13 En Mouvement
Conditionnement physique général.

11.00
2 (9) 13 La Souris Verte
Enfant
6 Sesame Street/Education
7 Bonjour l'été/Magazine
(13) Kareen's Yoga
10 A votre service
12 A Doctor's Diary/Conseils

11.15
2 Les Pierrelle
Dessins animés
(7) Love of Life/Téléroman
(13) Romper Room/Enfant
13 Voisins-Voisines
(9) 13 Voisins-Voisines
10 Pour vous Mesdames
12 The Art of Cooking
Cuisine

11.30
6 The Bob Switzer Show
Variétés
7 Informa 7
(13) Les Bouts de Chou/Enfant
12 Magic Tom's Summer
Show/Enfant
(30) Outaouais Aujourd'hui

12.00
2 Bunny et ses Amis
Dessins animés
(7) The Young and the Restless
Téléroman
6 The Bob Switzer Show
Variétés
7 Informa 7
(13) Les Bouts de Chou/Enfant
12 Magic Tom's Summer
Show/Enfant
(30) Outaouais Aujourd'hui

12.30
2 (9) 13
L'Homme qui revient de loin
Feuilleton
(7) Search for Tomorrow
Téléroman
7 10 Ciné-Mardi
"Istanbul" carrefour de la drogue". It. 1966 Drame d'espionnage. Programme Double
(13) Secrets from the Kitchen/Cuisine
(22) All my Children

12.45
2 (9) 13 Croquons le Verbe
Jeu
6 Land and Sea/Documentaire
(8) (22) Ryan's Hope
(13) The Lucy Show
(30) En prenant le The "La conquête de l'espace". E.-U. 1954. Drame de science-fiction.

1.00
2 (9) 13 Croquons le Verbe
Jeu
6 Land and Sea/Documentaire
(8) (22) Ryan's Hope
(13) The Lucy Show
(30) En prenant le The "La conquête de l'espace". E.-U. 1954. Drame de science-fiction.

1.30
2 (9) 13 Réseau-Soleil
Magazine

2.00
(7) The Guiding Light
6 Coronation Street
Téléroman
12 What's the Good Word?
Jeu

2.30
2 (9) 13 Cinéma
"Les Grandes Vacances" Fr. 1967. Comédie
6 The Edge of Night
Téléroman
12 He Knows she Knows
Jeu
(22) Rhyme and Reason

3.00
6 Juliette / Friends
6 Another World
Téléroman
(8) (22) General Hospital

3.30
(7) Tattielates/Jeu
6 30 From Vancouver
Actualité
(22) One Life to live

4.00
2 (9) 13 Allo Grenouille
Enfant
6 Family Court/Drame
7 10 (30) Patoville/Enfant
(13) It's your Move/Jeu
12 Definition/Jeu

4.30
2 (9) 13 Picolo/Enfant
6 The Forest Rangers
Comédie
7 Cineapero
"L'Odyssée d'un Sergent" E.-U. 1963. Drame
10 Aventures
"Californie en Flammes" E.-U. 1952. Aventures
12 Pay Cards/Jeu
(30) D'ici et de là/Enfant

5.00
2 Daniel Boone
Aventure
6 How it happens
Science
9 13 Cinéma de 5 heures
"Le Ranch de l'injustice" 2e partie.

Horaires Télévision

2 CBFT (R-C), Montréal
4 CFCM (TVA) Québec
(4) CBOT (CBC) Ottawa-Hull
5 CKMI, Québec
6 CBMT (CBC) Montréal

(6) CJPM (VA) Chicoutimi
7 CHLT Sherbrooke
9 CBOFT (R-C), Ottawa
(15) CIVQ-TV, (R.Q.) Québec
(17)



Madame Chiriaeff, directrice des Grands Ballets Canadiens et quelques-unes des candidates admises au nouveau programme. Elles sont toutes de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Les Grands Ballets préparent la relève

(Par S.A.) — La polyvalente Pierre-Laporte de Ville Mont-Royal accueillera, en septembre prochain, un premier groupe de 27 jeunes du niveau secondaire 1, concentration danse. Ce nouveau programme permettra à des jeunes qui se destinent à la carrière de danseur profes-

sionnel d'acquiescer leur formation artistique dans le cadre de leurs études académiques.

C'est grâce à une initiative du ministère de l'Éducation que la commission scolaire Sainte-Croix, dont fait partie la polyvalente Pierre-Laporte, a pu

inclure cette nouvelle option au programme. Les jeunes ont été recrutés par les Grands Ballets Canadiens sous la direction de Madame Chiriaeff, suite à une série d'auditions tenues dans huit villes du Québec en juin et juillet derniers (Montréal, Québec, Sherbrooke, Shawinigan, Hull,

Chicoutimi, Baie Comeau, Rivière-du-Loup).

Unique chez nous, ce cours constitue une étape importante en vue de l'implantation et de l'accessibilité de la profession de danseur, boudée et ignorée jusqu'à présent.

Le Conseil des Arts du Canada verse \$3,226,000 aux orchestres

Le Conseil des Arts du Canada a annoncé hier l'attribution de subventions d'une valeur globale de \$3,226,800 à 19 orchestres canadiens pour la saison 1975-76.

Le directeur du Conseil des Arts, M. André Fortier, a fait remarquer à cette occasion que l'aide accordée aux orchestres a doublé depuis cinq ans. «Même si beaucoup d'orchestres, a-t-il dit, sont

encore aux prises avec les difficultés financières habituelles, il y a de nombreuses réalisations intéressantes et de nombreux progrès à signaler: accroissement du nombre de concerts, abonnements de plus en plus nombreux dans la plupart des cas, bonne programmation comportant une part croissante de musique canadienne, concerts dans les écoles, programmes d'apprentissage et rayonnement plus grand des orchestres

dans les localités avoisinantes. L'Orchestre symphonique de Québec, par exemple, donne 25 p. 100 de ses concerts dans des villes qui ne sont desservies par aucun autre orchestre; l'Orchestre symphonique de l'Atlantique, pour sa part, présentera 39 p. 100 de ses concerts en tournée au cours de la prochaine saison. Le Conseil se réjouit d'avoir joué un rôle dans cette évolution.»

Au Québec, les or-

chestres subventionnés sont: Orchestre symphonique de Québec, \$242,300, dont \$7,300 pour des répétitions publiques et des concerts de musique canadienne; Orchestre symphonique de Montréal, \$600,000 pour une saison de 47 semaines au cours de laquelle le nombre de musiciens sera porté à 95, et le nombre de concerts de 146 à 164; Orchestre de chambre McGill, \$39,500, dont \$1,500 pour des répétitions spéciales en vue de la préparation de six œuvres canadiennes.

Vendredi prochain

La moitié de l'Autostade pour Gentle Giant & Co.

Gentle Giant revient, précédé de son nouveau disque "Free Hands" qui vient de sortir au Québec, pour clôturer la saison estivale. L'enfant chéri des Montréalais sera accompagné du grand nom du nouveau jazz américain, Weather Report, et d'un nouveau groupe québécois qui s'appelle Pollen. Ce grand concert se déroule à l'Autostade de la Cité du Havre, à Montréal, où clowns, pétards et surprises sont également au programme. S'il pleut vendredi, le 28, on remet tout au lendemain, au même endroit.

Il est à souligner que l'Autostade sera aménagé de façon tout-à-fait différente que lors du spectacle Pink Floyd où la scène était placée à l'extrémité du terrain de football. Cette fois-ci, toutes les sections de gradins du côté nord, soit la moitié, sont fermées pour pouvoir mettre la scène directement face aux gradins sud et ainsi diminuer la distance de vision de moitié et doubler la qualité du son... Il va de soi que la quantité de billets mis en vente pour ce demi-Autostade est limitée. Ils sont disponibles en prévente au prix de \$7 à tous les comptoirs TRS et à l'Alternatif; à la porte, \$8.00.

Mais les amateurs de

musique auront l'embarras du choix pour terminer leur saison. Dès mercredi, il peuvent choisir entre le charme rétro de Paul Anka, au Forum, ou la fureur montante des Écossais de Nasareth à la Place des Nations. Samedi soir, Johnny Hallyday et Sylvie Vartan font la Place des Nations et dimanche, Les Beach Boys sont au Forum. Y'a du monde qui n'aurait pas congé à la fête du Travail!

Weather Report, qui fait l'Autostade avec Gentle Giant, est une formation immensément populaire aux États-Unis.

Le groupe est composé de cinq musiciens créateurs, subtils et efficaces: Josef Zawinul, leader et fondateur du groupe, responsable des arrangements et des claviers; Wayne Shorter qui signe avec lui la production des disques et la composition d'une bonne partie des morceaux, saxophone et autres vents; Al Johnson à la basse, Alyrio Lima aux percussions de toutes sortes et Ndugu aux "drums". La musique de Weather Report a toujours été construite sur les détails, la touche subtile, sur ces moments exquis où toutes les forces de la musique - la mélodie, le ryth-

me, l'harmonie - se rejoignent à l'unisson. Pour eux, l'harmonie signifie beaucoup plus que la simple relation de différentes notes mises ensemble pour former un accord, la musique elle-même est synonyme d'harmonie. Ils puisent leur inspiration dans la rue disent-ils, dans l'harmonie des différents gens de différentes cultures qui participent à la base et à l'essence de l'activité musicale, la chanson et la danse. Ce sera leur première visite à Montréal.



Jacques Rivest, un des musiciens de Pollen, le groupe québécois qui partage l'affiche de l'Autostade avec Gentle Giant et Weather Report.

Les objets perdus de la Chant'août

Pour faire suite à la semaine de la Chant'août qui s'est déroulée sur les plaines d'Abraham à Québec et qui se terminait dimanche le 17 août 75, divers objets retrouvés et non réclamés sont présentement à la S.Q. et le message suivant est lancé à ceux qui auraient perdu des documents tels que: porte-feuilles, cartes d'identité, lunettes, bicyclettes, trousseau de clefs, lentilles de caméra, tentes, montres, etc... de bien vouloir communi-

vie et culture

Le marché de l'art

Le "Mouton Rothschild" supplante Picasso, Manet et autres grands

LONDRES (AFP) — Le marché de l'art sort difficilement de la dépression où il s'est trouvé plongé à l'automne dernier, au début de la crise économique mondiale. C'est ce qui ressort des bilans annuels dressés récemment à Londres par les deux célèbres firmes de salles des ventes "Sotheby's" et "Christie's". Les deux galeries enregistrent en effet une baisse dans leur chiffre d'affaires, malgré un net raffermissement des prix depuis le mois de janvier.

Le chiffre d'affaires de "Christie's" s'est élevé à 33,73,000 livres sterling contre 43,121,000 pour l'exercice 1973-1974.

Les responsables attribuent en partie la baisse des ventes à la réticence des collectionneurs anglais menacés d'un impôt sur la richesse. Mais on se félicite chez "Christie's" de ce que le vin de Bordeaux français soit venu compenser les carences des impressionnistes et des cubistes. Le "Mouton Rothschild" et le "Château Lafite" ont remplacé les Picasso et les Manet. Une vente aux enchères sans précédent de 6,000 caisses des grands crus a atteint plus de quatre millions de francs.

Chez "Sotheby's", le chiffre d'affaires a été de 75,119,722 livres sterling pour l'exercice 1974-1975 contre plus de 90 millions lors du précédent exercice.

La firme explique que la chute du chiffre d'affaires entre octobre et décembre 1974 a été due en partie aux critiques émanant de plusieurs parties du monde selon lesquelles le marché de l'art s'était effondré, alors que d'autres marchés connaissaient de plus graves difficultés.

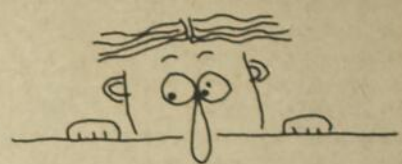
De nombreux propriétaires, explique-t-elle, ont

également montré de l'hésitation à vendre, considérant que les œuvres d'art étaient de bons investissements. Mais, souligne-t-elle, depuis quelques mois, il est devenu évident que les propriétaires se sont débarrassés d'une partie de leurs collections pour aussitôt réinvestir leur argent dans d'autres œuvres d'art, parfois au cours de la même vente. Une vente de cinquante tableaux impressionnistes et modernes français a atteint environ vingt-quatre millions de francs. Le tableau de Camille Pissarro, "Soleil après midi, la rue de L'Épicerie à Rouen", a été adjugé au prix de 120,000 livres; le tableau de Maurice de Vlaminck, "Le pont de Châ-tou", 130,000 livres; le tableau de Georges Braque, "Clarinettes et bouteille de rhum sur une cheminée", 240,000 livres; le tableau de Paul Gauguin, "Hina Maruru", 409,000 livres; des records mondiaux pour ces peintres. En revanche, de nombreux tableaux n'ont pas réussi à atteindre leurs "prix de réserve" au cours des enchères.

En revanche, on souligne chez "Sotheby's" comme chez "Christie's" la nette reprise du marché de la porcelaine chinoise, qui avait traversé une crise importante à l'automne dernier.

Les estampes japonaises ont également connu un vif succès. "Ohisa" d'Utamaro a atteint à Sotheby's à New York le prix record pour l'artiste de 70,000 dollars.

Parmi les ventes pittoresques, on retiendra surtout celle, pour plus de 3,700 francs, du mouchoir sale utilisé par le roi Charles 1er, lorsqu'il monta sur l'échafaud en 1649.



CHERCHEZ-VOUS...

des professeurs?
des infirmières?
des médecins?
des animateurs sociaux?
des ingénieurs?
des directeurs?
des ouvriers spécialisés?
des administrateurs?
des comptables?
des, des...



PENSEZ-Y...

LE JOUR

A LA CLIENTÈLE

QU'IL VOUS FAUT!



NOTRE PROFIL
DU LECTEUR
VOUS DIT QUE...

47.3% de notre clientèle
a entre 8 et 15 ans de scolarité

50.2% appartient à la classe
universitaire et professionnelle
(16 ans et plus de scolarité)
2.5% autres

En termes d'occupation...

13.3% sont des étudiants
15.9% professions libérales
12.8% industriels/hommes d'affaires/ administrateurs
13.9% des professeurs
14.9% des fonctionnaires
8.1% des ouvriers spécialisés
21.1% autres



COMBIEN??
\$\$\$

Par exemple, si vous voulez:

● 3 1/4 po. de hauteur par 2 colonnes de largeur = \$31.50
● 6 1/4 po. de hauteur par 2 colonnes de largeur = \$63.00
● 4 1/4 po. de hauteur par 2 colonnes de largeur = \$42.00

Notre tarif est de \$0.35 la ligne agate.

D'AUTRES
QUESTIONS...



Nos bureaux sont ouverts
de 9 heures à 17 heures
du lundi au vendredi
au 331-8961.

CARRIÈRES... Margot Reddy
Suzanne Kslein

Baby Doll et
27 autres films
de tabac

Du 3 sept au 4 oct

GUY L'ECUYER
MARTHE MERCURE
LORRAINE DESMARIS
JEAN-CLAUDE MEUNIER
NORMAND CARRIÈRE

Prix: \$4.00
\$2.50 (étudiant)

Centaur 1
453 ST-FRANÇOIS-XAVIER
Tél. 288-1229

Mai au vend. 20 h 30 Samedi 19 h 00 - 21 h 15

En reprise au GESÙ "Rien détonnant!" avec Sol

du 4 au 20 Sept.
à 20:30 hres
(relâche le Lundi)

billets: \$4.50

Dimanche
Mardi Mercredi Jeudi

billets: \$5.50

Vendredi et Samedi

EN VENTE AU GESÙ
1200 Bleury tel. 861-0589



UNE INFORMATION LIBRE,
DES ANALYSES SÉRIEUSES,
DES CHOIX PRÉCIS...
C'EST ÇA, LA DIFFÉRENCE!

ABONNEMENTS PAR LA POSTE

Ci-joint mon chèque d'abonnement

de \$18.00 pour 3 mois ☐
de \$32.00 pour 6 mois ☐
de \$60.00 pour 12 mois ☐
Édition du samedi seulement \$15.00 pour 12 mois ☐

NOM
ADRESSE
VILLE
TEL:

POUR RENSEIGNEMENTS
COMPOSEZ - 331-8961

IMPORTANT: Aucun abonnement n'est remboursable.

LE JOUR, 387 Boul. LEBEAU, VILLE ST-LAURENT

Killanin est optimiste...

"J'ai déjà mon billet d'avion pour Montréal"

ALGER (AFP) — Le président du Comité international olympique est optimiste: pour lord Killanin, il ne fait aucun doute que les jeux Olympiques d'été auront lieu l'année prochaine à Montréal, aux dates prévues, et que ces jeux seront télévisés à travers le monde.

"J'ai déjà réservé ma place d'avion pour Montréal, le 12 juillet 1976, et je quitterai le Canada après ces jeux quand la flamme sera éteinte".

Le président du CIO, durant une conférence de presse organisée à Alger où il séjourne à l'occasion des Jeux méditerranéens, a clairement affirmé que le problème des droits de télévision des compétitions olympiques trouveront bientôt une solution.

"Le CIO reste en contact continu avec le comité d'organisation et l'UER qui agit en tant que porte-parole des différentes télévisions, et je suis pratiquement certain que ces jeux seront télévisés. Nous avons clairement expliqué au COJO qu'il recevrait le double des sommes reçues par les organisateurs des Jeux de Munich. Mais il semble qu'il y ait de la part des Canadiens une méconnaissance des différences de système qui existent entre les télévisions d'Amérique du Nord et celles des pays du reste du monde. N'oublions pas non plus que si les droits sont touchés par le comité organisateur, les contrats doivent être approuvés par le CIO. Je suis à peu près certain qu'une solution sera bientôt trouvée à ces problèmes", a précisé lord Killanin.

Tour d'horizon

Lord Killanin a également fait le point de l'avancement des travaux à Montréal: "Les travaux au stade ont progressé, et la vitesse d'exécution est de plus en plus rapide, mais il ne faudrait pas qu'à Montréal les responsables se reposent et abandonnent leurs soucis. Cependant tout ira bien si la municipalité de Montréal et le COJO s'entendent bien pour collaborer."

Puis le président du CIO a fait un tour d'horizon des grandes questions sportives d'actualité:

— L'amateurisme: "Mes successeurs discuteront encore de ce sujet au siècle prochain. D'ailleurs, Pierre de Coubertin était certainement moins préoccupé des questions de l'amateurisme que certains de ses successeurs".

— Une éventuelle tentative pour le retour de la Rhodésie dans le mouvement olympique: "Certainement pas. La reconnaissance de la Rhodésie a été enlevée par le CIO au mois de mai. Rien n'a changé depuis."

— Le patronage par le CIO des Jeux méditerranéens: "Les règles des jeux régionaux précisent que tous les comités nationaux de la région concernée doivent être invités. Il arrive que certains pays ne soient pas invités. La règle est la même pour tous. Aux Jeux africains de Lagos en 1973, la Rhodésie — et non pas l'Afrique du Sud, car celle-ci ne faisait pas partie du mouvement olympique — n'avait pas été invitée: ces jeux s'appellèrent Jeux de Lagos."

— La reconnaissance de la Chine: "Nous sommes dans une situation difficile. Il est ridicule que 800 millions de Chinois ne fassent pas partie du mouvement olympique. Mais là, le problème est politique, et il n'y aurait pas de question... s'il n'y avait pas le problème posé par Formose. Il y a par-tout des divergences de vues sur ce sujet. Je suis en contact avec Pékin et je me rendrai en Chine à la fin de l'année. Soyez certains que nous essayons de faire revenir la Chine dans le mouvement olympique".

— La qualité des installations sportives d'Alger: "Elles sont remarquables, j'ai été impressionné par leurs qualités, et par le fait qu'elles aient été construites en un laps de temps aussi court. Je ne veux cependant pas faire de comparaisons, par exemple entre Lagos, Téhéran et Alger, car un jour peut-être nous devrons les comparer pour d'autres raisons..."

Jim Worrall, membre du Comité international olympique et du comité d'organisation des Jeux de Montréal, qui se trouve lui aussi à Alger, a déclaré qu'il partageait l'opinion du président du CIO. Les deux hommes assistent aux Jeux méditerranéens à Alger.

Worrall a ajouté que les habitants de Montréal n'avaient pas l'intention de priver le reste du monde du spectacle des jeux Olympiques.

le sport

Bobby Orr est sur le point d'assurer ses vieux jours!

TORONTO (PC) — Il n'est certes pas question que Bobby Orr porte les couleurs d'un autre club que Boston dans la LNH. De même il semblait fou de penser que Orr puisse s'aligner dans l'AMH avant l'intervention de Wayne Belisle et des Fighting Saints du Minnesota.

Orr et son agent Alan Eagleson négocient sérieusement avec les Saints depuis le printemps et semblent prêts à signer un contrat de plusieurs saisons qui assurerait l'avenir d'Orr pour le reste de ses jours.

A la suite de la dernière rencontre des deux parties lundi, Boston a jusqu'au début de la saison 1975-76 pour faire une contre-proposition.

Même si le contrat actuel d'Orr avec les Bruins ne prend fin qu'à

la fin de la saison prochaine, Eagleson a déclaré que son client veut régler le problème avant la saison 1975-76.

Belisle a qualifié l'offre faite à Orr comme "la meilleure jamais faite à un athlète".

"Au fait, c'est peut-être la meilleure offre faite à tout homme d'affaires, car Orr assurera l'avenir de ses enfants et ses petits-enfants."

Sans préciser la durée du contrat, Belisle a dit que les jours d'Orr comme joueur seraient assurés et peut-être aussi après comme directeur du club.

Belisle a révélé que le bureau des directeurs des Saints ne croyait pas au sérieux des négociations avec Orr au début.

Les rumeurs veu-

lent que les autres clubs de l'AMH participent à la cagnotte au montant de \$125,000 chacun, mais le Soleil de Québec a appris "de sources sûres" lundi que les Saints étaient assurés seulement de la collaboration de 11 clubs, excluant les Nordiques de Québec, les Cowboys de Calgary et les Racers d'Indianapolis.

Selon le Soleil, le marché s'élève à \$7.5 millions pour 10 ans, y compris un boni de \$1.5 million et un contrat annuel de \$600,000.

Avertis

Selon Belisle, "seuls, Orr, Eagleson et moi savons ce qui se passe, selon la politique établie du club". Il a ajouté que la structure du marché n'avait pas encore été

établie. Au sujet des nombreuses rumeurs, Belisle a dit que les fiduciaires de l'AMH appuyaient les Saints.

Le directeur Bud Poile, de l'AMH, a admis que l'acquisition d'Orr par les Saints aiderait beaucoup la cause du hockey au Minnesota et dans l'AMH. A Boston, le directeur général des Bruins, Harry Sinden, a dit que les négociations se poursuivaient avec Orr.

"Nous lui avons fait une offre lors d'une rencontre, ajoutant que dans le meilleur intérêt des parties, il valait mieux que tout soit réglé avant la prochaine saison.

Il a également déclaré que Boston tenait à ce que Orr remplisse toutes ses obligations envers le club, y compris la saison prochaine. Il a révélé que Orr était prêt à remplir ses obligations.

Selon Eagleson, si les Bruins remercient Orr, les Saints seront heureux. Un des difficultés à combler en vue de la collaboration des autres clubs de l'AMH demeure le nombre d'apparitions d'Orr sur leur glace, car celui-ci évoluera à cinq reprises sur les patinoires des clubs de sa division, contre seulement deux sur les autres patinoires.

John F. Bassett, président des Toros de Toronto, a évoqué immédiatement un changement au calendrier du circuit.

Eagleson a expliqué la rapidité récente des négociations par le fait que Orr voulait régler le problème immédiatement afin que ses coéquipiers sachent également à quoi s'en tenir.

Au fait, on voulait régler le tout le 1er juin prochain, lorsque Orr serait libre au cas où les Bruins le libéreraient.



Un contrat qui assurerait les vieux jours de Bobby Orr, sa femme, ses enfants, ses petits-enfants...

Wayne Conrad: un joueur à surveiller chez les Alouettes

Selon le pilote des Alouettes de Montréal, Mary Levy, qui prépare ses hommes en vue de la visite des Argos de Toronto mercredi, le poste de centre est le plus difficile au football.

"A part de commencer le jeu à l'envers, vous devez bloquer votre rival immédiat qui a déjà un avantage sur vous".

L'instructeur de la ligne offensive des Alouettes, Dan Sekanovich, partage cette opinion en ajoutant que le club est chanceux

d'aligner en Wayne Conrad "un des plus durs gars de la LCF à cette position".

Conrad, à 225 livres, est considéré comme un joueur léger à ce poste, mais, selon Sekanovich, "Conrad mérite ce poste car il en possède les qualifications. Il aime le sport et il a développé les qualités qui en font le meilleur centre au pays".

Conrad, ex-gorille de clubs de nuit, doit affronter les meilleurs joueurs de ligne défensive du circuit. Il préfère plutôt af-

fronter les seconds de ligne, à un contre un, "car vous avez vraiment la chance de les écraser".

Selon Sekanovich, "les amateurs ne remarquent pas les joueurs de centre, sinon ils noteraient le travail formidable de Conrad."

Celui-ci a été critiqué souvent au cours des deux dernières saisons, surtout lors de la remise du ballon sur les bottés de dégagement, mais, selon Sekanovich, Conrad n'est pas responsable,

"car il est peut-être renversé avant d'effectuer la remise".

Conrad prétend avoir corrigé cette lacune avec son expérience au jeu, en plus d'évoluer au centre d'une des meilleures lignes offensives dans la LCF.

les capsules de Christian Nobert

A moins d'une semaine de la fin du calendrier régulier, de la Ligue nationale de crosse, on prévoit encore une lutte senée entre les compteurs et les gardiens de buts pour déterminer les gagnants des trophées. Ainsi, le meneur chez les compteurs, Doug Hayes (221 points) du Long Island, devra surveiller de plus près Paul Suggate, du Maryland, qui a porté sa fiche à 209 points la semaine dernière. D'autre part, le gardien de la formation montréalaise, Ernie Mitchell, avec une moyenne de 13.2, sera obligé de se surpasser s'il veut finir en tête puisque Merv Marshall, du Long Island le talonne avec une moyenne de 13.3.

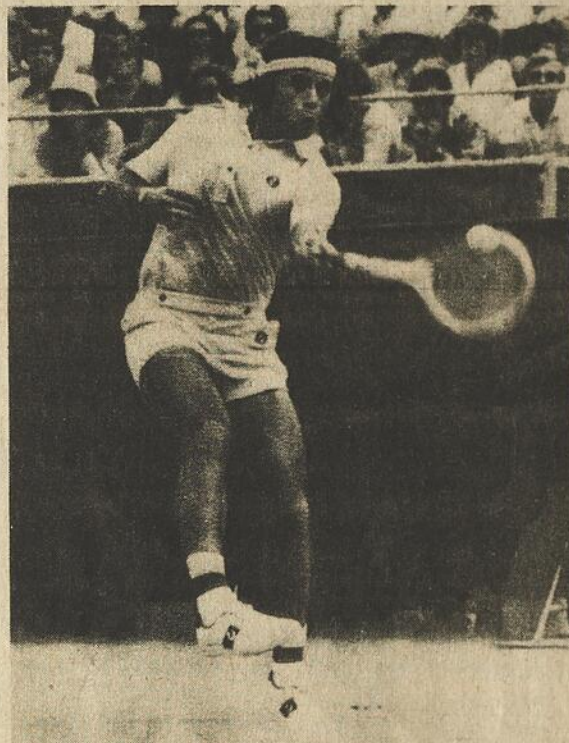
Par ailleurs, la fédération internationale d'aviron a chargé la Nouvelle-Zélande d'organiser les championnats du monde d'aviron masculin et féminin de 1978 à Lake Karapiro. Entre temps, le président de la fédération, Tom Keller, a ajouté qu'une rencontre internationale aurait peut-être lieu en Australie avant ces championnats... question d'entraînement.

Le propriétaire des Giants de San Francisco, Horace Stoneham, rappelle que son club est toujours à vendre... avis aux intéressés. Stoneham a de plus démenti la nouvelle parue dans certains journaux mal informés qu'il avait vendu son club à des intérêts japonais.

La plupart des champions couronnés au cours des championnats mondiaux de cyclisme à Montréal en 1974, ont dû s'incliner et abandonner leurs titres à plus fort qu'eux. Ce fut le cas entre autre du Hollandais Cees Stam qui avait été proclamé champion du monde du demi-fond professionnel. Dans la finale de cette course à Liège Stam s'est heurté à l'Allemand Dieter Kemper, le nouveau champion.

Au baseball, les Reds de Cincinnati ont laissé entendre au début de la saison qu'ils auraient peut-être envie de se départir des services de Tony Perez. Toutefois, ils ne l'ont pas fait et ils n'ont pas eu tort puisque Perez, malgré un début de saison désastreux, est l'un des meilleurs frappeurs du club aujourd'hui. Au cours des 16 dernières matches, il a produit 18 points, dont les 1,000 et 1,001 de sa carrière.

Finalement, voici la déclaration de la journée qui fera perdre les illusions de tous ces illustres lanceurs ayant déjà réussi l'exploit de lancer un match sans coup sûr: "Un match sans coup sûr, c'est simplement une affaire de chance." Cette citation nous vient du lanceur des Giants, Ed Halicki, qui a réussi dimanche après-midi cet exploit chanceux devant les Mets. Toutefois, dans son cas, c'est réellement un morceau de chance puisqu'en regardant ses performances antérieures, soit 0-8 l'an dernier et 7-10 cette saison, Halicki ne montre aucun signe d'un lanceur vedette.



Guillermo, Vilas, d'Argentine, a une fois de plus prouvé qu'il pouvait tenir une raquette de tennis et s'en servir à merveille. Hier, Vilas, malgré un premier match douteux, a facilement défait l'Américain Arthur Ashe 4-6, 6-3, 6-0 et 6-4 pour s'adjuger la finale du tournoi des Etats-Unis.

les statistiques

baseball

Ligue nationale

Section est	G P Moy. Diff.
Pittsburgh	72 56 563 -
Philadelphie	69 59 539 3
St. Louis	69 59 539 3
New York	66 62 516 6
Chicago	60 70 462 13
Montréal	55 72 433 16½

Section ouest	G P Moy. Diff.
Cincinnati	84 44 565 -
Los Angeles	68 61 527 16½
San Francisco	63 66 488 21½
San Diego	60 69 465 24½
Atlanta	57 73 438 28
Houston	50 82 379 36

Aujourd'hui	Cincinnati à Chicago
Houston à St. Louis	
Philadelphie à Los Angeles	
New York à San Diego	
Montréal à San Francisco	
Atlanta à Pittsburgh	

Meneurs	RÉCAP C Moy.
Madlock,	110 439 65 158 360
Simmons,	7 100 1975
St. Louis	123 445 64 148 333
Wade,	107 414 58 127 331
Houston	107 389 44 127 326

Morgan,	Cincinnati 118 409 86 133 325
Joshua,	San Franc. 105 408 60 130 319
Rose,	Cincinnati 128 532 83 169 318
Brook,	St-Louis 104 402 65 127 316
Parker,	Pittsburgh 116 432 59 136 315
Luzinski,	Phil. 128 476 74 149 313
Schmidt,	Philadelphie, 30.
Points produits:	Luzinski, 101; Bench, Cincinnati, 99.
Lanceurs (12 décisions):	Hrabosky, St. Louis, Gullett, Cincinnati, chacun 10-3, 769; Denny, St. Louis, 9-3, 750.

Lanceurs probables	Cincinnati Billingham 14-6 à Chicago Stone 11-6, 2:30 p.m.
Atlanta Easterly 1-6 à Pittsburgh Candelaria 7-3, 7:35 p.m.	
Houston Roberts 7-14 à St. Louis Reed 12-9, 8:30 p.m.	
New York Tate 4-12 à San Diego Freisleben 5-13, 10 p.m.	
Philadelphie Underwood 12-8 à Los Angeles Rau 10-8, 10:30 p.m.	
Montréal Warthen 6-4 ou Ryan 8-9 à San Francisco Falcone 8-9, 11:05 p.m.	

Ligue américaine

Section est	G P Moy. Diff.
Boston	77 51 602 -
Baltimore	69 58 543 7½
New York	64 64 500 13
Cleveland	58 67 464 17½
Milwaukee	57 72 442 20½
Détroit	51 77 398 26

Section ouest	G P Moy. Diff.
Oakland	78 51 605 -
Kansas City	69 57 548 7½
Chicago	63 65 492 14½
Texas	63 67 485 15½
Minnesota	60 69 465 18
Californie	60 71 458 19

Aujourd'hui	Détroit à Texas
Baltimore à Kansas City	
Minnesota à Milwaukee	
Chicago à Cleveland	

Meneurs	J Ab P Cs Moy.
Carew,	118 439 79 163 371
Minn.	118 439 79 163 371
Lynn,	117 423 80 138 326
Munson,	New York 125 470 67 147 313
Washington,	Oakland 117 463 64 144 311
Powell,	Cleveland 102 333 50 102 306
Singleton,	Balt. 123 465 72 142 305
Hargrove,	Texas 114 407 67 124 305
McRae,	

COMPTES	COMPTES
Association mondiale	Ligue nationale
Calgary	Edmonton
Edmonton	Calgary
Edmonton	Calgary
Edmonton	Calgary

football

Ligue canadienne

Classement	Conférence de l'est
Montréal	5 3 2 0 130 106 6
Ottawa	6 3 3 0 123 114 6
Toronto	5 2 3 0 82 81 4
Hamilton	5 1 4 0 67 134 2

Classement	Conférence de l'ouest
Sask.	6 4 2 0 121 98 8
Edmonton	4 3 1 0 99 74 6
Calgary	5 3 2 0 98 85 6
Winnipeg	5 3 2 0 87 88 6
Vancouver	5 1 4 0 102 129 2

Aujourd'hui	Calgary à Winnipeg
-------------	--------------------

crosse

Ligue nationale

PJ G P N Bp Bc Pts	Long Isl. 46 29 17 0 767 674 58
Montréal	46 24 22 0 621 620 48
Phil.	45 21 22 2 644 654 44
Boston	44 20 22 2 687 679 42
Québec	45 19 24 2 673 664 40
Maryland	45 20 26 0 646 747 40

STATION SERVICE AIGLE D'OR

PROP. MICHEL BOUTHILLIER
UN VRAI QUÉBÉCOIS, P.Q.

OUVERT DE 7 À 10

SERVICE DE MÉCANIQUE

SPÉCIAL 9.97 GRAISSAGE
HUILE ET FILTRE À L'HUILE

MÉCANICIEN EN DEVOIR
DE 8 À 6

AVEC TOUT ACHAT DE GASOLINE
LAVAGE AUTO GRATUITS

TOUS JEUDIS DE 7 PM À 10 PM
RABAIS DE 0.05 PAR GALLON

6800 LOUIS HYPPOLITE
LAFONTAINE

TEL.: 354-9870